

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 novembre 2021

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

**Asile et Migration et
Loterie Nationale**

SOMMAIRE

Pages

| | |
|-----------------------------|----|
| I. Asile et Migration | 3 |
| II. Loterie nationale | 42 |

Voir:

Doc 55 2294/ (2021/2022):

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 021: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 november 2021

BELEIDSNOTA (*)

**Asiel en Migratie en
Nationale Loterij**

INHOUD

Blz.

| | |
|----------------------------|----|
| I. Asiel en Migratie | 3 |
| II. Nationale Loterij..... | 42 |

Zie:

Doc 55 2294/ (2021/2022):

001: Lijst van beleidsnota's.
002 tot 021: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

05570

| | |
|-------------|---|
| N-VA | : Nieuw-Vlaamse Alliantie |
| Ecolo-Groen | : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen |
| PS | : Parti Socialiste |
| VB | : Vlaams Belang |
| MR | : Mouvement Réformateur |
| CD&V | : Christen-Democratisch en Vlaams |
| PVDA-PTB | : Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique |
| Open Vld | : Open Vlaamse liberalen en democraten |
| Vooruit | : Vooruit |
| cdH | : centre démocrate Humaniste |
| DéFI | : Démocrate Fédéraliste Indépendant |
| INDEP-ONAFH | : Indépendant - Onafhankelijk |

| | | | |
|--|---|--|---|
| <i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> | | <i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i> | |
| DOC 55 0000/000 | Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi | DOC 55 0000/000 | Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer |
| QRVA | Questions et Réponses écrites | QRVA | Schriftelijke Vragen en Antwoorden |
| CRIV | Version provisoire du Compte Rendu Intégral | CRIV | Voorlopige versie van het Integraal Verslag |
| CRABV | Compte Rendu Analytique | CRABV | Beknopt Verslag |
| CRIV | Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) | CRIV | Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) |
| PLEN | Séance plénière | PLEN | Plenum |
| COM | Réunion de commission | COM | Commissievergadering |
| MOT | Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige) | MOT | Moties tot besluit van interpellaties (beige kleurig papier) |

I. — ASILE ET MIGRATION

Introduction

Dans l'exposé d'orientation politique de l'année dernière, la vision pour les années à venir était décrite sur la base de huit lignes de force. Chacune de ces lignes de force mettait en évidence une partie de la politique générale d'asile et de migration.

Ces lignes de force sont reprises ici. Elles constituent en effet l'épine dorsale de la politique. Par ailleurs, une nouvelle ligne de force est ajoutée, à savoir l'activation et l'acquisition de compétences. Faire travailler les demandeurs de protection internationale est en effet une situation gagnant-gagnant pour les personnes concernées et pour la société.

Le fil conducteur de la politique est et reste la garantie d'une politique d'asile et de migration correcte, humaine et transparente. Une politique qui ne se focalise pas sur une migration plus ou moins importante, mais plutôt sur une migration correcte et contrôlée. L'année dernière, cette ambition a déjà été mise en pratique à plusieurs égards. Des mesures ont par exemple été prises en faveur d'une politique européenne plus commune. Diverses mesures ont également été prises qui ont augmenté ou augmenteront l'efficacité des administrations, telles que la transmission électronique des pièces de procédure au Conseil du contentieux des étrangers, la création du guichet unique et le lancement de l'audit. En introduisant une année de recherche pour les étudiants, nous renforçons nos entreprises et notre économie. Par ailleurs, le nouveau Code de la migration et la politique de retour proactive prennent chaque jour un peu plus forme.

Toutefois, l'année écoulée a également confirmé que l'asile et la migration est une compétence souvent sujette à des événements imprévisibles. De plus, cela est et reste une compétence qui préoccupe beaucoup la société. Et à juste titre. Mais cela signifie également que beaucoup d'énergie est consacrée à des situations qui n'ont pas été planifiées ou prévues.

Ainsi, l'implosion du régime afghan et la prise de Kaboul par les talibans ont immédiatement déclenché la mise sur pied d'une évacuation réussie, qui, outre des Belges et des personnes avec un statut de protection, a également permis de mettre en sécurité des Afghans travaillant pour l'armée et des militants des droits de l'homme. Ainsi, nous avons également été confrontés à une importante grève de la faim des sans-papiers. Cette grève de la faim s'est terminée par une information correcte sur les possibilités dont disposent encore les personnes concernées en matière de demande

I. — ASIEL EN MIGRATIE

Inleiding

In de beleidsverklaring van vorig jaar werd de visie voor de komende jaren uitgetekend aan de hand van acht krachtlijnen. In elk van deze krachtlijnen werd een onderdeel van het brede asiel- en migratiebeleid belicht.

Deze krachtlijnen worden hernomen. Ze vormen immers de ruggengraat van het beleid. Er wordt bovendien een krachtlijn toegevoegd, namelijk rond activering en competentieverwerving. Het aan de slag krijgen van verzoekers om internationale bescherming is immers een win-win situatie voor de betrokkenen én de samenleving.

De rode draad doorheen het beleid is en blijft het zorgen voor een correct, humaan en transparant asiel- en migratiebeleid. Een beleid ook dat niet focust op meer of minder migratie, maar wel zorgt voor een correcte en gecontroleerde migratie. Het afgelopen jaar werd dit streven reeds op verschillende punten in de praktijk gebracht. Zo werden er stappen gezet naar een meer gemeenschappelijk Europees beleid. Ook werden verschillende maatregelen genomen die de efficiëntie van de administraties verhoogden of zullen verhogen zoals het elektronisch verzenden van processtukken bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, de creatie van het uniek loket en de opstart van de audit. Door de invoering van een zoekjaar voor studenten versterken we onze bedrijven en economie. En ook het nieuwe Migratiewetboek en het aanklampend terugkeerbeleid krijgen elke dag meer vorm.

Het afgelopen jaar bevestigde echter ook dat asiel en migratie een bevoegdheid is die vaak geconfronteerd wordt met onvoorspelbare gebeurtenissen. Bovendien is en blijft het een bevoegdheid die leeft in de samenleving. En terecht. Maar het maakt dat er veel energie gaat naar situaties die niet gepland of voorzien waren.

Zo werd er door de implosie van het Afghaanse regime en de inname van Kabul door de Taliban onmiddellijk een geslaagde evacuatie op touw gezet, die – naast Belgen en statushouders – ook Afghanen die voor defensie werkten en mensenrechtenactivisten in veiligheid bracht. Zo werden we ook geconfronteerd met een grote hongerstaking van mensen zonder papieren. Deze hongerstaking werd beëindigd door het verlenen van de juiste informatie over de mogelijkheden die de betrokkenen nog hebben qua verblijfsaanvragen. Deze aanvragen worden nu objectief beoordeeld. En

de séjour. Ces demandes sont à présent évaluées de manière objective. Ainsi, nous avons également dû en permanence évaluer et ajuster les restrictions de voyage existantes en raison de la pandémie de COVID. L'Office des étrangers (OE), le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), Fedasil et le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) ont poursuivi leur travail dans ces circonstances très difficiles.

L'année prochaine également, des situations que personne ne peut prévoir aujourd'hui se présenteront encore sans aucun doute. Et ces situations, elles aussi, exigeront une politique décisive. Ces situations, ainsi que nos autres plans et perspectives, seront traitées sur la base des lignes de force suivantes. Comme nous l'avons fait l'année dernière.

Ligne de force 1: Le respect du droit international et des traités

La base d'une bonne politique migratoire réside dans les accords et engagements internationaux. C'était le cas dans le passé et ce le sera encore à l'avenir. Par conséquent, une contribution active continuera d'être apportée à la recherche de solutions mondiales aux défis posés par la migration. Le cadre juridique international existant est le fil conducteur ici. Du pays d'origine au pays de destination en passant par le pays de transit, le migrant est un être humain qui a droit à une vie sûre et digne, toujours et partout.

Nous continuerons à investir dans une politique migratoire externe, entre autres, en engageant des dialogues et des partenariats durables avec les pays d'origine et de transit. Outre les contacts bilatéraux, cela se fait dans le cadre du Benelux et par le biais de l'Union européenne. L'année dernière, des partenaires ont également été trouvés dans le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ils contribuent à façonner la coopération mondiale en matière de politique d'asile et de migration. Le soutien belge à ces organisations continuera d'être assuré.

À la lumière de l'objectif de développement durable (ODD 10.7), une politique migratoire bien gérée est essentielle, dans la mesure où les possibilités de migration légale et circulaire sont développées et où des efforts sont déployés pour renforcer les capacités de retour. Afin de mettre en évidence nos engagements internationaux, un plan d'action sera élaboré pour la Belgique au printemps 2022 dans le cadre de l'examen qui a lieu au titre du Pacte mondial pour les migrations des Nations unies.

zo waren we ook nog steeds genoodzaakt om de bestaande reisrestricties omwille van de Covid-pandemie permanent te evalueren en aan te passen. De Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ), het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (CGVS), Fedasil en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV) zijn in deze zeer moeilijke omstandigheden hun werkzaamheden blijven verderzetten.

Ook het komende jaar zullen er ongetwijfeld situaties opduiken die niemand vandaag de dag kan voorspellen. En ook die situaties zullen een doortastend beleid vragen. Deze situaties zullen, net zoals onze andere plannen en vooruitzichten, aangepakt worden aan de hand van de onderstaande krachtlijnen. Net zoals we dat ook afgelopen jaar hebben gedaan.

Krachtlijn 1: Respect voor internationaal recht en verdragen

De basis van een goed migratiebeleid ligt in internationale afspraken en engagementen. Dat was zo, én dat zal zo blijven. Er zal daarom verder actief bijgedragen worden aan het vinden van globale oplossingen voor uitdagingen die migratie met zich meebrengt. Het bestaande internationaal juridisch kader is daarbij de rode draad. Van land van herkomst, over transitland tot land van bestemming, een migrant is een mens die recht heeft op een veilig en waardig leven, altijd en overal.

Er wordt blijvend ingezet op een extern migratiebeleid, onder meer door middel van het aangaan van duurzame dialogen en partnerschappen met de landen van herkomst en doorreis. Naast bilaterale contacten gebeurt dit in Benelux verband en via de Europese Unie. Ook in het VN Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen (UNHCR) en de Internationale Organisatie voor Migratie (IOM), werden er het voorbije jaar partners gevonden. Zij geven mee vorm aan de wereldwijde samenwerking inzake het asiel- en migratiebeleid. De Belgische steun voor deze organisaties wordt verder verzekerd.

In het licht van de Duurzame Ontwikkelingsdoelstelling (SDG 10.7) staat een goed aangestuurd migratiebeleid centraal, waarbij de mogelijkheden van legale en circulaire migratie verder ontwikkeld worden en er aan de verdere versterking van de terugkeercapaciteiten gewerkt wordt. Om onze internationale engagementen te belichten, zal er in het voorjaar 2022 een actieplan opgesteld worden voor België in het kader van de review die plaatsvindt onder het UN Global Compact for Migration.

Une perspective internationale est également nécessaire, car depuis plusieurs mois, nous sommes confrontés à un contexte international modifié. Après une période exceptionnelle, les restrictions imposées dans le cadre de la COVID sont progressivement supprimées et voyager dans l'UE sera facilité par un certificat numérique. Les restrictions de voyage des pays tiers vers la Belgique continueront d'exister et ne seront systématiquement réduites que lorsque cela est possible en toute sécurité, par exemple lorsque les voyageurs auront été entièrement vaccinés. Ce faisant, nous visons une approche européenne coordonnée via, notamment, le règlement sur les certificats numériques COVID et les recommandations du Conseil sur les voyages à destination (2020/912) et au sein (2020/1475) de l'UE. Nous devons rester vigilants pour protéger la santé publique et préserver nos libertés retrouvées avec soin. Il faut empêcher la propagation de nouveaux variants du virus pour éviter de devoir imposer de nouvelles restrictions aux voyages.

Il est également frappant de constater que, plus que jamais, les migrants sont utilisés comme jouets pour des régimes et des objectifs politiques. Les personnes dans le besoin sont instrumentalisées pour déstabiliser délibérément d'autres pays. On ne peut guère être plus cynique. En outre, cet été, le monde a été surpris par un changement de pouvoir en Afghanistan. La Belgique peut être fière que l'opération Red Kite n'ait pas seulement aidé ses propres citoyens, mais qu'on ait également fait un choix clair en offrant un accès humanitaire au territoire à des Afghans qui travaillaient à nos côtés depuis des années ou qui étaient particulièrement menacés en raison de leur engagement en faveur de la démocratie, de l'égalité de genre et de la liberté de la presse. Même maintenant que l'opération est terminée, nous ne pouvons et ne devons pas détourner le regard des personnes déplacées et des réfugiés en Afghanistan et dans les pays voisins. Nous continuons à plaider en faveur d'un accueil digne dans la région, une éducation, un emploi et des opportunités pour ceux qui ont dû fuir. La meilleure façon d'éviter une crise migratoire est d'éviter une crise humanitaire.

Ligne de force 2: La coopération européenne

Dans l'UE, nous sommes confrontés à d'énormes défis. Cela fait exactement un an que la Commission européenne a proposé aux États membres un nouveau Pacte européen sur l'asile et la migration. Au cours de l'année écoulée, les discussions ont souvent été difficiles. La Belgique a adopté une attitude constructive et a plaidé avec succès en faveur d'une réorientation temporaire des discussions, des positions dogmatiques sur la solidarité et la responsabilité vers les faits et les chiffres. Le principe des exercices de simulation a été introduit avec succès et a été utilisé à plusieurs reprises

Een internationale blik is ook nodig, nu we ons sinds een aantal maanden in een gewijzigde internationale context bevinden. Na een bijzondere periode, worden COVID-bepalingen afgebouwd en wordt reizen binnen de EU gefaciliteerd via een Digitaal Certificaat. Reisbepalingen vanuit derde landen naar België zullen nog blijven bestaan en slechts stelselmatig worden afgebouwd wanneer dit veilig kan, bijvoorbeeld bij volledige vaccinatie van de reizigers. Daarbij streven we naar een Europese gecoördineerde aanpak via, in het bijzonder, de Verordening over digitale COVID-certificaten en naar de Raadsaanbevelingen over reizen naar (2020/912) en binnen (2020/1475) de EU. We moeten waakzaam blijven om de volksgezondheid te beschermen en om onze voorzichtig herwonnen vrijheden te kunnen behouden. De verspreiding van nieuwe varianten van het virus moet voorkomen worden om te vermijden dat nieuwe reisbepalingen noodzakelijk zijn.

Daarnaast valt op dat, meer dan ooit, migranten worden ingezet als speelbal van regimes en politieke doelstellingen. Mensen in nood worden geïnstrumentaliseerd om andere landen moedwillig te destabiliseren. Het kan haast niet cynischer. Deze zomer werd de wereld bovendien opgeschrikt door een machtswissel in Afghanistan. België kan er trots op zijn dat tijdens Operatie Red Kite niet enkel de eigen burgers werden geholpen, maar ook een duidelijke keuze werd gemaakt door humanitaire toegang tot het grondgebied te bieden aan Afghanen die jarenlang aan onze zijde hebben gewerkt of die een bijzonder risico liepen vanuit hun streven naar democratie, gendergelijkheid en persvrijheid. Ook nu de operatie is afgelopen, kunnen en mogen we niet wegstappen van de ontheemden en vluchtelingen in Afghanistan en de buurlanden. We blijven pleiten voor menswaardige opvang in de regio, onderwijs, werkgelegenheid en kansen voor de mensen die moesten vluchten. De beste wijze om een migratiecrisis te voorkomen, is om een humanitaire crisis te vermijden.

Krachtlijn 2: Europese samenwerking

In de EU staan we voor enorme uitdagingen. Het is precies een jaar geleden dat de Europese Commissie een nieuw EU Asiel- en Migratiepact heeft voorgesteld aan de lidstaten. Het voorbije jaar waren de discussies vaak moeizaam. België heeft zich daarin constructief opgesteld, en heeft met succes gepleit om de focus van de discussies tijdelijk te verleggen van dogmatische opstellingen over solidariteit en verantwoordelijkheid naar de feiten en cijfers. Met succes werd het principe van simulatie-oefeningen geïntroduceerd, die ondertussen al meermaals plaatsvonden. Deze rol van bruggebouwer

entre-temps. Ce rôle de bâtisseur de ponts va comme un gant à notre pays et c'est un rôle que nous devons continuer à jouer dans la recherche d'un accord sur une nécessaire nouvelle politique européenne d'asile et de migration.

Néanmoins, cette année encore, trouver un équilibre entre solidarité et responsabilité reste un défi. Cette demande de solidarité est également venue de la Chambre, avec des résolutions sur les mécanismes de redistribution et la relocalisation. Toute demande de relocalisation sera toujours examinée, comme nous l'avons fait après l'incendie de Moria. Plus d'un an après la destruction du camp d'accueil, les efforts bilatéraux et une mission sur le terrain, force est de constater avec regret que la relocalisation dans le système actuel n'offre pas de solutions rapides. Les procédures et la bureaucratie sont trop lourdes pour pouvoir aider réellement les migrants. Mais surtout, ces relocalisations sont peu structurelles. Il est important que les États qui se situent en première ligne le reconnaissent. Une réforme durable est nécessaire, avec un mécanisme de solidarité prévisible fondé sur les efforts des États membres dans le cadre d'un pacte global.

Pourtant, sur des points spécifiques, des résultats ont déjà été obtenus concernant l'Agence européenne pour l'asile, la directive carte bleue et les Partenariats pour les talents. Des progrès ont également été constatés dans les négociations techniques sur l'introduction du contrôle généralisé aux frontières extérieures et la réforme du système Eurodac. Ces deux questions restent des priorités belges. Ce sont les outils qui nous permettront d'avoir la maîtrise nécessaire des flux secondaires et de la question de savoir qui se trouve et est autorisé à se trouver sur le territoire européen. Un meilleur contrôle et enregistrement des entrées est dans l'intérêt de tous. Le contrôle des frontières transcende la gestion des migrations. La pandémie nous a appris l'importance du dépistage sanitaire et, dans la lutte contre le radicalisme et le terrorisme, le contrôle de sécurité est indispensable. Les migrants eux-mêmes bénéficient également d'une organisation meilleure et correcte aux frontières extérieures. Le contrôle systématique va en effet de pair avec le renforcement et la surveillance nécessaires des droits et libertés fondamentaux de ceux qui se présentent à la frontière. Il est important que les contrôles aux frontières extérieures soient toujours effectués conformément au droit international, et que nous demandons sur les forums européens que cette question reçoive l'attention qu'elle mérite. Il est clair que le statu quo n'aboutit qu'à un vide juridique et à des pratiques répréhensibles.

Par conséquent, au niveau européen, l'accent sera mis sur la prise des mesures opérationnelles nécessaires qui peuvent faire la différence sur le terrain et qui bénéficient

zيت ons land als gegoten en het is een rol die we moeten blijven spelen in de zoektocht naar een akkoord over een noodzakelijk nieuw Europees asiel- en migratiebeleid.

Toch blijft ook dit jaar het vinden van een evenwicht tussen solidariteit en verantwoordelijkheid een uitdaging. Die vraag om solidariteit kwam ook uit de Kamer, met resoluties over herverdelingsmechanismen en relocalaties. Elke eventuele vraag tot relocalatie zal steeds bestudeerd worden, zoals we dat ook gedaan hebben na de brand in Moria. Meer dan een jaar na de verwoesting van het opvangkamp, bilaterale inspanningen en een missie ter plaatse, moet er spijtig genoeg vastgesteld worden dat relocalatie onder het huidige systeem geen snelle oplossingen biedt. De procedures zijn te log en de bureaucratie is te zwaar om migranten echt te kunnen helpen. Maar nog belangrijker, dergelijke relocalaties zijn weinig structureel. Het is belangrijk dat ook frontliniestaten dat inzien. Er is nood aan een duurzame hervorming, met een voorspelbaar solidariteitsmechanisme gebaseerd op de inspanningen van lidstaten als onderdeel van een allesomvattend Pact.

Op specifieke punten werden wel reeds resultaten geboekt inzake het Europees Asielagentschap, de Blue Card richtlijn en de Talent Partnerships. Vooruitgang was ook waarneembaar in de technische onderhandelingen over het invoeren van een veralgemeende screening aan de buitengrenzen en de hervorming van het Eurodac-systeem. Beide zaken blijven Belgische prioriteiten. Het zijn de tools die ons zullen toelaten de nodige grip te krijgen op de secundaire stromen en het vraagstuk wie zich op het Europees grondgebied bevindt en mag bevinden. Een betere controle op de binnenkomst en registratie is in ieders belang. Grensbewaking overstijgt migratiebeheer. De pandemie heeft ons geleerd wat het belang is van een gezondheidsscreening en in de strijd tegen radicalisme en terrorisme is een veiligheidsscreening onontbeerlijk. Ook migranten zelf zijn gebaat bij een betere en correcte organisatie aan de buitengrenzen. De systematische screening gaat immers hand in hand met een nodige versterking van en toezicht op de fundamentele rechten en vrijheden van zij die zich aan de grens aanbieden. Het is van belang dat bij de controles aan de buitengrenzen het internationaal recht steeds gerespecteerd wordt, en we hiervoor op de Europese fora de nodige aandacht vragen. Het is duidelijk dat een statu quo enkel resulteert in een juridisch vacuüm en laakbare praktijken.

Europees zal er daarom de nadruk gelegd worden op het nemen van de nodige operationele stappen die op het terrein het verschil kunnen maken en waar een breed

d'un large soutien, dans l'attente d'un accord global qui risque de prendre plus de temps. Cette approche plus pragmatique a déjà porté ses fruits. Indépendamment du paquet de réformes plus large, un accord a été conclu cet été sur la transformation de l'actuel Bureau d'appui en matière d'asile (EASO) en une Agence européenne pour l'asile à part entière, qui sera en mesure d'apporter un soutien opérationnel plus important, une coopération pratique et une convergence des politiques, et qui disposera, à terme, de pouvoirs de contrôle plus importants sur les systèmes d'asile nationaux.

Le grand défi actuel reste une réforme interne du système d'asile et de migration. Pendant longtemps, la Belgique a connu un afflux relativement important dû à un nombre élevé de flux secondaires. Il est clair que les instruments juridiques actuels sont inadéquats pour les gérer. C'est précisément pour cette raison que nous voulons travailler très concrètement cette année à un accord politique sur la base de données Eurodac et la mise en place d'un contrôle généralisé aux frontières extérieures. En outre, la Belgique fera la promotion auprès des autres États membres de l'accord qu'elle a conclu avec les Pays-Bas et le Luxembourg sur les reprises Dublin simplifiées.

Il existe également un large consensus entre les États membres sur l'intensification des efforts sur le plan externe. La migration est un sujet par excellence à aborder dans le cadre d'une approche "Team Europe", où les États membres unissent leurs forces dans un cadre européen préétabli. Ensemble, nous recherchons des partenariats ciblés, équilibrés et sur mesure avec les pays clés en matière de coopération migratoire, sur la base d'intérêts, d'incitations et d'engagements mutuels qui vont au-delà de la pure politique migratoire. Pour certains de ces pays clés d'origine et de transit, des plans d'action sont en cours d'élaboration afin de rationaliser et d'intensifier les efforts européens et bilatéraux. Les possibilités d'améliorer la coopération pratique et administrative entre les États membres sur les questions de retour dans le cadre du mandat renforcé de Frontex sont également étudiées. Dans le même temps, dans le cadre du nouveau code des visas européen, des mesures appropriées sont étudiées pour encourager les pays tiers non coopératifs en matière de retour forcé à se conformer à leurs obligations. Enfin, la Commission européenne a également publié une stratégie sur le retour volontaire et la réintégration.

Dans le cadre de larges partenariats en matière de migration, les canaux de migration légale restent également importants. Cet été, la Belgique a soutenu le nouveau concept des Partenariats pour les talents, lancé par la Commission, qui s'appuie sur les projets pilotes sur la migration légale avec les pays tiers, dans

draagvlak voor bestaat, in afwachting van een globaal akkoord dat waarschijnlijk langer op zich zal laten wachten. Deze meer pragmatische benadering heeft al vruchten afgeworpen. Los van het bredere hervormingspakket, werd deze zomer overeenstemming bereikt over de omvorming van het huidige asielondersteuningsbureau (EASO) naar een volwaardig Europees Asielagentschap dat voor sterkere operationele ondersteuning, praktische samenwerking en beleidsconvergentie zal kunnen zorgen, en op termijn ook over sterkere monitoringsbevoegdheden over nationale asielsystemen zal beschikken.

De grote actuele uitdaging blijft een interne hervorming van het asiel- en migratiesysteem. België heeft al lang een relatief hoge instroom door een hoog aantal secundaire stromen. Het is duidelijk dat de huidige juridische instrumenten tekortschieten om deze te beheren. Het is net daarom dat wij dit jaar ook zeer concreet willen werken aan een politiek akkoord rond de Eurodac databank en het instellen van een veralgemeende screening aan de buitengrenzen. Verder zal België het akkoord dat het met Nederland en Luxemburg sloot rond vereenvoudigde Dublin-overnames, promoten bij andere lidstaten.

Ook bestaat er een brede overeenstemming tussen lidstaten over het opdrijven van de inspanningen op het externe vlak. Migratie is een onderwerp bij uitstek om aan te pakken in een "Team Europe" aanpak, waarbij lidstaten de krachten bundelen binnen een Europees vastgesteld kader. Samen gaan we op zoek naar gerichte, evenwichtige en "tailor made" partnerschappen met sleutellanden in de migratiesamenwerking, gebaseerd op wederzijdse belangen, incentives en engagementen die het zuivere migratiebeleid overstijgen. Ten aanzien van enkele van deze belangrijke oorsprongs- en transitlanden worden op dit moment actieplannen opgesteld die de Europese en bilaterale inspanningen moeten stroomlijnen en opvoeren. Ook wordt gekeken naar mogelijkheden om de praktische en administratieve samenwerking tussen lidstaten inzake terugkeer op te drijven binnen het versterkte Frontex-mandaat. Tegelijk wordt in het kader van de nieuwe Europese visumcode gezocht naar de juiste maatregelen om slecht meewerkende derde landen op vlak van gedwongen terugkeer aan te zetten om hun verplichtingen na te komen. De Europese Commissie heeft ten slotte ook een strategie inzake vrijwillige terugkeer en re-integratie gepubliceerd.

Binnen de context van brede migratiepartnerschappen blijven ook kanalen op vlak van legale migratie belangrijk. België steunde deze zomer het nieuwe concept van de Talent Partnerships dat door de Commissie werd gelanceerd en voortbouwt op de pilootprojecten inzake legale migratie met derde landen waarin ook België een

lesquels la Belgique a également joué un rôle actif. Cet été, après des années de discussion, les négociations visant à réviser la directive carte bleue ont été conclues, ce qui permettra à l'UE et à ses États membres de disposer d'un meilleur cadre pour attirer les travailleurs hautement qualifiés. La nouvelle réglementation sur la carte bleue nous donnera également l'occasion de montrer que nous prenons à cœur notre engagement de transposer les directives dans les délais prévus.

Ligne de force 3: Des instances efficaces dans un cadre législatif clair

1. Renforcement des services d'asile et de migration

a) Recrutement de personnel

L'efficacité des instances n'est possible que si le personnel est suffisant pour accomplir les tâches de manière fluide et qualitative. Ces dernières années, cependant, les services d'asile et de migration ont souffert d'un manque structurel de personnel. Le recrutement de nouveaux effectifs est donc une priorité absolue. Une nouvelle priorité qui a été immédiatement mise en œuvre au cours de l'année de travail écoulée.

Le Conseil des ministres a donné son feu vert pour le recrutement de plus de 700 nouveaux collaborateurs. Il s'agit de la plus grande campagne de recrutement jamais réalisée. Le site travaillerpourasileetmigration.be a été créé à cette fin. Malgré la pénurie sur le marché du travail, l'intérêt pour le travail dans les différents services est sans précédent. Afin d'orienter cette campagne dans la bonne direction, des renforts ont également été prévus au sein de Selor et de P&O Intérieur.

Les nouvelles recrues travailleront dans tous les services d'asile et de migration. Le plus grand renfort interviendra au niveau de l'OE. Mais le CGRA, Fedasil et le CCE se verront également dotés de personnel supplémentaire.

Cette campagne de recrutement sans précédent devrait permettre d'éliminer l'arriéré de dossiers et de traiter plus rapidement les nouveaux dossiers. Cela permettra également aux demandeurs de protection internationale de passer moins de temps dans les centres d'accueil. Cela donne également un élan à la politique de retour proactive. Il y a donc un effet positif tant pour les autorités publiques que pour les personnes concernées.

La vague de recrutement intégrale sera achevée au milieu de l'année prochaine.

activee rol heeft gespeeld. Nog deze zomer werden de onderhandelingen ter herziening van de Blauwe Kaart richtlijn na jaren van discussies afgerond, waardoor de EU en haar lidstaten beter omkaderd zullen zijn om hooggekwalificeerde werknemers aan te trekken. De vernieuwde Blue Card regeling zal ons bovendien de kans geven om te tonen dat we ons engagement om richtlijnen binnen de voorziene termijn om te zetten, ter harte nemen.

Krachtlijn 3: Efficiënte instellingen in een duidelijk wetgevend kader

1. Versterking asiel- en migratiediensten

a) Aanwerving personeel

Efficiënte instellingen zijn maar mogelijk indien er voldoende personeel is om de taken op een vlotte en kwaliteitsvolle manier uit te voeren. De voorbije jaren kenden de asiel- en migratiediensten echter een structurele onderbemanning. Nieuwe krachten aanwerven is dan ook een absolute prioriteit. Een nieuwe prioriteit waarvan het afgelopen werkjaar onmiddellijk uitvoering is gegeven.

De Ministerraad gaf groen licht voor de aanwerving van meer dan 700 nieuwe medewerkers. Het gaat hierbij om juristen, psychologen, chauffeurs, sociaal assistenten, ... Dit is de grootste aanwervingscampagne ooit. De website werkenbijasielenmigratie.be werd hiervoor gecreëerd. Ondanks de krapte op de arbeidsmarkt is er een ongeziene interesse om bij de verschillende diensten aan de slag te gaan. Om deze campagne in goede banen te leiden werden ook versterkingen voorzien bij Selor en bij P&O Binnenlandse Zaken.

De nieuwe krachten komen in alle asiel- en migratiediensten terecht. De grootste versterking komt bij de DVZ. Maar ook bij het CGVS, Fedasil en de RVV komt er extra personeel.

Deze ongeziene aanwervingscampagne moet ervoor zorgen dat de achterstand in het behandelen van dossiers wordt weggewerkt en dat nieuwe dossiers sneller worden behandeld. Dit heeft tevens tot gevolg dat verzoekers om internationale bescherming minder lang in de opvang zullen verblijven. Tevens geeft dit ook een stimulans aan het aanklampend terugkeerbeleid. Er is dus een positief effect voor zowel de overheid als de betrokkenen.

De volledige aanwervingsgolf zal tegen midden volgend jaar afgerond worden.

b) *Audit externe des services d'asile et de migration*

Un audit externe des services d'asile et de migration est une priorité. C'est tout le contraire d'un vote de méfiance à l'égard des services. Au contraire, les résultats de l'audit servent précisément à renforcer les services. Comme annoncé dans la note de politique 2020-2021, les travaux relatifs à l'audit externe ont commencé immédiatement. Une procédure concurrentielle avec négociation a été choisie conformément à l'article 38 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Cela implique d'abord une phase de sélection, suivie d'une phase d'attribution pour les candidats qui ont rempli les conditions de sélection. 5 candidats ont finalement soumis une offre. Sur la base des critères d'attribution, le contrat a été attribué à la fin du mois d'octobre. Les résultats de l'audit peuvent donc être attendus pour l'été 2022. Avec ces résultats, nous travaillerons ensuite à optimiser et à renforcer le fonctionnement et la coopération au sein de la chaîne d'asile et de migration.

Les questions de recherche sont divisées en deux parties. Tout d'abord, il y a les questions globales/transversales. Elles portent sur l'approche en chaîne, la politique en matière de personnel et la numérisation des services. Dans la deuxième partie, un certain nombre de questions spécifiques sont posées par service. Ici, l'accent est mis principalement sur l'Office des étrangers, où l'organisation interne, la communication et l'échange de données avec le citoyen/migrant et l'optimisation des procédures de séjour sont abordés.

L'audit sera réalisé en étroite collaboration avec les différents services d'asile et de migration et le cabinet. Les parties prenantes externes auront également un rôle à jouer dans l'audit.

c) *Structure de gestion*

L'accord de gouvernement prévoit que la chaîne d'asile et d'accueil dans son ensemble sera suivie et analysée afin de prévoir et de gérer efficacement et en temps utile les variations des flux entrants et sortants. Pour ce faire, une unité de gestion globale et mandatée est créée avec des représentants des différents services. L'unité de gestion doit renforcer la coopération à travers la chaîne dans les domaines des données et de l'analyse, de l'informatique, du budget et de la coordination opérationnelle et juridique.

Les principaux objectifs de cette unité de gestion sont les suivants: (1) suivre en permanence la situation tout au long de la chaîne d'asile et d'accueil afin de pouvoir effectuer des analyses générales sur lesquelles fonder les politiques; (2) identifier les phénomènes et les

b) *Externe audit van de asiel- en migratiediensten*

Een externe audit van de asiel- en migratiediensten is een prioriteit. Dit is allesbehalve een motie van wantrouwen naar de diensten toe. Integendeel, de resultaten van de audit dienen net om de diensten te versterken. Zoals aangekondigd in de beleidsnota 2020-2021 werden de werkzaamheden rond de externe audit onmiddellijk opgestart. Er werd gekozen voor een mededingingsprocedure met onderhandeling volgens artikel 38 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten. Daarbij is er eerst een selectiefase, gevolgd door een gunningsfase voor de kandidaten die aan de selectievoorwaarden voldeden. 5 kandidaten dienden uiteindelijk een offerte in. Op basis van de gunningscriteria werd de opdracht eind oktober toegewezen. De resultaten van de audit kunnen dus tegen de zomer van 2022 verwacht worden. Met deze resultaten zullen we vervolgens aan de slag gaan om de werking van en de samenwerking binnen de asiel- en migratieketen te optimaliseren en te versterken.

De onderzoeksvragen zijn opgesplitst in twee delen. Ten eerste zijn er de overkoepelende/transversale vragen. Deze spitsen zich toe op de ketenbenadering, het personeelsbeleid en de digitalisering van de diensten. In het tweede luik worden er een aantal specifieke vragen per dienst gesteld. Daar ligt de nadruk voornamelijk op de Dienst Vreemdelingenzaken, waar wordt ingegaan op de interne organisatie, de communicatie en gegevensuitwisseling met de burger/migrant en de optimalisatie van de verblijfsprocedures.

De audit zal worden uitgevoerd in nauw contact met de verschillende asiel- en migratiediensten en het kabinet. En ook externe stakeholders zullen een rol krijgen bij de audit.

c) *Beheersstructuur*

Het regeerakkoord voorziet in een monitoring en analyse van de asiel- en opvangketen om tijdig schommelingen in zowel in- als uitstroom te voorspellen en efficiënt te beheren. Om dit te realiseren wordt een overkoepelende, gemandateerde beheersunit gecreëerd met vertegenwoordigers van de verschillende diensten. De beheersunit moet de samenwerking over de keten versterken op vlak van Data & Analyse, IT, Begroting, Operationele en Juridische afstemming.

De belangrijkste doelstellingen van deze beheersunit bestaat erin om: (1) permanent de situatie doorheen de asiel- en opvangketen te monitoren om te kunnen komen tot brede analyses waarop het beleid zich kan baseren; (2) fenomenen en eventueel misbruik in kaart brengen

abus éventuels et proposer des mesures politiques; (3) échanger des informations entre les partenaires de la chaîne; (4) mieux coordonner le travail des différentes instances en termes de processus transversaux.

Si les différentes instances sont aujourd'hui très dépendantes, la coopération structurelle est encore trop faible. Il ne sert à rien qu'un service puisse éliminer sa charge de travail, si nous ne pouvons pas ensuite nous assurer que les dossiers ne soient pas mis de côté dans un autre service. Une transition permettant de penser en termes d'approche en chaîne doit être opérée. Cela doit également servir de base pour déployer nos ressources de manière plus efficace et plus efficiente et pour mieux comprendre les phénomènes qui affectent les différentes instances.

Grâce aux 'crédits politiques nouvelles' supplémentaires, l'espace budgétaire nécessaire a déjà été créé et les premières mesures ont été prises pour mettre en place cette structure de gestion. L'année prochaine, un coordinateur de chaîne sera nommé et cette structure prendra forme et se verra attribuer un rôle important en termes de coordination entre les services et de soutien aux différents services dans l'exécution de leur tâche. Au sein de cette structure, des personnes issues de différentes administrations travailleront ensemble afin de pouvoir procéder à partir de l'expertise existante.

d) **Numérisation**

La numérisation des processus administratifs internes est essentielle pour optimiser les performances des services d'asile et de migration. Nous visons également une plus grande intégration numérique des services afin de pouvoir relever ensemble les défis spécifiques des différents services.

En vue de fournir un meilleur service, la mise en œuvre pluriannuelle de la stratégie de numérisation élaborée par l'Office des étrangers est lancée. Une nouvelle architecture pour la gestion du dossier électronique des étrangers est en cours d'élaboration, et comprend trois axes importants.

Au cours de l'année à venir, l'accent sera mis sur le développement d'une banque-carrefour interne identité des étrangers, l'achèvement de l'analyse pour le renouvellement des processus d'asile et de retour et le démarrage de l'entrepôt de données interne pour la production de statistiques.

Chez Fedasil, un projet est lancé pour numériser le suivi de la facturation médicale, ce qui devrait réduire la charge administrative tant pour l'Agence que pour les prestataires de soins.

en beleidsmaatregelen voorstellen; (3) uitwisselen van informatie tussen de ketenpartners; (4) de werking van de verschillende instanties beter op elkaar af te stemmen wat betreft transversale processen.

Hoewel de verschillende instanties sterk afhankelijk zijn vandaag, wordt er nog te weinig op een structurele manier samengewerkt. Het heeft geen nut als de ene dienst haar werkvoorraad kan wegwerken, als we er vervolgens niet voor kunnen zorgen dat de dossiers niet bij een andere dienst blijven liggen. De omslag dient gemaakt te worden om te denken vanuit een ketenbenadering. Dit moet ook de basis vormen om onze middelen op een meer efficiënte en effectieve manier in te zetten en om fenomenen die over de verschillende instanties heen lopen beter te begrijpen.

Met de bijkomende 'kredieten nieuw beleid' werd hiervoor reeds de nodige budgettaire ruimte gecreëerd en de eerste stappen werden gezet om deze beheerstructuur op te starten. Het komende jaar zal een ketencoördinator aangeduid worden en zal deze structuur verder vorm krijgen en een belangrijke rol krijgen inzake afstemming tussen de diensten en ondersteuning van de verschillende diensten bij de uitvoering van hun opdracht. Binnen deze structuur zullen personen vanuit verschillende administraties samen aan de slag gaan zodat gewerkt kan worden vanuit de bestaande expertise.

d) **Digitalisering**

Het digitaliseren van de interne administratieve processen is cruciaal om de performantie van de asiel- en migratiediensten te optimaliseren. We beogen hier ook een verdere digitale integratie van de diensten om de specifieke uitdagingen van de verschillende diensten gemeenschappelijk te kunnen aanpakken.

Met het oog op een betere dienstverlening, start de meerjaren-implementatie van de uitgetekende digitaliseringsstrategie van de DVZ. Er wordt verder werk gemaakt van een nieuwe architectuur voor het beheer van het elektronische vreemdelingendossier, waarin drie belangrijke assen aan bod komen.

Het komende jaar wordt ingezet op de uitbouw van een interne kruispuntbank vreemdelingenidentiteit, de vervolmaking van de analyse voor vernieuwing van de processen asiel en terugkeer en op de opstart van het interne datawarehouse met het oog op de productie van statistieken.

Bij Fedasil wordt een project opgestart om de opvolging van de medische facturatie te digitaliseren, wat de administratieve werklast moet doen afnemen voor zowel het Agentschap als voor zorgverstrekkers.

Tant au CGRA qu'à l'OE, il sera bientôt possible de procéder à un entretien par vidéoconférence. La règle reste un entretien en personne, mais par exemple dans les centres fermés ou dans le contexte de la pandémie, la possibilité d'avoir un entretien à distance est un progrès. Il est évidemment important de garantir suffisamment les droits du migrant avant et pendant l'entretien par vidéoconférence. Ainsi, la personne concernée sera informée au préalable des modalités de l'entretien et la confidentialité de l'entretien doit être garantie. Le personnel des services est également libre de décider, lors de cet entretien, de le faire en personne.

2. Conférence interministérielle sur la migration et l'intégration

L'objectif de la Conférence interministérielle sur la migration et l'intégration (CIM) est de contribuer à une politique efficace, globale et cohérente à tous les niveaux politiques. À cette fin, la CIM veut offrir une plateforme de concertation où les sujets qui relèvent de différentes compétences et de différents niveaux politiques peuvent être discutés.

Le Comité de concertation a approuvé la création de cette CIM le 12 février 2021. Par la suite, les différents gouvernements ont désigné leurs délégués permanents. Ce sont les ministres et les secrétaires d'État qui ont un siège permanent à la CIM. En outre, en fonction du sujet à l'ordre du jour, les ministres compétents peuvent également être invités.

Pour préparer les réunions de la CIM, un groupe de travail composé de représentants de chaque membre de la CIM est mobilisé. Cela renforce l'efficacité de la CIM.

Maintenant que la création et la composition de la CIM et du groupe de travail ont été finalisées, les réunions peuvent commencer. L'intention est que la CIM se réunisse une fois par trimestre. En préparation, le groupe de travail peut se réunir sur une base mensuelle. Récemment, le groupe de travail s'est réuni pour la première fois.

Différents thèmes seront abordés lors de la CIM, tels que la fluidité des procédures en matière de migration de travail et d'études, le contrôle des conditions de séjour, l'intégration et l'orientation des réfugiés reconnus vers le marché régulier du logement. Toutefois, le thème qui sera abordé en premier est la question des mineurs étrangers non accompagnés. Les MENA constituent en effet un groupe extrêmement vulnérable qui mérite une

Zowel bij het CGVS als de DVZ zal het op korte termijn mogelijk zijn om een gehoor af te nemen via video gehoor. De regel blijft een gehoor in persoon, maar bijvoorbeeld in gesloten centra of in de context van de pandemie is de mogelijkheid om een *remote interview* te laten plaatsvinden een vooruitgang. Het is uiteraard belangrijk om de rechten van de migrant voldoende te waarborgen zowel voor als tijdens het video gehoor. Zo zal de betrokkene op voorhand geïnformeerd worden over de modaliteiten van het gehoor en moet vertrouwelijkheid van het gesprek gegarandeerd zijn. Het staat ook het personeel van diensten vrij om tijdens een dergelijk gehoor alsnog te beslissen om het in persoon te laten plaatsvinden.

2. Interministeriële conferentie Migratie en Integratie

Het is de bedoeling om via de interministeriële conferentie Migratie en Integratie (IMC) bij te dragen aan een efficiënt, globaal en samenhangend beleid over de beleidsniveaus heen. De IMC wil daartoe een overlegplatform bieden waar thema's die onder verschillende bevoegdheden en beleidsniveaus vallen, kunnen worden besproken.

Het Overlegcomité ging op 12 februari 2021 akkoord met de oprichting van deze IMC. Vervolgens duiden de verschillende regeringen hun vaste afgevaardigden aan. Dit zijn de ministers en staatssecretarissen die permanent in de IMC zetelen. Daarnaast kunnen, naar gelang het onderwerp op de agenda, de bevoegde ministers uitgenodigd worden.

Om de vergaderingen van de IMC voor te bereiden, wordt met een werkgroep gewerkt die bestaat uit vertegenwoordigers van ieder lid van de IMC. Dit versterkt de slagkracht van de IMC.

Nu de oprichting en samenstelling van de IMC en de werkgroep rond is, kunnen de vergaderingen beginnen. Bedoeling is om de IMC éénmaal per kwartaal te laten samenkomen. Ter voorbereiding kan de werkgroep maandelijks vergaderen. Onlangs kwam de werkgroep voor het eerst samen.

Op de IMC zullen verschillende thema's besproken worden, zoals vlote procedures inzake arbeids- en studiemigratie, controle van verblijfsvoorwaarden, integratie, doorstroming van erkende vluchtelingen naar de reguliere woningmarkt. Het thema's dat als eerste aan bod komt, is echter de problematiek van de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen. De NBMV vormen immers een uiterst kwetsbare groep die specifieke aandacht

attention particulière. Dans ce contexte, une attention particulière est accordée à la tutelle, à l'accueil et au droit de séjour des MENA.

3. Code de la migration

Nous faisons de grands pas vers un Code de la migration largement soutenu. Une commission indépendante de 6 experts, dirigée par les professeurs Dirk Vanheule et Luc Leboeuf, a été mise en place. Ce comité se réunit chaque semaine depuis mars 2020. Des formations sur le droit clair ont également été suivies et un séminaire de deux jours a été organisé en août. La commission est assistée dans ses travaux par un groupe de travail composé de juristes de l'OE, du CGRA, de Fedasil et du CCE.

La commission a déjà organisé une large consultation avec les acteurs étatiques concernés aux niveaux fédéral, communautaire, régional et local, des experts du monde académique, des organismes de contrôle et d'autres parties prenantes de la société civile au sens large (acteurs socio-économiques et organisations non gouvernementales). Il est essentiel que ces acteurs aient la possibilité de soulever les nombreux problèmes de la législation actuelle et de proposer des solutions. Pour ce faire, une enquête a été réalisée, dans laquelle les goulets d'étranglement et les solutions possibles ont été examinés dans les domaines de la lisibilité et de la structure de la législation sur les étrangers, des procédures administratives et de recours, de la position juridique et des vulnérabilités de certains non-Belges, et d'une politique de retour cohérente et efficace. Au total, 92 intervenants ont été interrogés, en plus de l'OE, du CGRA, de Fedasil et du CCE. Cela a donné lieu à 69 réponses. Au cours d'une première série d'auditions, les représentants de 34 acteurs et parties prenantes ont été entendus par la commission.

Sur la base de cette contribution, la commission, le groupe de travail et la cellule stratégique déterminent ensemble les grandes lignes d'un nouveau Code de la migration, qui comprendra l'actuelle loi sur les étrangers et la loi sur l'accueil. Nous ne nous limitons pas à une simple codification et à une rédaction claire de la réglementation actuelle, mais nous efforçons également de mettre en place des procédures plus cohérentes et plus claires et de renforcer la sécurité juridique par le biais d'ajustements structurels. Les lignes de force définies seront validées au sein du gouvernement et serviront de fil conducteur au groupe de travail qui pourra alors lancer le processus de rédaction à toute vitesse. La commission guidera la suite des travaux et poursuivra le dialogue avec les acteurs concernés. Nous nous efforçons d'être en mesure de soumettre les premiers textes au Conseil d'État pour avis d'ici la fin 2022.

verdiert. Speciale aandacht gaat hierbij naar de voogdij, de opvang, en het verblijfsrecht van de NBMV.

3. Migratiewetboek

We zetten grote stappen in de richting van een breed gedragen Migratiewetboek. Er werd een onafhankelijke commissie van 6 experten opgericht onder leiding van de professoren Dirk Vanheule en Luc Leboeuf. Deze commissie komt sinds maart 2020 wekelijks samen. Ook werden er vormingen rond helder recht gevolgd en werd er in augustus een tweedaagse gehouden. De commissie wordt in haar werkzaamheden bijgestaan door een werkgroep, bestaande uit juristen van de DVZ, het CGVS, Fedasil en de RVV.

De commissie heeft reeds een ruime raadpleging georganiseerd met de betrokken overheidsactoren op federaal, gemeenschaps-, gewestelijk en lokaal bestuursniveau, deskundigen uit de academische wereld, monitoringinstanties en andere stakeholders uit het ruime middenveld (sociaaleconomische actoren en niet-gouvernementele organisaties). Het is cruciaal dat deze actoren de kans hebben gekregen om de vele pijnpunten in de huidige wetgeving aan te kaarten en om oplossingen aan te reiken. Dit gebeurde door middel van een bevraging, waarin werd gepeild naar knelpunten en mogelijke oplossingen op gebied van leesbaarheid en structuur van de vreemdelingenwetgeving, bestuurlijke en beroepsprocedures, rechtspositie en kwetsbaarheden van specifieke niet-Belgen, en een coherent en efficiënt terugkeerbeleid. In totaal werden, naast de DVZ, het CGVS, Fedasil en de RVV, 92 stakeholders bevraged. Dit leverde 69 antwoorden op. Tijdens een eerste reeks hoorzittingen werden vertegenwoordigers van 34 actoren en stakeholders door de commissie gehoord.

Op basis van deze input bepalen commissie, werkgroep en de beleidscel samen de krachtlijnen voor een nieuw Migratiewetboek, dat de huidige Vreemdelingenwet en de Opvangwet zal omvatten. We beperken ons niet louter tot een codificeren en helder uitschrijven van de huidige regelgeving, maar streven er ook naar om door de structurele aanpassingen tot meer coherente en heldere procedures, en meer rechtszekerheid te komen. De vastgelegde krachtlijnen zullen worden gevalideerd binnen de regering, en zullen de leidraad zijn voor de werkgroep die vanaf dan het redactieproces aan volle snelheid zal kunnen aanvatten. De commissie zal de verdere werkzaamheden begeleiden en ook verder nog in dialoog blijven gaan met relevante actoren. We streven er naar tegen eind 2022 de eerste teksten aan de Raad van State te kunnen voorleggen voor advies.

4. Politique transparente et basée sur des données probantes

Par le passé, la transparence de la politique d'asile et de migration n'a pas toujours été élevée. Or, cela est important pour trouver un soutien suffisant aux mesures. C'est pourquoi des mesures ont déjà été prises de plusieurs manières pour accroître cette transparence. Récemment, le Parlement a eu accès aux accords de réadmission.

a) *Migration.be*

Une politique transparente commence par une information transparente. Le travail sur la création d'un nouveau site web distinct où les chiffres les plus importants et les informations générales et explicatives concernant l'asile et la migration sont affichés de manière accessible est en cours. Ce site web doit fournir des informations objectives sur la migration vers notre pays de manière facilement accessible. Ce site peut ainsi contribuer à la lutte contre les fausses informations qui circulent trop souvent.

La construction, la maintenance et l'alimentation du site web seront assurées par la coopération de trois acteurs. Les chiffres seront fournis par Statbel et l'OE, tandis que Myria se chargera de l'analyse et du traitement des chiffres. La coopération entre ces trois organismes indépendants garantit l'objectivité du site web.

L'intention est de proposer dès le début un site web bien développé, dans lequel la plupart des aspects de l'asile et de la migration sont immédiatement abordés. Bien entendu, cela n'empêche pas que des aspects puissent être ajoutés ou modifiés ultérieurement. Le site web doit être opérationnel au début de 2022.

b) *Accessibilité de l'OE*

Le nouveau site web de l'OE a été mis en ligne au printemps 2021. Nous le développons encore davantage et rendons le contenu plus accessible et plus interactif. De cette manière, tant les communes que les travailleurs sociaux et le justiciable peuvent trouver des informations claires sur les procédures et conditions existantes. Nous misons sur le développement d'un outil en ligne interactif qui propose ces informations de manière claire et accessible. En outre, nous examinons comment rendre le helpdesk de l'OE plus accessible afin de fournir la meilleure qualité de service possible.

4. Transparant en 'evidence based' beleid

In het verleden was de transparantie van het asiel- en migratiebeleid niet altijd even groot. Nochtans is dit belangrijk om voldoende draagvlak voor maatregelen te vinden. Daarom werden er reeds op meerdere manieren stappen gezet om deze transparantie te verhogen. Zo kreeg het Parlement onlangs inzage in de terugnameakkoorden.

a) *Migratie.be*

Transparant beleid begint met transparante informatie. De werkzaamheden voor de creatie van een nieuwe, aparte website waar op een toegankelijke manier de belangrijkste cijfergegevens, en algemene en duidende info inzake asiel- en migratie zijn weergegeven, zijn lopende. Deze website moet op een laagdrempelige manier objectieve informatie geven over migratie naar ons land. Op die manier kan deze website een bijdrage leveren aan de bestrijding van valse informatie die al te vaak de ronde doet.

Het bouwen, onderhouden en voeden van de website zal gebeuren via een samenwerking tussen drie actoren. Het cijfermateriaal zal worden aangeleverd door Statbel en DVZ, terwijl Myria het cijfermateriaal zal analyseren en verwerken. De samenwerking tussen deze drie onafhankelijke instanties waarborgt de objectiviteit van de website.

Het is de bedoeling om van bij de start met een goed uitgebouwde website te komen waarin de meeste aspecten rond asiel en migratie onmiddellijk aan bod komen. Dat neemt uiteraard niet weg dat er nadien nog aspecten kunnen worden toegevoegd of gewijzigd. Begin 2022 moet de website operationeel zijn.

b) *Toegankelijkheid DVZ*

De nieuwe website van DVZ is in het voorjaar van 2021 online gegaan. We bouwen deze verder uit en maken de inhoud toegankelijker en interactiever. Op die manier kunnen zowel de gemeentes, hulpverleners als de rechtzoekende zelf duidelijke informatie vinden over de bestaande procedures en voorwaarden. We zetten in op de ontwikkeling van een interactieve online tool die deze informatie op heldere en toegankelijke manier aanbiedt. Bovendien wordt bekeken hoe de helpdesk van DVZ toegankelijker kan gemaakt worden met oog op een zo kwalitatief mogelijke dienstverlening.

c) *Rapport d'activités*

En septembre 2021, le directeur général de l'OE a présenté pour la première fois au Parlement un rapport d'activités complet de l'OE. En présentant ces informations quantitatives et qualitatives détaillées à la Chambre, une étape importante a été franchie pour offrir plus de transparence, non seulement sur le fonctionnement des différents services de l'OE, mais aussi sur les pouvoirs discrétionnaires.

Ce rapport d'activités 2020 n'est qu'un début: il vise à améliorer le rapportage dans les années à venir et à donner au Parlement la possibilité d'un débat approfondi avec le directeur général sur ce rapportage annuel.

d) *Redevance*

Afin d'accroître la sécurité juridique et la transparence, une modification législative fixant de nouveaux montants pour les redevances entrera en vigueur cette année encore. Cette modification est apportée après une étude sur le coût effectif du traitement des demandes de séjour avec une mesure objective et détaillée de la charge de travail. Il s'agit d'une réponse à la jurisprudence du Conseil d'État.

5. Smart borders

En vue de l'entrée en vigueur des règlements de l'UE sur le système d'information Schengen en février 2022, le système d'entrée-sortie en mai 2022 et le système européen d'information et d'autorisation de voyage en décembre 2022, la loi sur les étrangers sera modifiée. L'ensemble du paquet doit être approuvé avant l'entrée en vigueur de la première de ces bases de données, c'est-à-dire en février 2022. Cela signifie que, dans la pratique, les développements législatifs et techniques nécessaires auront lieu à court terme.

6. Renforcement du fonctionnement du Conseil du contentieux des étrangers

Comme annoncé dans la note de politique 2020-2021, il sera possible d'envoyer les pièces de procédure par voie électronique via J-Box de manière rapide et sécurisée au CCE à partir de 2022. En outre, le Conseil pourra à l'avenir également statuer dans le cadre d'une procédure purement écrite à la demande des parties, ou lorsque les circonstances rendent particulièrement difficile la tenue d'une audience, comme lors du confinement en 2020. En outre, la procédure complexe d'évaluation des titulaires de fonctions au sein du CCE a été simplifiée, et un système de mesures disciplinaires et d'ordre à part entière a été élaboré et soumis à la Chambre. Ces

c) *Activiteitenverslag*

In september 2021 werd voor de eerste maal een uitgebreid Activiteitenverslag van DVZ voorgesteld aan het Parlement door de Directeur-Generaal van DVZ. Door deze uitgebreide kwantitatieve en kwalitatieve informatie voor te stellen aan de Kamer, werd een belangrijke stap gezet in het bieden van meer transparantie. Niet louter over de werking van de verschillende diensten van DVZ maar ook over de discretionaire bevoegdheden.

Dit Activiteitenverslag 2020 is slechts een begin: bedoeling is om de rapportage in de komende jaren te verbeteren en het Parlement jaarlijks de mogelijkheid te geven om een diepgaand debat te voeren met de Directeur-Generaal naar aanleiding van deze jaarlijkse rapportage.

d) *Retributie*

Met het oog op meer rechtszekerheid en transparantie, treedt nog dit jaar een wetwijziging in werking die nieuwe bedragen voor de retributies vastlegt. Deze wijziging komt er na een studie naar de effectieve kost voor de behandeling van verblijfsaanvragen met een objectieve en gedetailleerde werklastmeting. Hiermee wordt tegemoetgekomen aan de rechtspraak van de Raad van State.

5. Smart borders

Met het oog op de inwerkingtreding van de EU-verordeningen over het Schengen Information System in februari 2022, het Entry-Exit System in mei 2022 en het European Travel Information and Authorisation System in december 2022, zal de Vreemdelingenwet aangepast worden. Het hele pakket dient goedgekeurd te zijn op moment van inwerkingtreding van de eerste van deze databanken, nl. februari 2022. Dit betekent dat in de praktijk de nodige wetgevende en technische ontwikkelingen op korte termijn zullen gebeuren.

6. Versterking werking van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen

Zoals aangekondigd in de beleidsnota 2020-2021, werd het mogelijk gemaakt vanaf 2022 processtukken bij de RVV snel en veilig elektronisch via J-Box te verzenden. Bovendien kan de Raad voortaan ook op verzoek van de partijen uitspraak doet in een louter schriftelijke procedure, of wanneer de omstandigheden het bijzonder moeilijk maken een zitting te organiseren, zoals tijdens de lockdown in 2020. Verder werd de complexe evaluatieprocedure voor de ambtsdragers bij de RVV vereenvoudigd, en werd een volwaardig systeem van tucht- en ordemaatregelen uitgewerkt en

mesures, ainsi que l'augmentation du nombre de magistrats, visent à assurer une organisation efficace de la juridiction, permettant de traiter les affaires dans un délai raisonnable, dans un environnement où le bien-être au travail est également pris en compte. Sur cette base, des travaux seront également menés sur un cadre juridique réglemant le statut des magistrats et permettant de gérer efficacement d'éventuelles absences prolongées.

Ligne de force 4: Offrir une protection à ceux qui en ont besoin

1. Protection internationale

Offrir une protection à ceux ou celles qui en ont besoin est la pierre angulaire d'une bonne politique migratoire. Également au cours de la prochaine année politique. Le droit de demander l'asile est et reste la pierre angulaire de la politique internationale en matière de réfugiés. La Belgique y souscrit pleinement.

La pandémie de COVID a eu un impact majeur depuis un an et demi. Cela s'est également ressenti dans la politique d'asile. Le nombre de demandes a diminué. Maintenant que la pandémie semble toucher à sa fin, le nombre de demandes de protection internationale est à nouveau en hausse. Ainsi, au cours de la première semaine d'octobre, la Belgique se classait au 7^e rang dans l'UE en nombre absolu de demandes et au 6^e rang en nombre relatif. Les flux secondaires en sont également une cause importante. Cela nécessite également une réponse européenne claire.

Les mouvements migratoires secondaires au sein de l'Union européenne continuent de représenter une grande partie de l'afflux de demandeurs d'asile. Tant les personnes ayant épuisé tous les moyens de la procédure dans un autre État membre de l'UE que celles qui ont déjà obtenu un statut de protection se rendent dans des pays comme la Belgique. Ainsi, l'EASO a constaté qu'au cours du premier semestre 2021, les migrants afghans ont souvent voyagé de la Grèce vers l'Allemagne, la France et la Belgique via d'autres pays (voir *infra* sur les flux secondaires).

a) Procédure qualitative

Au cours de la prochaine année politique, le travail se poursuivra sur des procédures rapides et efficaces. La qualité de la procédure de protection internationale ne sera pas affectée. La procédure conservera toutes les garanties pour le demandeur. Le centre de connaissances CEDOCA, qui fournit des informations objectives et neutres sur les pays aux officiers de protection, reste le centre d'expertise du CGRA. Il sera donc élargi.

ingediend bij de Kamer. Met deze maatregelen, samen met een verhoging aantal magistraten, wordt ingezet op een efficiënte organisatie van het rechtcollege waarbij dossiers worden behandeld binnen een redelijke termijn, in een omgeving waarbij er ook aandacht is voor welzijn op het werk. Hier verder op bouwend, zal ook gewerkt worden aan een wettelijk kader dat het statuut van de magistraten regelt en dat toestaat efficiënt om te gaan met eventuele langdurige afwezigheden.

Krachtlijn 4: Bescherming bieden aan zij die dat nodig hebben

1. Internationale bescherming

Bescherming bieden aan diegenen die het nodig hebben, vormt de hoeksteen van een goed migratiebeleid. Ook in het volgende beleidsjaar. Het recht om asiel aan te vragen is en blijft de hoeksteen van het internationaal vluchtelingenbeleid. België onderschrijft dit volledig.

De Covidpandemie heeft het afgelopen anderhalf jaar een grote impact gehad. Ook in het asielbeleid liet dit zich voelen. Het aantal verzoeken daalde in 2020. Nu de pandemie op haar einde lijkt te lopen, neemt het aantal verzoeken tot internationale bescherming weer toe. België stond zo bijvoorbeeld in de eerste week van oktober op de 7^e plaats in de EU wat absolute cijfers van verzoeken betreft, en op de 6^e plaats wat de relatieve cijfers betreft. Een belangrijke oorzaak hiervoor vormen ook de secundaire stromen. Dit vraagt ook een duidelijk Europees antwoord.

De secundaire migratiebewegingen binnen de Europese Unie blijven een groot deel uitmaken van de asielinstream. Zowel personen die uitgeprocedeerd zijn in een andere EU-lidstaat als personen die reeds een beschermingsstatus verkregen reizen door naar landen als België. EASO stelde zo vast dat in de eerste helft van 2021 Afghaanse migranten vaak van Griekenland via andere landen doorreisden naar Duitsland, Frankrijk en België (Zie *infra* over secundaire stromen).

a) Kwalitatieve procedure

Het komende beleidsjaar wordt verder gewerkt aan snelle en efficiënte procedures. Hierbij zal niet geraakt worden aan de kwaliteit van de procedure internationale bescherming. De procedure behoudt alle garanties voor de verzoeker. Het kenniscentrum CEDOCA, dat objectieve en neutrale landeninformatie ter beschikking stelt aan protection officers blijft hét expertisecentrum van het CGVS. Het zal dan ook worden uitgebreid.

b) Réinstallation

Plus de 90 % des réfugiés dans le monde sont accueillis dans leur propre région. En Turquie, par exemple, il y a plus de 3,6 millions de réfugiés. Au Liban, deux habitants sur cinq sont des réfugiés. Afin de soutenir les pays de la région et en guise de solidarité internationale, les États membres de l'UE s'engagent chaque année à réinstaller un certain nombre de réfugiés, offrant ainsi un avenir aux plus vulnérables qui ont souvent passé des années à vivre dans le désespoir dans des camps de réfugiés à travers le monde.

En 2021, les engagements antérieurs ont été honorés. Cela a nécessité un important travail de rattrapage compte tenu du retard accumulé les années précédentes. En 2021 (état des lieux le 29/09/2021), 890 personnes ont été réinstallées. En raison du taux d'occupation élevé du réseau d'accueil, il a été décidé en septembre de suspendre les réinstallations. Les personnes déjà sélectionnées seront transférées en Belgique en 2022. Cependant, il est et reste important de prendre en compte l'afflux et le taux d'occupation de notre réseau d'accueil.

Conformément à l'accord de gouvernement, la Belgique assumera ses responsabilités et exécutera les objectifs fixés. La Belgique continuera à faire preuve d'humanité et de solidarité en cas de situations d'urgence aiguës à l'étranger requérant l'accueil de personnes vulnérables.

Les besoins de réinstallation pour 2022 sont estimés par le HCR à 1 473 156 personnes. À cet égard, la Belgique prendra ses responsabilités. Par conséquent, nous nous engageons auprès de la Commission européenne à suivre une trajectoire de croissance ambitieuse mais à la fois réaliste. Ainsi, en 2022, nous réinstallerons 1 250 personnes en Belgique. En 2023, ce nombre sera de 1 400 personnes et en 2024, de 1 500 personnes.

Cette trajectoire de croissance permet aux services d'asile de renforcer leurs opérations et leurs processus. Ainsi, la réinstallation peut être davantage soutenue par le parrainage communautaire. Le parrainage communautaire assure un soutien au sein de la population et favorise l'intégration et l'indépendance du réfugié. Le parrainage communautaire permet également de rendre l'afflux de réfugiés réinstallés moins dépendant des places disponibles dans le réseau d'accueil de Fedasil. Ainsi, une augmentation de l'afflux national "spontané" de demandeurs d'asile ne signifie pas nécessairement que le programme de réinstallation doit être suspendu. La formation Belco (Orientation culturelle belge) qui est dispensée aux réfugiés à réinstaller sera également développée plus avant. De cette manière, les réfugiés sont bien préparés à leur arrivée en Belgique et ont également des attentes correctes en matière de réinstallation.

b) Hervestiging

Meer dan 90 % van alle vluchtelingen wereldwijd worden opgevangen in de eigen regio. In Turkije bijvoorbeeld wonen meer dan 3,6 miljoen vluchtelingen. In Libanon zijn elke 2 van de 5 inwoners vluchteling. Om landen in de regio te ondersteunen en als vorm van internationale solidariteit nemen EU-lidstaten jaarlijks engagementen op om een aantal vluchtelingen te hervestigen, waarbij we een toekomst bieden aan de meest kwetsbaren die vaak al jarenlang in uitzichtloosheid ergens ter wereld in een vluchtelingenkamp verblijven.

In 2021 werd er ingezet op eerder gemaakte engagementen. Dit vroeg een groot inhaalmanoeuvre gezien de achterstand van de vorige jaren. Er werden in 2021 (stand van zaken 29/09/2021) 890 personen hervestigd. Door de hoge bezettingsgraad in het opvangnetwerk werd in september beslist om de hervestiging on hold te zetten. De reeds geselecteerde personen zullen in 2022 naar België overgebracht worden. Het is en het blijft evenwel belangrijk om rekening te houden met de instroom en de bezettingsgraad van ons opvangnetwerk.

Conform het regeerakkoord zal België zijn verantwoordelijkheid opnemen en vooropgestelde doelstellingen uitvoeren. België zal zich menselijk en solidair blijven opstellen in geval van acute noodsituaties in het buitenland waarbij opvang van kwetsbare mensen vereist is.

De noden aan hervestiging worden voor 2022 door UNHCR geschat op 1 473 156 personen. België zal hier zijn verantwoordelijkheid nemen. Daarom engageren we ons ten aanzien van de Europese Commissie om een ambitieus, maar ook realistisch groeipad te volgen. Zo zullen we in 2022 1 250 personen hervestigen naar België. In 2023 zullen dit 1 400 personen zijn en in 2024 1 500 personen.

Dit groeipad geeft de asiendiensten de ruimte om hun werking en processen te verstevigen. Zo kan bijvoorbeeld hervestiging via community sponsorship verder ondersteund worden. Community sponsorship zorgt voor gedragenheid binnen de brede bevolking en bevordert de integratie en zelfstandigheid van de vluchteling. Ook zorgt community sponsorship ervoor dat de instroom van hervestiging minder afhankelijk is van de beschikbare plaatsen in het opvangnetwerk van Fedasil. Op die manier zorgt een verhoogde nationale "spontane" asielinstroom er niet per se voor dat het hervestigingsprogramma op pauze gezet moet worden. De Belco-opleiding (Belgische culturele oriëntatie) die aan de te hervestigen vluchtelingen wordt gegeven, zal ook verder uitgebouwd worden. Zo worden vluchtelingen goed voorbereid op hun komst naar België en hebben ook zij juiste verwachtingen van de hervestiging.

Conformément aux recommandations du HCR et de la Commission européenne, la Belgique va réinstaller la plupart des Syriens originaires de Turquie, du Liban et de Jordanie. Pour la sixième année consécutive, selon le HCR, les réfugiés syriens sont ceux qui ont le plus grand besoin de réinstallation. Ils constituent 42 % du nombre total de personnes à réinstaller. En outre, une partie est réservée à la situation de la Méditerranée centrale. La priorité est donnée au mécanisme de transit d'urgence (MTU) avec le Niger et le Rwanda. Une partie des places de réinstallation a également été réservée aux Congolais qui résident depuis longtemps au Rwanda ou en Ouganda. La nouveauté est que nous réservons également un certain nombre de places pour les cas dits de réinstallation d'urgence. Il s'agit de réfugiés ayant un besoin très urgent de réinstallation, un risque de refoulement imminent ou une menace grave ou mortelle dans le pays d'asile.

Afin de renforcer davantage le programme de réinstallation, dans le cadre du Code de la migration, on examine comment un cadre juridique peut être inscrit dans la loi.

2. Visas humanitaires

Outre la réinstallation, nous offrons également un accès légal au territoire aux personnes vulnérables par le biais de visas humanitaires. Dans un souci de transparence, comme le stipule l'accord de gouvernement, les chiffres relatifs aux visas humanitaires ont été inclus dans le rapport annuel de l'Office des étrangers et ce rapport annuel a également été présenté à la Chambre. Entre-temps, l'OE et le SPF Affaires étrangères ont adapté les formulaires et la base de données afin de pouvoir rendre compte des visas humanitaires de manière plus transparente à partir de juin 2021. Ainsi, il sera possible de faire une distinction en fonction de la nature de la demande: regroupement familial élargi, réinstallation, opération de sauvetage ou dossier individuel d'une personne en situation humanitaire urgente.

La valeur ajoutée des visas humanitaires est à nouveau démontrée par la situation en Afghanistan et l'opération de sauvetage mise en place par le gouvernement fédéral dans un délai très court. De nombreux Afghans ont été évacués qui, par exemple, en raison de leur travail (militant des droits de la femme, journaliste, etc.), sont particulièrement exposés aux persécutions des talibans. Après un contrôle de sécurité, ces personnes pourraient se voir accorder l'accès au territoire sur la base du pouvoir discrétionnaire existant.

Au cours de la prochaine année politique, des visas humanitaires continueront d'être accordés aux Afghans et aux autres personnes qui courent actuellement un

In lijn met de aanbevelingen van UNHCR en de Europese Commissie zal België voor het grootste deel Syriërs uit Turkije, Libanon en Jordanië hervestigen. Voor het zesde jaar op rij hebben volgens UNHCR de Syrische vluchtelingen de grootste hervestigingsnoden. Ze vormen 42 % van het totaal te hervestigen personen. Daarnaast wordt een deel gereserveerd voor de Centraal-Mediterrane situatie. Hierbij wordt prioriteit gegeven aan het Emergency Transit Mechanism (ETM) met Niger en Rwanda. Ook is een deel van de hervestigingsplaatsen gereserveerd voor Congolezen die reeds lange tijd verblijven in Rwanda of Oeganda. Nieuw is dat we ook een aantal plaatsen voorbehouden voor de zogenaamde *emergency resettlement cases*. Dit betreft vluchtelingen met een zeer urgente nood aan hervestiging, dreigende refoulement of ernstige of levensbedreigende bedreiging in het land van asiel.

Om verder het hervestigingsprogramma nog te versterken wordt in het kader van het Migratiewetboek onderzocht op welke manier een juridisch kader in de wet ingeschreven kan worden.

2. Humanitaire visa

Naast hervestiging bieden we ook via humanitaire visa een legale toegang tot het grondgebied aan kwetsbare personen. Met het oog op transparantie werden, zoals bepaald in het regeerakkoord, de cijfers over humanitaire visa opgenomen in het jaarverslag van de Dienst Vreemdelingenzaken en werd dit jaarverslag ook voorgesteld aan de Kamer. Ondertussen hebben de DVZ en de FOD Buitenlandse Zaken de formulieren en de databank aangepast om vanaf juni 2021 transparanter te kunnen rapporteren over de humanitaire visa. Zo zal er een opsplitsing gemaakt kunnen worden naar gelang de aard van de aanvraag: verruimde gezinshereniging, hervestiging, reddingsoperatie of een individueel dossier van een persoon in een prangende, humanitaire situatie.

De meerwaarde van humanitaire visa wordt opnieuw aangetoond door de situatie in Afghanistan en de reddingsoperatie die door de federale regering op korte termijn op poten gezet werd. Er werden heel wat Afghanen geëvacueerd die bijvoorbeeld vanwege hun job (vrouwenrechtenactivist, journalist, ...) een bijzonder risico lopen op vervolging door de Taliban. Deze personen konden na een veiligheidsscreening toegang krijgen tot het grondgebied op basis van de bestaande discretionaire bevoegdheid.

Ook in het komende beleidsjaar zullen humanitaire visa blijven toegekend worden aan Afghanen en andere personen die op dit moment bijzonder risico lopen voor

risque particulier de persécution de la part des talibans ou d'autres régimes et qui ont un lien avec la Belgique.

3. Lutte contre le trafic et la traite des êtres humains

L'année dernière également, les passeurs et les trafiquants d'êtres humains ont gagné des millions grâce à des pratiques inhumaines. Avec mes collègues en charge de la Justice et de l'Intérieur, je continuerai donc à travailler sur la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains

Les services d'asile ont également un rôle à jouer à cet égard. Le personnel de première ligne doit pouvoir capter les signaux, informer les gens et orienter les victimes vers les centres spécialisés.

Par conséquent, une nouvelle formation sur la traite des êtres humains sera organisée pour les centres d'accueil en 2022. Cette formation a été élaborée en collaboration avec les centres spécialisés, Minor-Ndako, Esperanto, le SPF Justice et l'OE. D'autres personnes de référence seront également formées dans les centres d'accueil de Fedasil. Le personnel du centre disposera également d'un plan par étapes clair sur la marche à suivre en cas de suspicion de traite des êtres humains.

Une feuille de route pour le personnel est également en cours de préparation pour les centres fermés.

Enfin, mes services et moi-même coopérerons avec le comité spécial chargé de l'évaluation de la législation et de la politique en matière de la traite et du trafic des êtres humains qui a été créé et commencera ses travaux en janvier.

4. Mineurs étrangers non accompagnés

L'afflux de mineurs étrangers non accompagnés (MENA) a de nouveau fortement augmenté après la baisse enregistrée lors de la crise de COVID. En juin 2021, 290 MENA sont entrés dans le réseau d'accueil, en juillet 305 MENA et en août 422 MENA. Il s'agit de chiffres très élevés, qui exercent une forte pression sur tous les services compétents.

En 2019, les MENA représentaient 9,7 % des entrées de Fedasil. En 2020, ce chiffre était de 22,4 %. Entre janvier 2021 et mai 2021, les MENA représentaient 32,7 % de toutes les arrivées. Il est important de continuer à surveiller la situation et d'enquêter sur les motifs. De cette manière, il est possible de réagir rapidement à un certain phénomène.

Le problème des MENA qui disparaissent des structures d'accueil est abordé. Le groupe de travail MENA

vervolgung door de Taliban of andere regimes, en een band hebben met België.

3. Strijd tegen mensensmokkel en mensenhandel

Ook het voorbije jaar hebben mensensmokkelaars en mensenhandelaars miljoenen verdiend door onmenselijke praktijken. Ik zal daarom blijven werken aan de strijd tegen mensensmokkel en mensenhandel samen met de collega's bevoegd voor Justitie en Binnenlandse Zaken.

Ook de asiendiensten spelen hier een rol in. Eerstelijns personeel moet in staat zijn om signalen op te vangen, om personen te informeren en om slachtoffers door te verwijzen naar de gespecialiseerde centra.

Daarom zal er voor de open opvangcentra in 2022 een nieuwe opleiding mensenhandel georganiseerd worden, die in samenwerking met de gespecialiseerde centra, Minor-Ndako, Esperanto, FOD Justitie en de DVZ opgesteld werd. Ook zullen er meer referentiepersonen in de opvangcentra van Fedasil opgeleid worden. Er komt ook een duidelijk stappenplan voor centrummedewerkers over wat ze moeten doen als er een vermoeden van mensenhandel is.

Ook voor de gesloten centra wordt er gewerkt aan een draaiboek voor het personeel.

Mijn diensten en ikzelf zullen tot slot onze medewerking verlenen aan de bijzondere commissie betreffende de evaluatie van de wetgeving en het beleid inzake mensenhandel en mensensmokkel die werd opgericht en in januari zal starten met haar werkzaamheden.

4. Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen

De instroom van de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) is na de daling in de COVID-crisis opnieuw sterk toegenomen. In juni 2021 stroomden er 290 NBMV in het opvangnetwerk in, in juli 305 NBMV en in augustus 422 NBMV. Het betreft erg hoge cijfers die dan ook heel wat druk leggen op alle bevoegde diensten.

In 2019 vertegenwoordigden NBMV 9,7 % van de instroom bij Fedasil. In 2020 vertegenwoordigden zij 22,4 %. Tussen januari 2021 en mei 2021 was dit 32,7 % van alle aankomsten. Het is belangrijk om de situatie te blijven monitoren en te onderzoeken wat de beweegredenen zijn. Op deze manier kan er snel gereageerd worden op een bepaald fenomeen.

De problematiek van NBMV die uit opvangstructuren verdwijnen wordt aangepakt. Hiertoe werd de Werkgroep

disparitions a été créé à cet effet: les services d'asile, mais aussi les Communautés, le Parquet, la police et Child Focus sont assis autour de la table. Divers goulets d'étranglement, petits et grands, ont été identifiés, ainsi que les mesures préventives possibles pour éviter les disparitions. Ainsi, un manuel "disparitions de MENA" sera élaboré pour les acteurs de première ligne. La possibilité d'un protocole national entre les services concernés est une piste à explorer davantage. Un point crucial est l'échange d'informations. Des solutions seront recherchées pour un bon échange entre tous les acteurs impliqués lorsqu'une disparition est signalée.

Une part importante des disparitions concerne des mineurs qui ont une aversion pour les pouvoirs publics et qui ne veulent pas être pris en charge dans les structures d'accueil prévues. Cela concerne en particulier deux groupes cibles qui ont peu confiance dans les pouvoirs publics: les mineurs qui veulent se rendre au Royaume-Uni et les enfants qui vivent dans la rue à proximité de la gare de Bruxelles-midi. Pour le premier groupe cible, le projet Xtra Mena sera financé par Fedasil afin de se rendre sur le terrain pour informer les MENA. Pour le deuxième groupe cible, il est clair que nous ne pouvons pas les atteindre par le biais des réseaux d'accueil habituels. Le travail de rue effectué par les autorités locales n'est pas suffisant. C'est pourquoi une maison ouverte accessible sera créée. Cette maison ouverte sera un premier lieu où les mineurs pourront venir se reposer, sans obligation d'enregistrement. L'objectif est d'établir une relation de confiance afin de permettre aux MENA de se diriger vers un accueil adapté et organisé.

5. Apatrides

Dans la note de politique 2020-2021, on avait déjà pris l'engagement de se pencher sur le volet du droit de séjour des apatrides qui, indépendamment de leur volonté, ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine.

Au cours de l'année écoulée, on a examiné les différentes possibilités afin de pouvoir faire une proposition cohérente au gouvernement. Ainsi, tous les avis précédents ont été analysés par la société civile et les services et les services d'asile ont été entendus. Comme les éléments soulevés dans l'enquête sur la protection internationale se recoupent souvent avec ceux de l'évaluation de l'apatridie, le rôle et l'expertise du CGRA sont analysés en particulier.

L'objectif est de créer une sécurité juridique pour les apatrides en ne permettant pas que leur droit de séjour relève du pouvoir discrétionnaire de l'article 9bis de la loi

NBMV Verdwijningen opgericht: de asiendiensten, maar ook de Gemeenschappen, het parket, de politie en Child Focus zitten mee rond de tafel. Er werden in 2021 verschillende grote en kleine knelpunten geïdentificeerd, evenals mogelijke preventieve maatregelen om verdwijningen te voorkomen. Zo zal er een handboek "verdwijningen van NBMV" komen voor eerstelijnsactoren. De mogelijkheid voor een nationaal protocol tussen de betrokken diensten is een piste die verder onderzocht moet worden. Een cruciaal punt hiervoor is de uitwisseling van informatie. Er zal gezocht worden naar oplossingen voor een goede uitwisseling tussen alle betrokken actoren wanneer een verdwijning geïdentificeerd wordt.

Een belangrijk deel verdwijningen gaat om minderjarigen die afkerig staan ten opzichte van de overheid en die geen opvang wensen in de voorziene opvangstructuren. Het gaat in het bijzonder om 2 doelgroepen die weinig vertrouwen hebben in de overheid: de minderjarigen die willen doorreizen naar het Verenigd Koninkrijk en de kinderen die op straat leven in de buurt van het Brusselse Zuidstation. Voor de eerste doelgroep zal het project Xtra Mena door Fedasil verder gefinancierd om op het terrein te gaan om NBMV te informeren. Voor de tweede doelgroep is het duidelijk dat we hen via de reguliere opvangnetwerken niet kunnen bereiken. Het bestaande straathoekwerk door de lokale besturen volstaat niet. Daarom zal een laagdrempelig inloophuis gecreëerd worden. Dit inloophuis zal een eerste plaats zijn waar de minderjarigen tot rust kunnen komen, zonder enige verplichte registratie. Er zal gewerkt worden aan een vertrouwensband, om zo te kunnen doorstromen naar een aangepaste, omkaderde opvang.

5. Staatlozen

In de beleidsnota 2020-2021 werd al het engagement aangegaan om te werken aan het verblijfsrechtelijke aspect voor staatlozen die buiten hun wil om niet kunnen terugkeren naar hun thuisland.

Het voorbije jaar werden de verschillende mogelijkheden onder de loep genomen teneinde een goed samenhangend voorstel te kunnen doen aan de regering. Zo werden alle eerdere adviezen door het middenveld en de diensten geanalyseerd en werden de asiendiensten gehoord. Aangezien elementen die worden aangehaald bij het onderzoek naar internationale bescherming vaak zullen overlappen met deze bij de beoordeling van staatloosheid, wordt de rol en de expertise van het CGVS in het bijzonder geanalyseerd.

Het doel is om rechtszekerheid te creëren voor staatlozen door hun verblijfsrecht niet onder de discretionaire bevoegdheid onder artikel 9bis van de Vreemdelingenwet

sur les étrangers. À cette fin, un droit de séjour distinct sera créé dans la loi sur les étrangers.

6. Politique axée sur la dimension de genre

Asile et migration touche à des questions sensibles de genre à bien des égards. Une personne fuyant son pays d'origine pour des raisons de genre ou d'orientation sexuelle entre bien entendu en ligne de compte pour une protection internationale. Toutefois, il faut aller plus loin dans la lutte contre la violence liée au genre et dans l'intégration de la dimension de genre dans les politiques. Il faut accorder plus d'attention à ce sujet.

C'est pourquoi un coordinateur genre a été nommé à Fedasil et à l'OE et une attention supplémentaire sera accordée à la ventilation par genre dans les statistiques des services d'asile. Tant dans les centres d'accueil ouverts que dans les centres fermés, une attention particulière doit être accordée à l'aspect du genre: en termes de bien-être, de recherche d'une place dans la société et de relations avec le personnel.

Il est important de veiller à une sécurité adéquate dans les centres d'accueil de Fedasil, en particulier pour les femmes et les personnes LGBTQI+. Pour ces derniers groupes, Fedasil continuera à travailler à la suppression des seuils et des lacunes subsistant aujourd'hui.

Il est également important de clarifier pour les victimes de violence liée au genre ayant un droit de séjour fondé sur le regroupement familial dans quels cas elles peuvent encore conserver leur droit de séjour si les conditions du regroupement familial ne sont plus remplies. À cette fin, la possibilité d'adapter la réglementation sur le regroupement familial dans le cadre prévu par l'accord de gouvernement sera examinée et la pratique de l'OE sera clarifiée dans une circulaire.

Ligne de force 5: Un accueil de qualité dans un modèle d'accueil flexible

Depuis le début de la crise de COVID, nous avons eu un taux d'occupation relativement stable dans le réseau d'accueil. Ces derniers mois, le nombre de demandes de protection internationale a de nouveau augmenté. En partie, cela concerne également les personnes qui ont été transférées d'Afghanistan vers notre pays via la mission d'évacuation Red Kite. Dans ce contexte, il convient de tenir compte du fait qu'un nombre considérable de places d'accueil doivent encore être réservées comme places d'isolement pour faire face à d'éventuels foyers de COVID et qu'un nombre considérable de places

te laten vallen. Er komt hiertoe een afzonderlijk verblijfsrecht in de Vreemdelingenwet.

6. Gendersensitief beleid

Asiel en migratie raakt op vele vlakken aan gevoelige genderkwesties. Iemand die vlucht uit zijn of haar land van herkomst om redenen van gender of seksuele oriëntatie, komt uiteraard in aanmerking voor internationale bescherming. Toch is er meer nodig in de strijd tegen gendergerelateerd geweld en in de gendermainstreaming van het beleid. Meer aandacht voor het thema is noodzakelijk.

Daarom werd er bij Fedasil en de DVZ een gendercoördinator aangesteld en zal er bijkomende aandacht zijn voor de uitsplitsing naar gender in de statistieken van de asiendiensten. Zowel in de open opvangcentra als in de gesloten centra is er specifieke aandacht nodig voor het genderaspect: op vlak van welbevinden, een plaats vinden in de samenleving en in de omgang met personeel.

Het is belangrijk voldoende te waken over veiligheid binnen de opvangcentra van Fedasil, in het bijzonder voor vrouwen en LGBTQI+-personen. Voor deze laatste groepen zal Fedasil verder werken aan het wegwerken van bestaande drempels en lacunes die er vandaag nog zijn.

Ook is het belangrijk duidelijkheid te verschaffen voor de slachtoffers van gendergerelateerd geweld met een verblijfsrecht op basis van gezinshereniging in welke gevallen zij hun verblijfsrecht toch kunnen behouden indien niet meer voldaan is aan de voorwaarden gezinshereniging. Hiertoe wordt de mogelijkheid onderzocht om de regelgeving rond gezinshereniging binnen het kader, voorzien door het Regeerakkoord, aan te passen en wordt verdere duidelijkheid verschaft over de praktijk van DVZ in een omzendbrief.

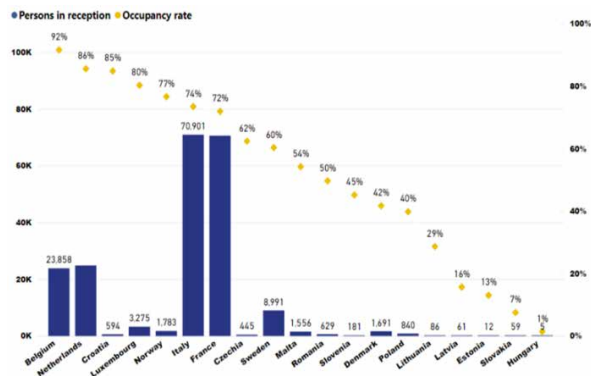
Krachtlijn 5: Kwaliteitsvolle opvang in een flexibel opvangmodel

Sinds het begin van de COVID-crisis hebben we een relatief stabiele bezetting in het opvangnetwerk gekend, onder meer dankzij een lagere instroom in het opvangnetwerk. De voorbije maanden is het aantal verzoeken om internationale bescherming opnieuw toegenomen. Gedeeltelijk betreft dit ook personen die via de evacuatiemissie Red Kite vanuit Afghanistan werden overgebracht naar ons land. Hierbij dient in rekening gehouden te worden dat een aanzienlijk aantal opvangplaatsen nog steeds gereserveerd dient te blijven als isolatieplaatsen om eventuele uitbraken van COVID op te vangen en dat er eveneens een aanzienlijk

d'accueil et de places tampons sont également utilisées pour héberger les personnes victimes des inondations.

En conséquence, Fedasil est à nouveau contrainte de créer des places d'accueil supplémentaires. La création de cette capacité d'accueil supplémentaire est nécessaire à court terme afin de respecter nos obligations internationales de pouvoir accorder l'accueil à tous. Ce n'est pas la première fois que le réseau d'accueil se retrouve dans cette situation en raison des fluctuations de l'afflux.

Le graphique ci-dessous montre que le taux d'occupation en Belgique est particulièrement élevé par rapport aux autres États membres de l'UE:



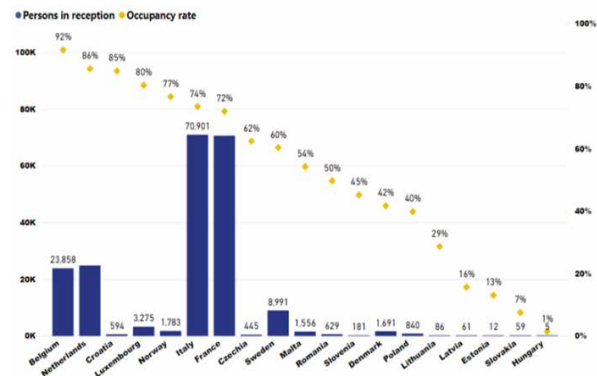
Au cours de l'année écoulée, des mesures importantes ont donc déjà été prises pour rendre le réseau d'accueil structurellement plus résilient. Comme annoncé dans la note de politique 2020, il a été décidé de créer une capacité tampon de 5 400 places. Ces places doivent permettre à Fedasil de disposer rapidement de places suffisantes et de bonne qualité en cas d'augmentation de la capacité d'accueil requise. Fedasil met actuellement en œuvre cette décision en recherchant et en créant ces places tampons. Le renforcement des instances d'asile joue également un rôle important à cet égard, afin de pouvoir traiter rapidement les demandes et donc aussi de réduire au maximum la durée de séjour.

L'implication des autorités locales dans l'organisation des centres d'accueil dans leur commune est cruciale. Elles sont en effet les plus proches des habitants et ce sont elles qui sont initialement confrontées aux questions, aux préoccupations et souvent à la résistance des gens. Il est donc important de les soutenir de manière adéquate. Comme annoncé dans la note de politique 2020-2021, des mesures importantes ont été prises pour parvenir à un meilleur dialogue avec les autorités locales. À cette fin, une enquête a été menée auprès des bourgmestres qui ont ou ont eu dans le passé un

aantal opvang- en bufferplaatsen aangewend wordt om onderdak te bieden aan personen die slachtoffer werden van de watersnood.

Hierdoor is Fedasil opnieuw genoodzaakt om bijkomende opvangplaatsen te creëren. De creatie van deze bijkomende opvangcapaciteit is op korte termijn noodzakelijk om aan onze internationale verplichtingen te voldoen om eenieder opvang te kunnen aanbieden. Dit is niet de eerste keer dat het opvangnetwerk zich in deze situatie bevindt naar aanleiding van fluctuaties in de instroom.

Onderstaande grafiek toont dat de bezettingsgraad in België bijzonder hoog is in vergelijking met de andere EU-lidstaten:



Het voorbije jaar werden dan ook reeds belangrijke maatregelen genomen om het opvangnetwerk structureel meer veerkrachtig te maken. Zoals aangekondigd in de beleidsnota 2020, werd beslist om een buffercapaciteit van 5 400 bufferplaatsen te creëren. Deze plaatsen moeten Fedasil in staat stellen om bij een stijging van de benodigde opvangcapaciteit, snel over voldoende én kwaliteitsvolle plaatsen te beschikken. Fedasil is momenteel bezig met de uitvoer van deze beslissing door deze bufferplaatsen te zoeken en te creëren. Ook de versterking van de asielinstanties speelt hier een belangrijke rol om verzoeken snel te kunnen behandelen en zo dus ook de verblijfsduur tot een minimum te herleiden.

De betrokkenheid van de lokale besturen bij de organisatie van opvangcentra in hun gemeente is cruciaal. Zij staan immers het dichtst bij de buurtbewoners en zij zijn het die in eerste instantie met de vragen, bekommernissen en vaak ook tegenstand van de mensen worden geconfronteerd. Het is dan ook belangrijk hen voldoende te ondersteunen. Zoals in de beleidsnota 2020-2021 aangekondigd, werden belangrijke stappen gezet om te komen tot een betere dialoog met de lokale besturen. Hiertoe werd een bevraging uitgevoerd van de burgemeesters die een opvangcentrum op hun grondgebied

centre d'accueil sur leur territoire. Leurs expériences et leurs conclusions constituent une base pour l'amélioration de la politique. Sur la base des résultats de cette enquête, une conférence sera organisée cet automne avec ces bourgmestres afin d'entamer un dialogue sur les différents aspects qui sont importants dans la relation entre un centre d'accueil et la commune.

Une première mesure qui a déjà été prise est l'élaboration d'une feuille de route détaillée pour informer les administrations locales de l'arrivée d'un centre d'accueil dans leur commune. La feuille de route contient non seulement des informations sur les étapes à venir pour l'ouverture du centre d'accueil, mais aussi des informations plus larges sur l'impact d'une structure d'accueil sur les services communaux et la population locale et des outils pour s'atteler à la question.

Les initiatives locales d'accueil sont également importantes pour l'équilibre du réseau d'accueil. Elles constituent un élément final important pour jeter un pont vers la société pour les réfugiés reconnus. En raison d'un cadre instable pour les administrations locales, ces dernières années, peu d'administrations locales étaient disposées à créer suffisamment de ces places. Au cours de l'année à venir, je m'attacherai donc à optimiser ce cadre afin de renforcer la confiance des autorités locales et de les impliquer dans la tâche extrêmement importante de la transition vers la société.

Dans ce contexte, nous devons oser réviser fondamentalement notre approche actuelle. Par des procédures rapides, nous devons faire en sorte que le séjour dans les structures d'accueil collectif soit le plus court possible. Une fois que les personnes ont la perspective d'obtenir un permis de séjour, tout doit être fait pour les guider dans cette transition. La période de transition actuelle devrait être mieux adaptée à la situation future des personnes et tout devrait être mis en œuvre pour favoriser une bonne intégration. Un équilibre sera recherché dans le rapport entre l'accueil collectif et l'accueil individuel. L'accueil individuel doit être renforcé en misant sur l'intégration, surtout après une reconnaissance.

Surtout en période de forte occupation, les structures d'accueil sont régulièrement confrontées à des incidents de toutes sortes. Un nouveau projet de Fedasil a pour objectif d'aborder de manière large et transversale la question des incidents au sein du réseau d'accueil afin d'acquérir un plus grand degré de maturité dans le traitement des incidents. Il est possible de faire beaucoup pour améliorer la sécurité dans et autour des structures d'accueil grâce à des mesures préventives telles que des actions de sensibilisation et la mise en œuvre de modifications des infrastructures. Des solutions seront

hebben of in het verleden hadden. Hun ervaringen en bevindingen vormen een fundament om het beleid verder te verbeteren. Aan de hand van de resultaten van deze bevraging zal dit najaar nog een conferentie georganiseerd worden met deze burgemeesters om in dialoog te gaan over de verschillende aspecten die belangrijk zijn in de relatie tussen een opvangcentrum en de gemeente.

Een eerste maatregel die reeds werd genomen is de opmaak van een uitgebreid draaiboek om lokale besturen grondig te informeren over de komst van een opvangcentrum in hun gemeente. Het draaiboek bevat niet alleen informatie over de komende stappen bij de opening van het opvangcentrum, maar ook bredere informatie over de impact van een opvangstructuur op de gemeentediensten en de lokale bevolking alsook tools om hiermee aan de slag te gaan.

Belangrijk voor het evenwicht van het opvangnetwerk zijn ook de lokale opvanginitiatieven. Deze vormen een belangrijk sluitstuk om voor erkend vluchtelingen een brug te vormen naar de samenleving. Wegens een instabiel kader voor de lokale besturen, werden er de voorbije jaren maar weinig lokale besturen bereid gevonden om voldoende van deze plaatsen te creëren. Het komende jaar zal ik dan ook werk maken van het optimaliseren van dit kader om zo het vertrouwen van de lokale besturen te versterken en hen mee te betrekken bij de uiterst belangrijke opdracht van transitie naar de samenleving.

We moeten hierbij durven om onze huidige aanpak fundamenteel te herzien. Via snelle procedures moeten we het verblijf in collectieve opvangstructuren zo kort mogelijk houden. Eenmaal personen een zicht hebben op een verblijfsvergunning moet alles in het werk gezet worden om hen bij deze transitie te begeleiden. De huidige transitieperiode dient beter te worden aangesloten op de toekomstige situatie van personen en moet alles in het werk stellen om een goede integratie te bevorderen. Er zal daarbij een evenwicht worden nagestreefd in de verhouding tussen collectieve en individuele opvang, waarbij de individuele opvang moet versterkt worden door in te zetten op integratie, zeker na erkenning.

Zeker in een periode met hoge bezettingsgraad, worden opvangstructuren regelmatig geconfronteerd met incidenten van allerlei aard. Een nieuw project van Fedasil moet het incidentenvraagstuk binnen het opvangnetwerk breed en transversaal aanpakken, teneinde een grotere mate van maturiteit te verwerven in de aanpak van incidenten. Zo kan er heel wat gebeuren om de veiligheid in en rond opvangstructuren te verbeteren door middel van preventieve maatregelen zoals sensibiliseringsacties en het uitvoeren van aanpassingen aan de infrastructuur. Voor de groep personen in de opvang die steeds

élaborées pour le groupe de personnes accueillies qui sont impliquées de manière répétée dans des incidents et pour lesquelles le système de sanctions actuel ne semble pas avoir d'effet. À cette fin, des consultations seront organisées avec d'autres États membres afin d'échanger les meilleures pratiques.

Ligne de force 6: Une politique migratoire comme valeur ajoutée

1. Migration pour motif d'études

En 2021, la priorité a été donnée à la transposition de la directive 2016/801 en ce qui concerne les étudiants de pays tiers. L'année dite 'de recherche' a été introduite, donnant aux étudiants hautement qualifiés de pays tiers un maximum d'un an pour se connecter à notre marché du travail après avoir terminé leurs études. De cette manière, nous veillons à ce que ces étudiants, dans lesquels nous avons beaucoup investi en tant que société, puissent également contribuer à notre marché du travail. En outre, le travail législatif nécessaire a été effectué pour introduire une procédure plus efficace en matière de séjour des étudiants, y compris de nouvelles dispositions sur la fraude, les motifs de refus et de retrait, et des règles plus strictes pour le garant afin de pouvoir offrir une meilleure réponse aux abus.

Outre l'adaptation de la réglementation, de nombreuses autres mesures ont été prises en 2021 pour garantir une procédure efficace et courte pour les demandes de séjour d'étudiant, de sorte que le délai de traitement maximal proposé de 90 jours puisse être respecté, comme la mise en place d'une formation pour certains postes diplomatiques et une communication claire sur le site web de l'OE et des postes à l'égard des étudiants. En 2022, l'accent continuera d'être mis sur l'évaluation et le renforcement de ces mesures, en accordant une attention à l'identification des abus et des cas de fraude. Ainsi, la coopération avec Viabel sera optimisée pour que le traitement des dossiers se fasse le plus correctement possible, en prêtant attention aux éventuels abus.

L'année prochaine, le permis unique sera étendu aux autres catégories prévues par la directive 2016/801, notamment les chercheurs, les stagiaires et les volontaires européens.

2. Migration de travail

Il y a une pénurie sur le marché du travail. En Belgique, il y a encore beaucoup de demandeurs d'emploi qui peuvent être orientés vers un emploi, y compris les étrangers avec un permis de séjour. Compte tenu de la pénurie, les employeurs ont un besoin permanent de

opnieuw betrokken raken bij incidenten en waarvoor het huidige sanctiesysteem geen effect lijkt te hebben, zullen antwoorden worden uitgewerkt. Hiervoor zal in overleg getreden worden met andere lidstaten om best practices uit te wisselen.

Krachtlijn 6: Een versterkend migratiebeleid

1. Studiemigratie

Er werd in 2021 prioriteit gegeven aan de omzetting van de richtlijn 2016/801 voor wat betreft de derdelands studenten. Het zogenaamde 'zoekjaar' werd ingevoerd, waardoor hoogopgeleide derdelanders studenten na voltooiing van hun studies maximum een jaar krijgen om aansluiting te zoeken op onze arbeidsmarkt. Zo verzekeren we dat deze studenten, waar we als samenleving veel in geïnvesteerd hebben, ook kunnen bijdragen aan onze arbeidsmarkt. Daarnaast werd het nodige wetgevende werk gedaan om een efficiëntere procedure studentenverblijf in te voeren, inclusief nieuwe fraudebepalingen, weigerings- en intrekingsgronden én strengere regels voor de garantsteller om een beter antwoord te kunnen bieden op misbruiken.

Er werden in 2021, naast de aanpassing van de regelgeving, heel wat andere maatregelen genomen om een efficiënte en korte procedure te waarborgen voor aanvragen studentenverblijf, zodat de vooropgestelde maximale behandelingstermijn van 90 dagen kon gerespecteerd worden, zoals het geven van opleidingen aan bepaalde diplomatieke posten en een duidelijke communicatie op de website van DVZ en van de posten naar de studenten toe. In 2022 wordt verder ingezet op het evalueren en versterken van deze maatregelen, met aandacht voor het identificeren van misbruiken en fraudedossiers. Zo zal de samenwerking met Viabel geoptimaliseerd worden om de verwerking van dossiers zo correct mogelijk te laten verlopen, met aandacht voor mogelijk misbruik.

Het komende jaar wordt de gecombineerde vergunning uitgebreid tot de overige categorieën die voorzien zijn in de richtlijn 2016/801, waaronder onderzoekers, stagiaires en Europese vrijwilligers.

2. Arbeidsmigratie

Er heerst krapte op de arbeidsmarkt. In België zijn er vandaag nog veel werkzoekenden die naar een job geleid kunnen worden, waaronder vreemdelingen met een verblijfsvergunning. Gezien de krapte hebben de werkgevers een blijvende nood aan werkrachten, een

travailleurs, un besoin qui doit également être satisfait par la migration de la main-d'œuvre. Dans ce contexte, nous recherchons les profils dont notre marché du travail a besoin. Si nous ne le faisons pas, nous risquons de nous retrouver dans un scénario à la britannique, avec des rayons de magasins à peine remplis et des embouteillages sans fin aux stations-service.

En ce qui concerne la migration de travail, des mesures importantes ont été prises en 2021 en faveur d'une procédure numérique et transparente. En juin 2021, la plateforme électronique "Working in Belgium" a été mise en service pour le traitement des demandes de permis uniques. Non seulement cette plateforme électronique offre une procédure numérique et plus transparente, mais les délais de traitement à l'OE ont également été considérablement réduits.

L'OE collaborera également de manière constructive avec l'Office national de sécurité sociale et les entités fédérées pour le développement des autres fonctionnalités de cette plateforme numérique.

Afin de faciliter la contribution des étrangers en séjour régulier au marché du travail, le changement de statut vers le permis unique sur la base du séjour régulier est rendu plus largement possible qu'il ne l'est aujourd'hui.

3. Migration circulaire

L'Europe est un continent vieillissant et il y a un besoin de nouvelle main-d'œuvre, notamment dans des domaines spécifiques tels que les secteurs de l'informatique et des soins de santé. Sur la base de la stratégie triplement gagnante, nous continuerons à nous concentrer sur la mise en relation de notre marché du travail avec les ressortissants de pays tiers qui souhaitent améliorer leurs compétences, afin que ces derniers puissent ensuite utiliser ces compétences dans leur pays d'origine. Je m'appuierai sur les enseignements tirés des projets de migration circulaire en cours et récemment achevés, que la Commission européenne considère également comme une source d'inspiration pour les Partenariats pour les talents. La Belgique continuera à jouer un rôle actif dans les discussions au niveau européen afin de fournir un financement suffisant pour les Partenariats pour les talents et de veiller à ce que les bonnes pratiques existantes soient mises à profit, en consultation avec les acteurs publics et privés belges qui contribuent à soutenir de tels projets. Deux nouveaux projets sur la migration circulaire ont été élaborés par l'OE.

Il s'agit de projets de migration circulaire en Tunisie et en Géorgie, dont l'objectif est de donner à de jeunes Tunisiens ou Géorgiens la possibilité d'acquérir une

nood die ook via arbeidsmigratie moet opgevuld worden. We zoeken daarbij de profielen die onze arbeidsmarkt nodig hebben. Doen we dit niet, dreigen we in een Brits scenario te komen met schaars gevulde winkelrekken en ellenlange files aan het pompstation.

Rond arbeidsmigratie werden in 2021 belangrijke stappen gezet naar een digitale en transparante procedure. In juni 2021 werd het elektronisch platform "Working in Belgium" in gebruik genomen voor de behandeling van de gecombineerde vergunningsaanvragen. Niet alleen biedt dit elektronisch platform een digitale en transparantere procedure, de behandelingstermijnen bij de DVZ werden ook gevoelig verkort.

Ook voor de verdere uitwerking van de overige functionaliteiten van dit digitale platform zal de DVZ constructief meewerken met de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de deelstaten.

Om de bijdrage aan de arbeidsmarkt van legaal verblijvende vreemdelingen te faciliteren, wordt de statuutswijziging naar de gecombineerde vergunning vanuit legaal verblijf ruimer mogelijk gemaakt dan vandaag het geval is.

3. Circulaire migratie

Europa is een verouderend continent, er is nood aan nieuwe arbeidskrachten, zeker in specifieke domeinen als de IT-sector en de zorg. Vanuit de triple-win strategie, zetten we verder in op het linken van onze arbeidsmarkt met derdelanders die hun vaardigheden willen vergroten, opdat de derdelander deze vaardigheden later ook kan gebruiken in het land van herkomst. Ik bouw voort op de *lessons learned* uit de lopende en recent afgesloten projecten van circulaire migratie, die ook de Europese Commissie ziet als inspiratie voor de Talent Partnerships. België zal een actieve rol blijven spelen bij de discussies op Europees niveau om voldoende financiering te voorzien voor de Talent Partnerships en te verzekeren dat wordt verder gebouwd op de bestaande *good practices*, in samenspraak met de Belgische publieke en private actoren die dergelijke projecten mee ondersteunen. Twee nieuwe projecten van circulaire migratie werden uitgetekend door de DVZ.

Het gaat om projecten van circulaire migratie in Tunesië en Georgië, waarvan het doel is om jonge Tunesiërs of Georgiërs de kans te geven om als betaalde stagiair

expérience professionnelle en tant que stagiaires rémunérés dans un secteur belge connaissant une forte pénurie de main-d'œuvre, à savoir le secteur des TIC. L'idée est qu'ils retournent ensuite dans leur pays d'origine pour y trouver un emploi lié à l'expérience professionnelle acquise en Belgique.

4. Court séjour

En 2021, la priorité a été donnée aux règles de court séjour dans le cadre des mesures corona, y compris celles relatives aux voyages essentiels et, si nécessaire, aux règles spécifiques pour lutter contre les variants dangereux. Ces mesures ont été régulièrement mises à jour et leur mise en œuvre ajustée, visant à une approche européenne coordonnée le mieux possible. La protection de la santé publique a toujours été la priorité et le restera au cours de l'année prochaine. Dans la mesure du possible et en toute sécurité, nous préconiserons la poursuite de la suppression progressive de ces mesures, en particulier lorsque les voyageurs peuvent présenter un certificat de vaccination valide.

L'année prochaine, l'application par l'OE du risque d'établissement pour le demandeur de visa sera harmonisée par l'élaboration de directives internes claires. Cela devrait garantir une évaluation raisonnable et proportionnée dans chaque dossier, en tenant compte des garanties de l'article 8 de la CEDH et de l'éventuelle utilisation abusive de la procédure.

5. Regroupement familial

À court terme, un projet de loi global sur le regroupement familial sera finalisé, comprenant la transposition de l'arrêt Diallo, la procédure de regroupement familial plus rapide pour les membres de la famille des travailleurs migrants pour les demandes introduites conjointement, l'adaptation des conditions du regroupement familial avec un enfant mineur belge et le regroupement familial des parents avec l'étranger mineur accompagné qui a obtenu une protection internationale.

Ligne de force 7: Lutter contre le séjour irrégulier

La politique de retour doit changer et être améliorée. Fermeté et humanité, ce ne sont pas des notions qui s'opposent. Chaque année, environ 23 500 personnes reçoivent un premier "ordre de quitter le territoire (OQT)". Elles ont en principe 30 jours pour quitter la Belgique. Ensuite, elles sont livrées à elles-mêmes et la décision de quitter le pays ou non leur appartient, jusqu'à ce qu'elles soient, par exemple 10 ans plus tard, interceptées par hasard dans le train, lors d'un contrôle des billets, et immédiatement transférées vers un centre fermé. Cela doit changer. J'entends mettre en place une "politique

een werkervaring op te doen in een Belgische sector met een groot tekort aan werkkrachten, namelijk de ICT-sector. Het opzet is dat zij daarna terugkeren naar hun herkomstland met het oog op tewerkstelling die gekoppeld is aan de in België opgedane werkervaring.

4. Kort verblijf

In 2021 ging de prioriteit naar de regels rond het kort verblijf in kader van de corona-maatregelen, inclusief de regels wat betreft de essentiële reizen, en wanneer nodig, specifieke regels om gevaarlijke varianten het hoofd te bieden. Deze maatregelen werden regelmatig geüpdatet en de implementatie ervan werd bijgesteld, strevend naar een zo goed mogelijk gecoördineerde Europese aanpak. De bescherming van de volksgezondheid was steeds de prioriteit en zal dat het volgende jaar ook blijven. Waar mogelijk en wanneer veilig, zullen we pleiten voor de verdere afbouw van deze maatregelen, in het bijzonder wanneer reizigers een geldig vaccinatiecertificaat kunnen voorleggen.

Het komende jaar wordt de toepassing door de DVZ van het vestigingsgevaar voor de visumaanvrager geharmoniseerd door duidelijke interne richtlijnen uit te werken. Dit moet een redelijke en proportionele beoordeling in ieder dossier garanderen, rekening houdende met de waarborgen van artikel 8 EVRM en het mogelijke oneigenlijk gebruik van de procedure.

5. Gezinshereniging

Op korte termijn wordt een omvattend wetsontwerp gezinshereniging gefinaliseerd, inclusief de omzetting van het arrest Diallo, de snellere procedure gezinshereniging voor familieleden van arbeidsmigranten voor aanvragen die samen worden ingediend, het aanpassen van de voorwaarden gezinshereniging met een Belgisch minderjarige kind en de gezinshereniging van de ouders met de begeleide minderjarige vreemdeling die een internationale bescherming verkreeg.

Krachtlijn 7: Onwettig verblijf tegengaan

Het terugkeerbeleid moet anders en beter. Kordaat en humaan, dat zijn geen tegengestelde begrippen. Jaarlijks krijgen ongeveer 23 500 personen een eerste "bevel om het grondgebied te verlaten (BGV)". Ze krijgen in de regel 30 dagen om België te verlaten. Dan worden ze aan hun lot overgelaten en hangt het volledig van henzelf af of ze het land verlaten of niet. Tot ze bijvoorbeeld 10 jaar later toevallig worden geïntercepteerd op de trein bij een ticketcontrole, en meteen naar een gesloten centrum worden overgebracht. Dat moet anders. Ik wil een "aanklampend terugkeerbeleid" realiseren: iedereen die

de retour proactive”: l’objectif est d’assurer un suivi individuel et proactif de toute personne qui reçoit un ordre de quitter le territoire et d’encadrer son retour.

1. Politique de retour proactive

a) *Approche diversifiée*

Une approche diversifiée est adoptée, tant au niveau des procédures concrètes que des partenaires impliqués. Au centre de cette vision se trouve la prévention du séjour irrégulier avec une politique proactive qui consiste, entre autres, en une fourniture correcte d’informations par les différents acteurs dès le début d’une procédure de séjour et en l’encadrement intensif des personnes sans titre de séjour régulier en misant sur un trajet d’orientation future dans lequel toutes les options sont examinées avec la personne concernée (d’éventuelles demandes de séjour pendantes au risque d’un retour forcé, en passant par le retour volontaire et la réintégration). Une politique de retour proactive tient ou non à la création d’un climat de confiance au sein du groupe cible concerné au début du trajet de retour. Une approche à bas seuil est donc nécessaire. S’il n’y a pas de possibilité de séjour en Belgique, le point final du trajet de retour est la réintégration dans le pays d’origine. Néanmoins, il y aura toujours des groupes cibles qui ne voudront pas coopérer au retour. Si la réintégration ne peut se faire de manière volontaire, le retour devra se faire de manière forcée.

b) *Lignes de force de la politique de retour proactive*

Cette politique de retour proactive est basée sur un continuum de mesures qui permettent de travailler étape par étape au retour de manière de plus en plus coercitive.

Afin de faciliter/encourager le retour volontaire, il est prévu de mettre en place un suivi proactif intensif avec une possibilité de prolongation de l’OQT pendant ce trajet d’encadrement.

Si l’étranger ne veut pas retourner volontairement, après achèvement d’un trajet d’encadrement proactif facilement accessible, des mesures plus coercitives seront appliquées. Avant de pouvoir procéder à un maintien en vue d’un éloignement forcé, il convient d’examiner si une mesure de maintien moins coercitive (alternative à la détention) peut encore être appliquée de manière efficace.

Ce n’est que lorsqu’une mesure de maintien moins coercitive ne peut être infligée efficacement ou a déjà été imposée sans effet réel, qu’il pourra être procédé à un maintien en vue d’un éloignement forcé. Le maintien

te horen krijgt dat hij België moet verlaten, moet individueel en aanklampend opgevolgd en begeleid worden naar terugkeer.

1. Aanklampend terugkeerbeleid

a) *Gediversifieerde aanpak*

Er wordt gekozen voor een gediversifieerde aanpak, zowel wat betreft de concrete procedures als de betrokken partners. Centraal in deze visie staat het vermijden van onwettig verblijf met een aanklampend beleid dat o.a. bestaat uit correcte informatieverstrekking door verschillende actoren vanaf de start van een verblijfsprocedure en het intensief begeleiden van mensen in onwettig verblijf door in te zetten op een traject van toekomstoriëntatie waarbij alle opties met de betrokkene worden bekeken (van mogelijke en hangende verblijfsaanvragen, vrijwillige terugkeer en herintegratie tot het risico op gedwongen terugkeer). Een aanklampend terugkeerbeleid staat of valt met het creëren van vertrouwen bij de betrokken doelgroep bij aanvang van het terugkeertraject. Een laagdrempelige aanpak is dus nodig. Indien er geen verblijfsmogelijkheid in België is, is het eindpunt van het terugkeertraject re-integratie in het land van herkomst. Toch zullen er altijd doelgroepen zijn die niet willen meewerken aan terugkeer. Indien de re-integratie niet vrijwillig lukt, zal terugkeer gedwongen moeten gebeuren.

b) *Krachtlijnen van het aanklampend terugkeerbeleid*

Bij dit aanklampend terugkeerbeleid wordt gewerkt met een continuüm van maatregelen waarbij stapsgewijs, steeds dwingender kan worden toegewerkt naar terugkeer.

Voor het faciliteren/bevorderen van de vrijwillige terugkeer wordt een intensieve, aanklampende opvolging voorzien met mogelijkheid tot verlenging van het BGV tijdens dit begeleidingstraject.

Indien de vreemdeling niet vrijwillig wil terugkeren, zal men, nadat een traject van laagdrempelige, aanklampende begeleiding werd afgelegd, overgaan tot meer dwingende maatregelen. Voordat tot vasthouding met het oog op gedwongen verwijdering kan worden overgegaan, dient eerst te worden nagegaan of er nog een minder dwingende maatregel voor vasthouding (alternatief voor detentie) doeltreffend kan worden toegepast.

Slechts wanneer een minder dwingende maatregel voor vasthouding niet doeltreffend kan worden opgelegd of reeds zonder resultaat werd opgelegd, kan worden overgegaan tot vasthouding met het oog op gedwongen

en tant que toute dernière mesure doit toujours être le plus possible limité dans le temps.

Afin de pouvoir développer et mettre en œuvre pleinement la politique de retour proactive, un certain nombre de mesures législatives doivent être prises. Dans cette optique, un projet de loi sur la politique de retour proactive sera élaboré. L'une de ces mesures est l'ancrage légal du principe d'une politique de retour proactive: privilégier le retour volontaire avec un encadrement intensif et proactif en premier ressort, et la détention en ultime ressort.

c) Politique de retour proactive: sur-mesure et humanité

Des trajets de retour proactifs spécifiques aux différents groupes cibles seront mis en place, avec une approche différente de l'encadrement du retour en fonction du groupe cible. Pour ce faire, nous mettons en place une approche diversifiée de l'encadrement du retour au sein d'un même groupe cible.

Cela demande une approche humaine et rapprochée. Pour ce faire, nous misons sur: le recrutement de plus de 100 conseillers en retour; la présence locale grâce au développement d'un réseau de bureaux régionaux pour l'encadrement du retour (bureaux ICAM) et de guichets de retour; une nouvelle procédure ICAM avec un encadrement du retour intensif et proactif (Individual Case Management Support); la coopération avec la société civile. Nous optons également pour une 'approche réseau' où, en fonction des besoins, nous recherchons quels acteurs/intermédiaires de confiance peuvent être impliqués en premier lieu pour encadrer les différents groupes cibles et les rendre désireux de coopérer avec les conseillers en retour.

d) Nouvelle procédure ICAM

Dans ce nouveau trajet d'encadrement, les groupes cibles visés sont élargis. L'accent n'est plus exclusivement mis sur les familles avec enfants mineurs, mais également sur les étrangers individuels résidant à une adresse connue, qui peut être une résidence privée ou une structure d'accueil (comme les places de retour ouvertes de Fedasil). En outre, les personnes qui sont interceptées et qui n'ont pas d'adresse connue mais pour lesquelles il n'est pas procédé à un maintien en vue d'un éloignement forcé font également partie du groupe cible.

Le 1^{er} juin 2021, un nouveau service a été créé au sein de l'OE pour s'occuper de cette nouvelle approche: le service des Alternatives à la détention (ATD). Ce nouveau service est encore en cours de mise en place. Ce

verwijdering. Vasthouding als allerlaatste maatregel moet steeds tot de kortst mogelijke duur beperkt worden.

Teneinde het aanklampend terugkeerbeleid ten volle te kunnen ontwikkelen en uitvoeren, dienen er een aantal wetgevende maatregelen te worden genomen. Er wordt daartoe een wetsontwerp aanklampend terugkeerbeleid voorbereid. Eén van deze maatregelen is de wettelijke verankering van het principe van een aanklampend terugkeerbeleid: focus op vrijwillige terugkeer met intensieve, aanklampende begeleiding als eerste stap, detentie als allerlaatste maatregel.

c) Aanklampend terugkeerbeleid is maatwerk en mensenwerk

Er worden aanklampende doelgroep-specifieke terugkeertrajecten ontwikkeld met een verschillende aanpak van terugkeerbegeleiding naargelang de doelgroep. We hanteren daarbij een gediversifieerde aanpak van terugkeerbegeleiding binnen eenzelfde doelgroep.

Het vergt een menselijke en nabije aanpak. Daartoe zetten we in op: aanwerving van meer dan 100 terugkeerbegeleiders; lokale aanwezigheid door de uitbouw van een netwerk van regionale bureaus voor terugkeerbegeleiding (ICAM-bureaus) en terugkeerloketten; een nieuwe ICAM-procedure met een intensieve en aanklampende terugkeerbegeleiding (Individual Case Management Support); samenwerking met het middenveld. We gaan ook voor een 'netwerkaanpak' waarbij op basis van de noden gekeken wordt welke vertrouwensactoren/tussenschakels in eerste instantie betrokken kunnen worden om verschillende doelgroepen te begeleiden en warm te maken voor samenwerking met de terugkeerbegeleiders.

d) Nieuwe ICAM-procedure

Binnen dit nieuwe begeleidingstraject worden de beoogde doelgroepen uitgebreid. De focus ligt niet meer enkel op families met minderjarige kinderen maar ook op individuele vreemdelingen die op een gekend adres verblijven, dit kan in een privéwoning zijn of een opvangstructuur (zoals de open terugkeerplaatsen van Fedasil). Daarnaast behoren ook personen die geïntercepteerd worden en die geen gekend adres hebben maar waarvoor er niet wordt overgegaan tot een vasthouding met het oog op gedwongen verwijdering tot de doelgroep.

Op 1 juni 2021 werd binnen de DVZ een nieuwe afdeling opgericht die instaat voor deze nieuwe aanpak: de afdeling Alternatieven voor Detentie (ATD). Deze nieuwe afdeling is nog volop in opstart. Deze afdeling ATD staat

service des ATD est responsable du développement et de l'application de mesures alternatives pour éviter la détention de personnes en séjour irrégulier. Comme mesure principale, les personnes en séjour irrégulier sont guidées par les coachs ICAM de ce service vers une perspective d'avenir durable. Dans cet encadrement des perspectives proactif, on s'attachera à stimuler la participation active, l'accompagnement sur mesure et par groupe cible, avec une attention particulière pour les profils vulnérables.

Les personnes ayant reçu un OQT recevront une invitation à se présenter chez un coach ICAM pour un encadrement intensif vers une perspective d'avenir durable. Cela se fait soit par des rendez-vous concrets à des heures précises pour les personnes qui ont une adresse fixe, soit par l'organisation de journées guichet pour les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe. Au cours de ces rencontres, le coach ICAM fait le point avec l'intéressé sur sa situation de séjour juridique et administrative et lui fournit des informations complémentaires sur son dossier individuel. Si, après une analyse approfondie, il apparaît qu'il n'y a plus de possibilités de séjour, le coach ICAM suggérera les options possibles de retour volontaire et fournira des informations utiles à cet égard. En cas de refus de coopérer, la personne sera informée de la possibilité d'un retour forcé.

Dans le cadre d'une politique proactive efficace, il est important que les coachs ICAM soient physiquement présents dans les grandes villes et les grands centres urbains en divers endroits. À cette fin, des points de contact régionaux (bureaux ICAM) seront mis en place dans toutes les provinces afin de pouvoir proposer cette orientation et cet encadrement, à proximité de la population.

Pour que l'encadrement vers une perspective d'avenir durable soit couronnée de succès, une approche globale coordonnée est nécessaire entre les administrations fédérales (Fedasil et l'OE), les administrations urbaines (communes, CPAS, police) et les organisations de la société civile. Un réseau de partenaires internes et externes sera développé en mettant en place un partage des connaissances et une coopération durable sur le terrain, en tenant compte de l'individualité et de la mission de chacun.

e) **Obligation de coopération**

La personne en séjour irrégulier doit coopérer avec les autorités pour son retour, son identification et son éloignement effectif. Cette obligation de coopérer doit être inscrite dans la loi comme un signal clair pour renforcer la politique de retour proactive. La coopération au retour

in voor de ontwikkeling en toepassing van alternatieve maatregelen om detentie voor personen in onwettig verblijf te vermijden. Als voornaamste maatregel worden personen in onwettig verblijf door de ICAM-coaches van deze afdeling begeleid naar een duurzaam toekomstperspectief. Bij deze aanklappende perspectiefbegeleiding zal er oog zijn voor het stimuleren van actieve deelname, coaching op maat en per doelgroep, met bijzondere aandacht voor kwetsbare profielen.

Personen die een BGV hebben ontvangen zullen een uitnodiging krijgen om zich aan te melden bij een ICAM-coach voor een intensieve begeleiding met het oog op een duurzaam toekomstperspectief. Dit gebeurt ofwel via concrete afspraken op welbepaalde tijdstippen voor personen die een vast adres hebben, ofwel via de organisatie van loketdagen voor personen die niet over een vast adres beschikken. Tijdens de gesprekken zal de ICAM-coach samen met betrokkene de juridisch-administratieve verblijfssituatie overlopen en bijkomende inlichtingen verschaffen omtrent zijn individueel dossier. Indien na een grondige analyse blijkt dat er geen verdere verblijfsmogelijkheden zijn, zal de ICAM-coach de mogelijke opties voorstellen omtrent vrijwillige terugkeer en hieromtrent nuttige informatie verschaffen. Bij weigering van medewerking zal de persoon geïnformeerd worden over de mogelijkheid tot gedwongen terugkeer.

In het kader van een performant aanklappend beleid is het belangrijk dat de ICAM-coaches fysiek aanwezig zijn in de grootsteden en de centrumsteden en dit op verschillende locaties. Daarvoor zullen regionale contactpunten (ICAM-bureaus) worden opgericht in alle provincies om die oriëntatie en begeleiding te kunnen voorzien, dicht bij de mensen.

Om de begeleiding naar een duurzaam toekomstperspectief te laten slagen, is een globale gecoördineerde aanpak vereist tussen de federale administraties (Fedasil en DVZ), stedelijke diensten (gemeenten, OCMW, politie) en middenveldorganisaties. Er zal een netwerk worden uitgebouwd van zowel interne als externe partners door het bouwen aan kennisdeling en duurzame samenwerking op het terrein, rekening houdende met ieders eigenheid en opdracht.

e) **Medewerkingsplicht**

De persoon in onwettig verblijf moet meewerken met de autoriteiten aan zijn terugkeer, zijn identificatie en zijn effectieve verwijdering. Deze verplichting tot medewerking moet als duidelijk signaal in de wet worden opgenomen om het aanklappend terugkeerbeleid kracht bij te zetten.

et l'identification pendant le trajet de retour seront prises en compte dans toute décision de prolonger le délai de l'OQT. En revanche, un refus de coopérer pendant le trajet de retour sera pris en compte pour décider de recourir à une forme de retour impliquant davantage de contrainte (le refus de coopérer avec les autorités est l'un des critères permettant de déterminer un risque de fuite, afin de pouvoir procéder à un maintien). Cette obligation de coopération sera ancrée juridiquement dans le projet de loi sur la politique de retour proactive.

2. Du retour volontaire au retour forcé

a) *Plan d'action Retour volontaire*

Fedasil, en coopération avec ses partenaires OIM et Caritas, a développé un solide programme de retour et un large réseau. Pourtant, nous constatons sur le terrain et dans les chiffres de retour que le groupe cible, à savoir les demandeurs de protection internationale et les personnes en situation de séjour irrégulier, n'est pas encore suffisamment atteint.

Afin de donner davantage forme à l'objectif principal du retour volontaire, un Plan d'action Retour volontaire a été élaboré l'année dernière. Ce plan prévoit des mesures visant à mieux atteindre le groupe cible, à prévoir des trajets d'accompagnement sur mesure et à renforcer le soutien à la réintégration. Le soutien à la réintégration sera développé plus avant à la mesure du groupe cible.

Afin d'atteindre les personnes en situation de séjour irrégulier, des efforts seront déployés pour étendre et renforcer les projets et les coopérations en cours. Par exemple, un plus grand travail d'outreach sera effectué pour informer correctement les gens sur les possibilités et l'encadrement du retour volontaire. En outre, les partenariats existants avec les villes et les partenaires de retour seront renforcés. Ils sont souvent proches du groupe cible et peuvent évaluer au mieux les préoccupations et les possibilités. À cet égard, il est important que Fedasil puisse travailler plus intensément dans certaines régions ou autour de certains thèmes pendant certaines périodes, avec une équipe outreach plus étendue et grâce à un fonds d'encouragement pour les organisations de la société civile.

Garantir la continuité de l'accompagnement pendant et après la procédure est d'une grande importance. Cela n'est possible que par une approche coordonnée entre Fedasil, l'OE, les villes et la société civile. L'année prochaine, des projets pilotes seront lancés en coopération avec les différents partenaires afin de mieux coordonner l'accompagnement.

Medewerking aan zijn terugkeer en identificatie tijdens het terugkeertraject zal mee in aanmerking worden genomen bij een eventuele beslissing om de termijn van het BGV te verlengen. Een weigering van medewerking tijdens het terugkeertraject zal daarentegen mee in aanmerking worden genomen om naar een meer gedwongen vorm van terugkeer over te stappen (weigering van medewerking met de autoriteiten is één van de criteria om een risico op onderduiken vast te stellen om tot vasthouding te kunnen overgaan). In het wetsontwerp aanklappend terugkeerbeleid zal deze medewerkingsplicht wettelijk verankerd worden.

2. Van vrijwillige tot gedwongen terugkeer

a) *Actieplan Vrijwillige terugkeer*

Fedasil heeft, in samenwerking met haar partners IOM en Caritas, een sterk terugkeerprogramma en breed netwerk uitgebouwd. Toch zien we op terrein en in de terugkeercijfers dat de doelgroep, namelijk verzoekers om internationale bescherming en mensen zonder wettig verblijf, nog te weinig bereikt wordt.

Om de primaire focus op vrijwillige terugkeer verder vorm te geven werd het voorbije jaar een Actieplan Vrijwillige Terugkeer opgemaakt. Dit plan voorziet in maatregelen om de doelgroep beter te bereiken, begeleidingstrajecten op maat te voorzien en de re-integratiesteun te versterken. De re-integratieondersteuning wordt verder uitgebouwd op maat van de doelgroep.

Om personen in onwettig verblijf meer te bereiken zal worden ingezet op het uitbreiden en versterken van huidige projecten en samenwerkingsverbanden. Zo zal er meer outreachend gewerkt worden om mensen goed te informeren over de mogelijkheid en omkadering van Vrijwillige Terugkeer. Daarnaast zullen ook de bestaande partnerschappen met steden en terugkeerpartners versterkt worden. Zij staan vaak dicht bij de doelgroep en kunnen hun bezorgdheden en mogelijkheden het best inschatten. Belangrijk hierbij is dat Fedasil met een uitgebreide outreach-team en via een stimuleringsfonds voor middenveldorganisaties voor bepaalde perioden intensiever zal kunnen werken in bepaalde regio's of rond bepaalde thema's.

De continuïteit van begeleiding garanderen zowel tijdens als na de procedure is van groot belang. Dit kan enkel door middel van een gecoördineerde aanpak tussen Fedasil, DVZ, steden en het middenveld. Het komende jaar zullen hiervoor proefprojecten worden opgestart in samenwerking met de verschillende partners om de begeleiding beter af te stemmen.

b) *Alternatives à la détention*

Une alternative à la détention est une notion très large et concerne toute action qui incite une personne en séjour irrégulier à se conformer à la décision de retour (OQT), sans avoir à recourir à la contrainte et un maintien.

La faisabilité des différentes alternatives possibles à la détention a été étudiée, en s'appuyant sur des études préexistantes. Sur la base de l'évaluation des forces et des faiblesses de chaque alternative, il a été décidé sur quelles alternatives il serait judicieux de se concentrer dans les années à venir.

Comme il est écrit dans la note de politique de l'année dernière: *“L'élaboration et l'application d'alternatives viables à la détention qui aboutissent à un retour effectif seront recherchées, sans pour autant créer une politique de tolérance organisée.”*

Après avoir analysé les différentes alternatives, il est considéré opportun de miser principalement sur l'extension et la sensibilisation à la possibilité de prolonger l'OQT, l'utilisation des lieux d'hébergement ouverts, et l'encadrement intensif et proactif du retour pour les étrangers résidant à une adresse privée ou dans le réseau d'accueil de Fedasil.

Une combinaison de différentes alternatives à la détention est la condition préalable à l'obtention de résultats efficaces. En outre, il est de la plus haute importance qu'en cas de non-respect des mesures et des conditions imposées, le maintien et le retour forcé puissent être utilisés en dernier recours, afin d'assurer un retour. À cette fin, une capacité suffisante doit être prévue pour l'éloignement des personnes en séjour irrégulier, et ce dans de bonnes conditions de vie.

Après analyse du cadre juridique actuel, il apparaît que la réglementation relative aux alternatives à la détention est fragmentée (réglementée par une loi, un arrêté royal, des circulaires, etc.) Dans le projet de loi sur la politique de retour proactive, les alternatives à la détention qui n'ont pas encore été inscrites dans la loi seront ancrées juridiquement afin de garantir leur application concrète.

c) *Le retour forcé comme dernière étape d'une politique de retour proactive*

Les mineurs ne peuvent pas être détenus dans des centres fermés.

Afin d'éviter de rendre l'éloignement impossible en raison d'un manque de coopération manifeste, le

b) *Alternatieven voor detentie*

Een alternatief voor detentie is een zeer ruim begrip en betreft elke actie die een persoon in onwettig verblijf aanzet om gevolg te geven aan het terugkeerbesluit (BGV), zonder dat daarbij dwang en vasthouding moet worden gebruikt.

De haalbaarheid van de verschillende mogelijke alternatieven voor detentie werd onderzocht, voortbouwend op reeds bestaande studies. Op basis van een afweging van de sterktes en zwaktes van elk alternatief, werd besloten op welke alternatieven het raadzaam is de komende jaren in te zetten.

Zoals in de beleidsnota vorig jaar is geschreven, dient er gezocht te worden naar *“de ontwikkeling en toepassing van haalbare alternatieven voor detentie die een effectieve terugkeer tot resultaat hebben, zonder dat er een georganiseerd gedoogbeleid wordt gecreëerd.”*

Na analyse van de diverse alternatieven wordt het opportuun geacht om vooral in te zetten op een uitbreiding en sensibilisering van de mogelijkheid tot verlenging van het BGV, het gebruik van de open woonunits, het inzetten op een intensieve, aanklampende terugkeerbegeleiding voor vreemdelingen verblijvend op een privéadres of in het opvangnetwerk van Fedasil.

Een combinatie van verschillende alternatieven voor detentie is dé vereiste om tot effectieve resultaten te komen. Bovendien is het van uiterst belang dat bij niet-navolging van de opgelegde maatregelen en voorwaarden in laatste instantie kan worden overgegaan tot vasthouding en gedwongen terugkeer teneinde een verzekerde terugkeer te kunnen garanderen. Hiervoor moet voldoende capaciteit worden voorzien voor de verwijdering van personen in onwettig verblijf, en dit in goede leefomstandigheden.

Na analyse van het huidig juridisch kader blijkt dat de regelgeving inzake alternatieven voor detentie is versnipperd (geregeld bij wet, KB, Omzendbrieven...). In het wetsontwerp aanklampend terugkeerbeleid zullen de alternatieven voor detentie die nog niet in de wet ingeschreven zijn, wettelijk verankerd worden om de concrete toepassing ervan te verzekeren.

c) *Gedwongen terugkeer als sluitstuk van een aanklampend terugkeerbeleid*

Minderjarigen kunnen niet vastgehouden worden in gesloten centra.

Om te vermijden dat de verwijdering door manifest gebrek aan medewerking onmogelijk wordt gemaakt,

gouvernement prendra des mesures en même temps, en tenant dûment compte de la sauvegarde des droits fondamentaux. Une solution alternative sera recherchée au problème des étrangers en situation de séjour irrégulier qui refusent de quitter leur demeure. Une proposition à cet effet sera soumise au gouvernement.

- Testing des résidents des centres

Une obligation de coopérer est envisagée, y compris l'obligation de se soumettre à un test PCR en cas de refus. Dans le cadre du projet de loi sur la politique de retour proactive, on étudie la possibilité de créer, en collaboration avec le ministre de la Santé publique, un cadre juridique permettant de soumettre les personnes faisant l'objet d'un éloignement forcé à un examen médical obligatoire, y compris d'éventuels tests visant à déterminer si une personne est porteuse d'une maladie contagieuse. Dans ce contexte, on examine également comment les autres États membres confrontés aux mêmes problèmes inscrivent cette obligation de coopération dans leur loi. En effet, mes services ont constaté que de nombreux étrangers, qui font l'objet d'une mesure d'éloignement forcé, refusent de se soumettre à un test PCR imposé par les compagnies aériennes ou par les autorités de pays tiers afin d'empêcher un retour effectif.

- Ordre public

En cas de retour forcé, la priorité est encore donnée à l'éloignement des personnes dont le dossier contient des infractions à l'ordre public ou à la sécurité nationale. En 2021, le déploiement permanent de conseillers en retour de l'OE a commencé dans un certain nombre de prisons. Compte tenu des gains d'efficacité qui peuvent être observés grâce à cette nouvelle approche, la présence de l'OE dans les prisons sera encore renforcée. Actuellement, 4 conseillers en retour ont déjà été recrutés. L'intention est de porter ce nombre à 10. L'accent est également maintenu sur les transferts Dublin et sur les éloignements directement depuis la prison par le biais d'une pré-identification.

Dans le cadre du projet de loi sur la politique de retour proactive, on examinera, en collaboration avec le ministre de la Justice, l'extension possible pour l'OE de placer des étrangers, après leur remise en liberté, en détention administrative en prison pendant une certaine période courte, en vue d'un éloignement direct depuis la prison ou d'un transfert vers un centre fermé.

- Coopération avec la police aérienne

zal de regering tegelijkertijd maatregelen nemen, met aandacht voor het waarborgen van de grondrechten. Er wordt een alternatieve oplossing gezocht voor de problematiek waarbij vreemdelingen zonder wettig verblijf weigeren hun woning te verlaten. Een voorstel daartoe wordt aan de regering overgemaakt.

- Testing centrumbewoners

Een medewerkingsplicht met inbegrip van een verplichte afname van de PCR-test bij weigering wordt beoogd. In het kader van het wetsontwerp aanklappend terugkeerbeleid wordt er onderzocht of een wettelijk kader kan gecreëerd worden, in samenwerking met de minister van Volksgezondheid, waarbij personen die gedwongen dienen verwijderd te worden, verplicht aan een medische controle kunnen onderworpen worden, met inbegrip van eventuele tests om vast te stellen of iemand drager is van een besmettelijke ziekte. Daarbij wordt ook gekeken hoe andere lidstaten die met dezelfde problematiek kampen, deze medewerkingsplicht wettelijk verankeren. Mijn diensten stellen immers vast dat vele vreemdelingen, die het voorwerp uitmaken van een gedwongen verwijderingsmaatregel, een door de luchtvaartmaatschappijen of door de overheden van de derde landen opgelegde PCR-test weigeren om op die manier een effectieve terugkeer te voorkomen.

- Openbare orde

Bij de gedwongen terugkeer wordt er verder prioritair ingezet op de verwijdering van personen met feiten van openbare orde/nationale veiligheid in hun dossiers. In 2021 werd gestart met de permanente inzet van terugkeerbegeleiders van de DVZ in een aantal gevangenis- en Gezien de efficiëntiewinsten die door deze nieuwe aanpak kunnen vastgesteld worden, zal de aanwezigheid van de DVZ in de gevangenis verder worden uitgebouwd. Momenteel zijn al 4 terugkeerbegeleiders aangeworven. De bedoeling is om dit uit te breiden naar 10. Tevens wordt verder ingezet op Dublinoverdrachten en op rechtstreekse verwijdering uit de gevangenis d.m.v. pre-identificatie.

In het kader van het wetsontwerp aanklappend terugkeerbeleid zal samen met de minister van Justitie onderzocht worden welke uitbreiding mogelijk is voor DVZ om vreemdelingen, na invrijheidstelling, voor een bepaalde korte termijn in de gevangenis administratief vast te houden met het oog op een rechtstreekse verwijdering vanuit de gevangenis of een overbrenging naar een gesloten centrum.

- Samenwerking luchtvaartpolitie

Pour la mise en œuvre des éloignements, une meilleure coopération avec la police fédérale est recherchée par la conclusion d'un protocole sur l'éloignement des étrangers par voie aérienne, par des formations mutuelles et par l'affectation d'un officier de liaison de l'OE à la police aéronautique.

Afin de développer plus de possibilités pour les éloignements, un "Projet DEPU" sera lancé, qui consiste notamment à utiliser les aéroports régionaux pour les éloignements (sans escorte).

La LPA n'a souvent pas la capacité de planifier et d'effectuer des escortes à court terme, ce qui a pour conséquence que la période de détention augmente parfois considérablement. Pour répondre à la volonté de limiter la détention à la durée la plus courte possible et d'augmenter l'efficacité de la politique de retour, nous examinons comment l'offre d'escorteurs peut être élargi de manière qualitative. Ceci sera ancré juridiquement dans le projet de loi sur la politique de retour proactive, selon lequel le recours à la contrainte n'est possible que dans les conditions fixées par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

3. Plan intégré d'infrastructures de retour

Cette nouvelle politique de retour proactive implique également un besoin infrastructurel. Cela s'applique à la fois aux alternatives à la détention qui sont en cours de développement et à l'étape ultime de la politique, le retour forcé.

Comme le stipule l'accord de gouvernement, le Masterplan Centres fermés (approuvé en 2017) a été évalué. Une évaluation approfondie a été effectuée en tenant compte d'une estimation de l'impact de l'application des alternatives à la détention. Sur cette base, le Masterplan a été optimisé en un Plan intégré d'infrastructures de retour (PIIR).

Le plan actuel comprend les projets suivants:

1. Bureaux régionaux pour l'encadrement du retour (bureaux ICAM): Dans toutes les provinces, des bureaux régionaux pour l'encadrement du retour seront ouverts. L'encadrement se déroule en effet de préférence dans un endroit proche de l'étranger. En fonction du nombre de personnes à encadrer, le nombre de lieux variera de un à trois par province, les chefs-lieux des provinces et les grands centres urbains constituant l'option la plus appropriée pour garantir l'accessibilité.

2. Élargissement de l'offre de logements FITT: L'augmentation du nombre d'unités résidentielles, où les familles avec enfants mineurs sont préparées à leur

Voor de uitvoering van de verwijderingen wordt een betere samenwerking met de Federale Politie nagestreefd door het afsluiten van een protocol inzake de verwijderingen van vreemdelingen via de lucht, door wederzijdse opleidingen en het plaatsen van een bindingsambtenaar van de DVZ bij de luchtvaartpolitie.

Om meer mogelijkheden voor verwijderingen te ontwikkelen zal een "Project DEPU" starten, waarbij gebruik zal gemaakt worden van de regionale luchthavens voor de verwijderingen (zonder escorte).

De LPA heeft vaak niet de capaciteit om op korte termijn escortes in te plannen en uit te voeren waardoor de detentietermijn soms aanzienlijk oploopt. Om tegemoet te komen aan de overweging om detentie tot de kortst mogelijke duur te beperken en de efficiëntie van het terugkeerbeleid te verhogen, onderzoeken we hoe het aanbod van escorteurs op kwalitatieve wijze kan worden verbreed. In het wetsontwerp aanklappend terugkeerbeleid zal daartoe verankering in de wet worden opgenomen, waarbij het gebruik van dwang enkel mogelijk is conform de voorwaarden bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

3. Geïntegreerd infrastructuurplan Terugkeer

Dit nieuwe aanklappend terugkeerbeleid brengt ook een infrastructurele nood met zich mee. Dit geldt zowel voor de alternatieven voor detentie die in ontwikkeling zijn, als voor het sluitstuk van het beleid, de gedwongen terugkeer.

Zoals bepaald in het regeerakkoord werd het Masterplan Gesloten centra (goedgekeurd in 2017) geëvalueerd. Een grondige evaluatie werd uitgevoerd rekening houdend met een inschatting van de impact van de toepassing van alternatieven voor detentie. Op basis hiervan werd het Masterplan geoptimaliseerd tot een Geïntegreerd Infrastructuurplan Terugkeer (GIT).

Voorliggend plan bevat de volgende projecten:

1. Regionale Bureaus voor Terugkeerbegeleiding (ICAM-bureaus): In alle provincies worden regionale bureaus voor terugkeerbegeleiding geopend. De begeleiding vindt immers het beste plaats op een locatie dicht bij de vreemdeling. Afhankelijk van het aantal te begeleiden personen, zal het aantal locaties variëren van één tot drie locaties per provincie, met de provinciehoofdplaatsen en centrumsteden als meest aangewezen optie om de bereikbaarheid ervan te verzekeren.

2. Uitbreiding van de FITT-woningen: De uitbreiding van het aantal woonunits, waar families met minderjarige kinderen worden voorbereid op hun vertrek, draagt bij

départ, contribue au développement des alternatives à la détention. Les familles avec des enfants mineurs ne sont plus maintenues dans les centres fermés. Les familles qui se voient refuser l'entrée doivent pouvoir être hébergées dans une unité résidentielle en vue de leur refoulement. Les familles qui séjournent irrégulièrement sur le territoire et qui sont hébergées à une adresse privée ou dans une structure d'accueil ouverte de Fedasil seront encadrées de manière plus intensive; par conséquent, il devrait également y avoir une capacité suffisante pour les familles avec enfants mineurs qui ne quittent pas le pays depuis leur domicile privé ou la structure d'accueil ouverte.

3. Extension de la capacité des centres fermés et augmentation de l'habitabilité de ces centres: Dans le cadre de l'évaluation du Masterplan Centres fermés, les projets suivants sont en cours de préparation: la création d'un centre de départ à Steenokkerzeel, près de l'aéroport, deux nouveaux centres fermés à Zandvliet et à Jumet, et le remplacement du centre fermé à Bruges par un centre moderne adapté aux normes contemporaines. Dans tous les projets, l'augmentation de l'habitabilité des centres est une priorité.

4. Coopération au retour

La coopération avec les pays d'origine en matière de retour est difficile. Ce n'est malheureusement pas un fait nouveau, mais aujourd'hui, le principal coupable est la pandémie qui frappe très durement plusieurs pays. Maintenant que nous laissons progressivement la pandémie derrière nous, il est grand temps de renforcer la coopération au retour. La pandémie ne doit pas servir d'excuse aux pays d'origine pour ne pas coopérer. La coopération en matière de retour est en effet également une obligation internationale.

Comme le prévoit l'accord de gouvernement, le respect des droits humains sera le principe directeur du renforcement et de l'exécution d'accords de réadmission existants et de la conclusion de nouveaux accords.

La coopération avec les pays d'origine est nécessaire tant pour les retours volontaires que pour les retours forcés. Au cours de l'année écoulée, je me suis concentré sur les contacts diplomatiques avec des partenaires clés – de l'Afrique à l'Amérique latine, des pays méditerranéens à l'Asie centrale et orientale. Des pourparlers avec l'Égypte sont en cours dans le cadre du Benelux; les discussions bilatérales avec le Sénégal sont bien avancées; beaucoup d'autres sont en cours de développement.

tot de verdere ontwikkeling van alternatieven voor detentie. De families met minderjarige kinderen worden niet meer vastgehouden in de gesloten centra. De families aan wie de toegang wordt geweigerd, moeten dan ook kunnen worden ondergebracht in een woonunit met het oog op hun terugrijding. De families die onwettig op het grondgebied verblijven en die op een privéadres of in een open opvangstructuur van Fedasil verblijven zullen meer intensief gecoacht worden; er dient daarom eveneens voldoende capaciteit te zijn voor de families met minderjarige kinderen die niet vanuit hun privéwoning of uit de open opvangstructuur het land verlaten.

3. Uitbreiding van de capaciteit in de gesloten centra én een verhoging van de leefbaarheid van deze centra: in het kader van de uitgevoerde evaluatie van het Masterplan Gesloten Centra, worden de volgende projecten voorbereid: de inrichting van een vertrekcentrum in Steenokkerzeel, dicht bij de luchthaven, twee nieuwe gesloten centra in Zandvliet en Jumet, en de vervanging van het gesloten centrum in Brugge door een modern centrum dat aangepast is aan hedendaagse normen. Bij alle projecten staat de verhoging van de leefbaarheid in de gesloten centra voorop.

4. Terugkeersamenwerking

De samenwerking met landen van herkomst inzake terugkeer verloopt stroef. Dat is helaas geen nieuw gegeven, maar vandaag de dag is de hoofdschuldige de pandemie die verschillende landen zeer hard treft. Nu we de pandemie stap voor stap achter ons laten, is het hoogtijd om de terugkeersamenwerking te versterken. De pandemie mag daarbij voor de landen van herkomst niet als voorwendsel gebruikt worden om niet mee te werken. Medewerking bij terugkeer is immers ook een internationale verplichting.

Zoals voorzien door het Regeerakkoord zal bij het versterken en uitvoeren van bestaande terugnameovereenkomsten en bij het afsluiten van nieuwe overeenkomsten, het respect voor de mensenrechten als leidend principe gelden.

Samenwerking met de landen van herkomst is vereist voor zowel vrijwillige als gedwongen terugkeer. Het voorbije jaar heb ik ingezet op diplomatieke contacten met cruciale partners – van Afrika tot Latijns-Amerika, van landen aan de Middellandse Zee tot in Centraal- en Oost-Azië. Gesprekken met Egypte zijn lopende in Benelux verband; de bilaterale gesprekken met Senegal zijn vergevorderd; vele andere zijn in ontwikkeling.

Mais notre pays ne peut pas le faire seul: lorsque des pays tiers refusent systématiquement de coopérer dans leur devoir de permettre à leurs propres citoyens d'accéder au territoire, nous, en tant que Benelux et certainement en tant qu'UE, devrions être en mesure d'envoyer des signaux plus forts que ce n'est le cas actuellement. En tant qu'Européens, nous sommes les champions du monde pour nous tirer une balle dans le pied en négociant individuellement un accord de retour et en attachant différentes conséquences à cette non-coopération.

Le revirement a été entamé l'année dernière, avec la mise en œuvre tant attendue de l'article 25*bis* du code des visas. Dans ce contexte, il a été établi qu'un tiers des 39 pays tiers évalués coopèrent mal en termes de retour. Les États membres en tireront les conséquences, sous la forme de mesures en matière de visas. C'est une voie que nous devons continuer à explorer avec les 26 autres États membres. En outre, nous devons oser donner à la Commission le mandat de conclure des accords de retour pragmatiques et contraignants. Pour ce faire, l'UE doit peser de tout son poids et utiliser différents leviers.

5. Migrants en transit

Le phénomène de la migration de transit est persistant mais complexe. Il s'agit également d'un phénomène international qui transcende nos frontières nationales. Une approche structurelle de ce phénomène nécessite donc une coopération avec d'autres pays, en premier lieu avec les autres États membres de l'UE.

La Belgique reste un pays de transit populaire pour les migrants qui veulent se rendre au Royaume-Uni. Il s'agit de migrants qui, dans un premier temps, ne souhaitent pas entamer une procédure de séjour en Belgique. Il reste crucial de les informer de leurs possibilités en Belgique, du retour volontaire et des risques de passage au Royaume-Uni.

L'équipe outreach de Fedasil, qui informe les migrants en transit sur le terrain, a donc été renforcée. D'ici la fin de l'année, l'équipe sera composée de 10 personnes: coordinateurs, outreachers et médiateurs interculturels. De cette manière, ils pourront travailler partout en Belgique: non seulement à Bruxelles, mais aussi par exemple à la côte et dans la région de Tournai, où résident de nombreux migrants en transit.

Étant donné qu'une approche globale est nécessaire, les contacts et la coopération avec la ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice seront également poursuivis et renforcés sur cette question.

Maar ons land kan dit niet alleen: wanneer derde landen consequent weigeren om medewerking te verlenen aan hun plicht om eigen onderdanen toegang te geven tot het grondgebied, moeten we als Benelux en zeker als EU sterkere signalen kunnen sturen dan wat nu het geval is. We zijn als Europeanen wereldkampioen "in de eigen voet schieten" door ieder apart een terugkeerakkoord te onderhandelen en ook verschillende consequenties te verbinden aan die niet-medewerking.

Een kentering is vorig jaar ingezet, met de langverwachte tenuitvoerlegging van art. 25*bis* van de Visumcode. In dat kader werd vastgesteld dat 1/3 van de 39 beoordeelde derde landen slecht meewerkt op vlak van terugkeer. De lidstaten zullen daar gevolgen aan verbinden, in de vorm van visummaatregelen. Dit is een weg die we met de andere 26 lidstaten verder moeten bewandelen. Daarnaast moeten we de Commissie durven het mandaat te geven om pragmatische en dwingende terugkeerdeals te sluiten. Daarvoor moet de EU haar volle gewicht gebruiken en verschillende hefboomen hanteren.

5. Transitmigranten

Het fenomeen van de transmigratie is hardnekkig, maar complex. Het is ook een internationaal fenomeen dat onze landsgrenzen overstijgt. Een structurele aanpak van dit fenomeen vereist dan ook een samenwerking met andere landen, in eerste instantie met de andere EU-lidstaten.

België is nog steeds een populair doorreisland voor migranten die naar het Verenigd Koninkrijk willen trekken. Het gaat om migranten die in eerste instantie geen verblijfsprocedure in België willen opstarten. Het blijft cruciaal om hen te informeren over hun mogelijkheden in België, vrijwillige terugkeer en de risico's van de oversteek naar het Verenigd Koninkrijk.

Daarom werd het outreachteam van Fedasil, dat transitmigranten op het terrein informeert, uitgebreid. Zo zal het team eind dit jaar bestaan uit een team van 10 personeelsleden: coördinatoren, outreachers en intercultureel bemiddelaars. Op deze manier kunnen zij overal in België aan de slag: niet enkel in Brussel, maar ook bijvoorbeeld aan de kust en in de regio van Doornik waar veel transitmigranten verblijven.

Omdat een overkoepelende aanpak nodig is, zullen ook de contacten en de samenwerking met de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie verdergezet en versterkt worden op dit thema.

Afin de favoriser l'échange entre les différents services concernés, le groupe de travail Coter sur la migration de transit a été réactivé en 2021. Ce groupe de travail sera également poursuivi en 2022 en tant que plateforme de concertation entre l'OE, Fedasil, la police et le parquet.

L'OE coopère également avec les services de police et le parquet pour simplifier et accélérer les procédures d'interception et d'identification du migrant.

En outre, l'OE se mettra à la disposition de la *dedicated unit* en cours de création au sein de la police judiciaire fédérale. De cette manière, les données peuvent être échangées dans le cadre de la lutte contre le trafic d'êtres humains et pour l'identification des étrangers en situation de séjour irrégulier.

6. Projets pilotes pour l'accueil et l'orientation des personnes en situation de séjour irrégulier

En complément et en plus de la mise en œuvre générale de la politique proactive, des efforts sont consentis pour soutenir des projets locaux spécifiques d'encadrement intensif vers une perspective d'avenir durable, qu'il s'agisse d'un séjour en Belgique ou d'un retour dans le pays d'origine. Bien que limités dans leur portée et leur application, ces projets constituent un élément important de la réponse au séjour irrégulier. Le séjour irrégulier ne peut jamais être une solution durable. Il est donc très important de prévoir également de tels projets.

Des conventions ont été élaborées entre les différents partenaires pour que Fedasil et l'OE s'associent aux projets pilotes locaux existants, afin que la coopération avec les premiers projets puisse commencer dès 2021. L'OE et Fedasil ont tous deux un rôle important à jouer dans ce domaine. Pour l'OE, il s'agit notamment de clarifier la question du séjour dans des trajets individuels par le biais des coachs ICAM et de fournir des informations générales sur les procédures de séjour aux personnes concernées et aux partenaires locaux. Pour Fedasil, cela concerne l'encadrement vers le retour volontaire.

Les projets pilotes actuels et la coopération avec les partenaires locaux seront évalués en 2022 afin de tirer des enseignements pour l'avenir.

Un réseau de partage des connaissances a été lancé au sein du réseau CONEX de Fedasil afin de soutenir des projets similaires d'encadrement intensif aux personnes en situation de séjour irrégulier dans la recherche d'une perspective d'avenir durable.

Om de uitwisseling tussen de verschillende betrokken diensten te bevorderen werd de Coterwerkgroep transit-migratie in 2021 opnieuw opgestart. Deze werkgroep zal ook in 2022 verdergezet worden als een overlegplatform tussen de DVZ, Fedasil, politie en parket.

De DVZ werkt ook samen met de politiediensten en het parket aan eenvoudigere en snellere procedures bij interceptie en voor identificatie van de migrant.

Daarnaast zal de DVZ zich ter beschikking stellen van de *dedicated unit* die binnen de federale gerechtelijke politie opgericht wordt. Op die manier kunnen gegevens uitgewisseld worden in de strijd tegen mensensmokkel en ter identificatie van vreemdelingen zonder wettig verblijf.

6. Pilotprojecten voor de opvang en oriëntatie van mensen zonder wettig verblijf

Complementair en aanvullend aan de algemene implementatie van het aanklampend beleid, wordt ingezet op de ondersteuning van specifieke lokale projecten van intensieve begeleiding naar een duurzaam toekomstperspectief, zij het een verblijf in België of een terugkeer naar het herkomstland. Hoewel beperkt in scope en toepassing, zijn deze projecten een belangrijk onderdeel van het antwoord op onwettig verblijf. Onwettig verblijf kan nooit een duurzame oplossing zijn, daarom is het erg belangrijk om ook in dergelijke projecten te voorzien.

Er werden Conventies uitgewerkt tussen de verschillende partners waarbij Fedasil en de DVZ aansluiting vinden bij bestaande lokale pilotprojecten, zodat de samenwerking met de eerste projecten nog in 2021 van start kan gaan. Daarin is een belangrijke rol voorzien voor zowel de DVZ als Fedasil. Voor de DVZ geldt dit onder meer voor verblijfsverduidelijking in individuele trajecten via de ICAM-coaches en het geven van algemene informatie over de verblijfsprocedures aan de betrokkenen en de lokale partners. Voor Fedasil geldt dit voor de begeleiding rond vrijwillige terugkeer.

De huidige pilotprojecten en de samenwerking met de lokale partners worden geëvalueerd in 2022 teneinde er lessen uit te trekken voor de toekomst.

Een lerend netwerk werd opgestart binnen het CONEX-netwerk van Fedasil ter ondersteuning van gelijkaardige projecten van intensieve begeleiding van mensen zonder wettig verblijf in de zoektocht naar een duurzaam toekomstperspectief.

7. Régularisation humanitaire

En 2021, la question de la régularisation humanitaire a suscité de vives émotions chez de nombreuses personnes.

En 2021, on prévoit le recrutement de personnel supplémentaire afin de garantir un délai de traitement plus court des demandes de régularisation humanitaire à l'avenir. En outre, la procédure doit absolument rester une procédure d'exception. Cela implique également que certaines catégories qui n'ont pas leur place ici, comme les apatrides reconnus et les parents d'enfants ayant un statut de protection, sont retirées de cette procédure d'exception et qu'une procédure de séjour spécifique est prévue pour elles.

La procédure de régularisation est une procédure d'exception pour les personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour l'un des canaux de migration légale existants. Les demandes sont traitées sur une base individuelle et évaluées au cas par cas. Cela reste une compétence discrétionnaire.

Ligne de force 8: Lutter contre les abus, les menaces pour l'ordre public et les utilisations abusives

1. Ordre public et sécurité nationale

Nous continuons à miser sur une bonne coopération et sur l'échange d'informations avec les services de sécurité concernés, ainsi qu'avec les régions, afin d'adopter une approche efficace et cohérente dans les dossiers où l'ordre public ou la sécurité nationale sont menacés.

En outre, une solution sera recherchée au problème du contrôle judiciaire des décisions qui sont (partiellement) fondées sur des pièces classées. À l'heure actuelle, il existe une grande incertitude quant à savoir si les juges au contentieux des étrangers, dans le cadre juridique actuel, sont autorisés à inspecter ces documents confidentiels ou s'ils doivent demander une habilitation de sécurité. Une clarification de la loi accordant cette autorisation aux juges sera soumise au gouvernement et au Parlement dans un avenir proche.

Les décisions des autorités judiciaires et celles de l'Office des étrangers ont parfois des conséquences contradictoires. En ce qui concerne les flux de données entre le ministère public et l'Office des étrangers, une circulaire commune a été élaborée l'année dernière afin d'uniformiser et d'optimiser les contacts entre le ministère public et l'Office des étrangers. Cette circulaire régit tous les échanges de données entre le ministère public

7. Humanitaire regularisatie

In 2021 heeft het thema van de humanitaire regularisatie vele gemoederen verhit.

In 2021 wordt bijkomend personeel aangeworven dat in de toekomst moet zorgen voor een kortere behandelingstermijn voor de aanvragen humanitaire regularisatie. Bovendien moet de procedure een absolute uitzonderingsprocedure blijven. Dit impliceert ook dat bepaalde categorieën die hier niet in thuis horen, zoals de erkende staatlozen en ouders van kinderen met een beschermingsstatus, uit deze uitzonderingsprocedure worden gehaald en een specifieke verblijfsprocedure voor hen wordt voorzien.

De regularisatieprocedure is een uitzonderingsprocedure voor personen die niet in aanmerking komen voor één van de bestaande legale migratiekanalen. Aanvragen worden op individuele basis behandeld en geval per geval beoordeeld. Het blijft een discretionaire bevoegdheid.

Krachtlijn 8: Misbruik, gevaar voor de openbare orde, en oneigenlijk gebruik aanpakken

1. Openbare orde en nationale veiligheid

We zetten verder in op een goede samenwerking en uitwisseling van informatie met de betrokken veiligheidsdiensten, alsook de gewesten, om tot een efficiënte en samenhangende aanpak te komen in dossiers waarin er een bedreiging is voor de openbare orde of nationale veiligheid.

Daarnaast zal een oplossing gezocht worden voor het probleem van de rechterlijke controle op beslissingen die (deels) gebaseerd zijn op geclassificeerde stukken. Op heden bestaat er immers veel onduidelijkheid over de vraag of rechters in vreemdelingenzaken, binnen het huidige wettelijke kader, gemachtigd zijn om inzage te nemen in dergelijke vertrouwelijke documenten of dat zij een veiligheidsmachtiging dienen aan te vragen. Een verduidelijking van de wet, die aan de rechters een dergelijke machtiging verleent, zal op korte termijn aan de regering en Parlement worden voorgelegd.

De beslissingen van de gerechtelijke autoriteiten en die van de Dienst Vreemdelingenzaken hebben soms tegenstrijdige gevolgen. Inzake de gegevensstromen tussen het openbaar ministerie en de DVZ werd het voorbije jaar een gemeenschappelijke omzendbrief uitgewerkt teneinde de contacten tussen het openbaar ministerie en de DVZ te uniformeren en te optimaliseren. Deze omzendbrief regelt alle uitwisselingen van

et l'Office des étrangers qui sont nécessaires pour que les deux instances puissent accomplir correctement leurs missions légales. Les échanges susmentionnés peuvent également avoir lieu sur une base triangulaire, en coopération avec certains services du Service public fédéral Justice, plus particulièrement les établissements pénitentiaires ou le service Coopération internationale en matière pénale.

2. Lutte contre les phénomènes de fraude

Afin d'apporter une réponse coordonnée et structurelle aux différents phénomènes de fraude existants auxquels les différents services de l'OE sont confrontés en permanence, un coordinateur fraude et abus est nommé à l'OE en 2021. Ce coordinateur soutiendra les différents départements et coordonnera la lutte contre les phénomènes de fraude.

Des efforts sont également déployés pour parvenir à une coopération approfondie et structurelle avec les services extérieurs, comme la lutte contre la fraude à l'identité grâce à la participation intensive du service Recherches de l'OE à la Taskforce Fraude à l'identité, l'approfondissement de la coopération avec les services d'inspection sociale et la formation des magistrats de référence et d'autres acteurs.

Dans le cadre spécifique de la lutte contre les mariages, les cohabitations légales et les reconnaissances de complaisance, des efforts sont déployés avec l'Intérieur pour développer une coopération plus approfondie et plus structurelle. La possibilité de créer des inspecteurs de référence spécialisés, à l'instar des magistrats de référence spécialisés, est à l'étude et des formulaires d'évaluation des risques sont en cours d'élaboration afin de parvenir à une identification meilleure et plus précoce du phénomène.

Au cours de l'année à venir, comme clé de voûte de la réglementation plus stricte des garants déjà incluse dans le projet de loi sur le séjour des étudiants, la création d'une base de données des garants sera lancée. Cela contribuera à un meilleur contrôle des garants afin d'éviter les abus.

- **Doute sur l'âge**

Selon les données du Service des tutelles, en 2020, en moyenne 69 % des jeunes qui ont subi un test d'âge ont été considérés comme majeurs après identification. Il est donc important de revoir la procédure en cas de doute sur l'âge afin de la rendre meilleure et plus efficace, dans le respect des droits de l'enfant. Les adultes doivent être distingués des mineurs dès que possible, dans

gegevens tussen het openbaar ministerie en de Dienst Vreemdelingenzaken die voor de beide instanties noodzakelijk zijn om hun wettelijke opdrachten correct uit te voeren. De bedoelde uitwisselingen kunnen ook op triangulaire wijze plaatsvinden, in samenwerking met bepaalde diensten van de Federale Overheidsdienst Justitie, meer bepaald de penitentiaire inrichtingen of de dienst Internationale Samenwerking in Strafzaken.

2. Aanpak fraudefenomenen

Om op gecoördineerde en structurele wijze een antwoord te kunnen bieden op de verschillende bestaande fraudefenomenen waarmee de verschillende diensten van DVZ blijvend geconfronteerd worden, werd in 2021 een coördinator fraude en misbruik aangesteld bij DVZ. Deze coördinator zal de verschillende departementen ondersteunen en de aanpak van fraudefenomenen op elkaar afstemmen.

Er wordt ook ingezet op diepgaande en structurele samenwerking met externe diensten, zoals het tegengaan van identiteitsfraude door intensieve deelname van de Dienst Opsporingen van DVZ aan de Taskforce Identiteitsfraude, het verdiepen van de samenwerking met de sociale inspectiediensten en het geven van opleidingen aan referentiemagistraten en andere actoren.

Specifiek in kader van de strijd tegen schijnhuwelijken, schijnwettelijke samenwonen en schijnnerkenningen, wordt samen met Binnenlandse Zaken ingezet op een uitgediepte en structurele samenwerking. De mogelijkheid wordt bekeken om gespecialiseerde referentie-inspecteurs te creëren, naar voorbeeld van de gespecialiseerde referentie-magistraten, en er wordt gewerkt aan risico-taxatieformulieren om een betere en vroegere identificatie van het fenomeen te realiseren.

Het komende jaar wordt, als sluitstuk voor de strengere regelgeving voor de garanten die al is opgenomen in het wetsontwerp Studentenverblijf, gestart met de oprichting van een databank voor garanten. Dit zal bijdragen tot een betere controle van garanten om misbruiken tegen te gaan.

- **Leeftijdswijfel**

Volgens gegevens van de Dienst Voogdij werd in 2020 gemiddeld gezien 69 % van de jongeren die een leeftijdstest ondergingen na identificatie als meerderjarig beschouwd. Het is daarom belangrijk dat de procedure voor leeftijdswijfel herzien wordt om ze beter en efficiënter te maken, in overeenstemming met de rechten van het kind. De meerderjarigen moeten zo snel als mogelijk van

l'intérêt supérieur et pour la protection de ces derniers. Fedasil travaille en étroite collaboration avec le Service des tutelles pour que cela se passe le mieux possible.

Le SPF Justice a mis en place un conseil consultatif dirigé par des experts de la KUL et de l'UGent afin d'améliorer la détermination d'âge médicale actuelle et de s'assurer que tous les hôpitaux effectuent ces examens de la même manière. Fedasil et l'OE seront disponibles pour partager leur expertise et expliquer l'impact de certains changements sur leur fonctionnement.

3. Flux migratoires secondaires

La Belgique est confrontée à un nombre élevé de demandes de protection internationale pour lesquelles elle n'est pas compétente sur la base du règlement Dublin III. Le traitement de ces flux migratoires secondaires est crucial. Bien que les règles actuelles de Dublin doivent être réformées de toute urgence, cela ne devrait pas être un sauf-conduit pour les autres États membres de l'UE pour ne pas suivre les règles existantes. En effet, les flux secondaires mettent notre politique d'asile et d'accueil sous forte pression. Chaque État membre de l'UE doit donc prendre ses responsabilités. Cela aussi, c'est la solidarité au sein de l'UE.

En 2020, dans 53,15 % des comparaisons avec la base de données Eurodac, il y a eu une correspondance parce qu'une demande de protection internationale avait déjà été introduite dans un autre pays. Afin d'accroître l'efficacité des transferts vers les États membres compétents, l'Office des étrangers et Fedasil travaillent en étroite collaboration.

L'OE opère un suivi rigoureux de ces dossiers. Les étrangers qui ont reçu une décision de refus avec mesure de transfert sont affectés à une place Dublin au sein des structures d'accueil collectif de Fedasil. Dans ces places Dublin, les conseillers de Fedasil et de l'OE proposent un encadrement spécifique vers le départ volontaire vers l'État membre responsable. Lors des entretiens d'encadrement au retour, l'étranger reçoit des informations sur la procédure Dublin, les possibilités de recours contre la décision de transfert et la manière dont le transfert peut être organisé. Si le demandeur indique qu'il ne veut pas accepter l'offre de départ volontaire vers l'État membre responsable, l'OE procédera à un transfert forcé. Si le ressortissant étranger prend la fuite, le délai de transfert vers l'État membre responsable peut être porté à 18 mois. Un projet de loi est en cours d'élaboration. Il fournira la base juridique permettant de prendre une telle décision de prolongation de la période de transfert et définira la notion de "fuite" au sens de

de minderjarigen onderscheiden worden, in het hoger belang en ter bescherming van deze minderjarigen. Fedasil werkt nauw samen met de Dienst Voogdij om dit zo vlot mogelijk te laten verlopen.

De FOD Justitie heeft een adviesraad opgericht die wordt geleid door experts van de KUL en UGent om de huidige medische leeftijdsbepaling te verbeteren en ervoor te zorgen dat alle ziekenhuizen deze onderzoeken op dezelfde wijze uitvoeren. Fedasil en de DVZ zullen ter beschikking staan om hun expertise te delen en de impact van bepaalde wijzigingen op hun werking te duiden.

3. Secondaire stromen

België wordt geconfronteerd met een hoog aantal verzoeken om internationale bescherming waarvoor België op grond van de Dublin III-verordening niet bevoegd is. De aanpak van deze secundaire stromen is cruciaal. Hoewel de huidige regels inzake Dublin hoognodig hervormd moeten worden, mag dit geen vrijgeleide zijn voor andere EU-lidstaten om de bestaande regels niet meer te volgen. De secundaire stromen zetten ons asiel- en opvangbeleid immers onder zware druk. Elke EU-lidstaat moet daarom zijn verantwoordelijkheid nemen. Ook dat is solidariteit binnen de EU.

In 2020 was er in 53,15 % van de vergelijkingen met de Eurodac-databank een hit omdat er reeds in een ander land een verzoek om internationale bescherming ingediend werd. Om de effectieve overdrachten naar de bevoegde lidstaten te verhogen, werken de Dienst Vreemdelingenzaken en Fedasil intensief samen.

De DVZ volgt deze dossiers strikt op. Vreemdelingen die een weigeringsbeslissing met overdrachtsmaatregel hebben ontvangen, worden toegewezen aan een Dublinplaats binnen de collectieve opvangstructuren van Fedasil. In deze Dublinplaatsen wordt specifieke begeleiding naar vrijwillig vertrek naar de verantwoordelijke lidstaat aangeboden door begeleiders van Fedasil en DVZ. Tijdens de terugkeerbegeleidingsgesprekken wordt de vreemdeling informatie verstrekt over de Dublin-procedure, de beroepsmogelijkheden tegen het overdrachtsbesluit en de wijze waarop de overdracht kan worden georganiseerd. Indien de verzoeker aangeeft niet te willen ingaan op het aanbod van vrijwillig vertrek naar de verantwoordelijke lidstaat, zal DVZ overgaan tot een gedwongen overdracht. Indien de vreemdeling onderduikt kan de overdrachtstermijn naar de verantwoordelijke lidstaat worden verlengd tot 18 maanden. Een wetsontwerp wordt uitgewerkt waarin de rechtsgrond voor het nemen van een dergelijke beslissing tot

l'article 29, paragraphe 2, du règlement Dublin III à la lumière de l'interprétation donnée par la Cour de justice dans l'arrêt Jawo.

Dans le cadre de la coopération de Dublin, un Mémorandum d'entente est en cours d'élaboration au sein du Benelux afin de parvenir à une coopération plus forte: utilisation d'officiers de liaison, délais plus courts, échange d'informations fluide, etc.

Outre les personnes entrant dans le champ d'application du règlement Dublin III, il y a également de nombreuses personnes qui introduisent une demande de protection internationale en Belgique, mais qui ont déjà obtenu une protection internationale dans un autre État membre de l'UE. Ainsi, au premier semestre 2021, il y avait un peu plus de 500 demandeurs dans ce cas.

Dans le cadre de la lutte contre les flux secondaires, des campagnes seront lancées pour informer les migrants que les procédures d'asile, l'accueil et l'encadrement suivent les mêmes règles dans tous les États membres de l'UE et qu'il n'est donc pas utile d'introduire une nouvelle demande dans un autre État membre de l'UE, par exemple. De telles campagnes d'information seront également lancées à l'avenir pour contrer ces phénomènes.

Ainsi, l'OE a récemment lancé une campagne sur Facebook ciblant les migrants afghans séjournant déjà dans l'Union européenne.

Ligne de force 9: Activation et acquisition de compétences

Cette nouvelle année politique exige une nouvelle ligne de force: l'activation et l'acquisition de compétences des demandeurs de protection internationale pendant leur procédure. Pendant trop longtemps, la position a été que la vie du demandeur de protection internationale devait s'arrêter jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la demande, et qu'il était donc inutile d'acquérir certaines compétences pendant la procédure ou de prévoir des activités de jour significatives.

Les demandeurs peuvent travailler après 4 mois, mais pour beaucoup, ce n'est qu'une possibilité théorique. Beaucoup d'entre eux pourraient déjà travailler, mais ils se heurtent à des obstacles administratifs et ne peuvent trouver leur place sur le marché du travail.

Activer les demandeurs et miser sur l'acquisition de compétences est une valeur ajoutée pour tous. Le

verlenging van de overdrachtstermijn wordt voorzien en waarin het begrip "onderduiken" in de zin van artikel 29, lid 2, van de Dublin III-verordening in het licht van de interpretatie die het Hof van Justitie heeft gegeven in het arrest Jawo wordt gedefinieerd.

In het kader van de Dublinsamenwerking wordt gewerkt aan een Memorandum of Understanding binnen de Benelux om tot een versterkte samenwerking te komen: gebruik van verbindingsambtenaren, kortere termijnen, vlotte informatie-uitwisseling, et cetera.

Naast personen die onder het toepassingsgebied van de Dublin III-verordening vallen, zijn er ook heel wat personen die een verzoek om internationale bescherming indienen in België, maar die reeds in een andere EU-lidstaat internationale bescherming verkregen hebben. Zo waren er in de eerste helft van 2021 iets meer dan 500 verzoekers in dat geval.

In het kader van de strijd tegen secundaire stromen zullen er campagnes gevoerd worden om migranten te informeren dat de asielprocedures, de opvang en de begeleiding in alle EU-lidstaten dezelfde regelgeving volgt en dat het dus niet nuttig is om in een andere EU-lidstaat bijvoorbeeld nog een nieuw verzoek in te dienen. Ook in de toekomst zullen dergelijke informatiecampagnes gelanceerd worden om dergelijke fenomenen tegen te gaan.

Zo werd recent een facebookcampagne gelanceerd door de DVZ gericht op Afghaanse migranten die reeds in de Europese Unie verblijven.

Krachtlijn 9: Activering en competentieverwerving

Dit nieuwe beleidsjaar vraagt om een nieuwe krachtlijn: het inzetten op activering en competentieverwerving bij verzoekers om internationale bescherming tijdens hun procedure. Het standpunt was veel te lang dat er op de pauzeknop van het leven van de verzoeker om internationale bescherming moest worden geduwd tot men een beslissing had genomen over de aanvraag en dat het aldus geen zin had om tijdens de procedure bepaalde competenties te verwerven of te zorgen voor een zinvolle dagbesteding.

Verzoekers kunnen werken na 4 maanden, maar voor velen is dit louter een theoretische mogelijkheid. Velen onder hen zouden wel al aan de slag kunnen, maar ze botsen op administratieve drempels en vinden hun weg niet naar de arbeidsmarkt.

Een activering van verzoekers en het inzetten op competentieverwerving is een meerwaarde voor iedereen. De

demandeur gagne en indépendance, fait les premiers pas vers une vie en Belgique ou acquiert des compétences qui peuvent lui être utiles lors de son retour dans son pays d'origine. De cette manière, le demandeur contribue également à la société en tant que citoyen actif.

Dans les années à venir, Fedasil lancera également des projets cyclistes sur le thème 'vélo': il peut s'agir d'apprendre à faire du vélo, de faire du vélo ensemble pour pratiquer le néerlandais et rencontrer des gens, d'apprendre à réparer des vélos, etc.

Il y aura un trajet d'encadrement général pour un résident d'un centre d'accueil dans lequel la participation à la société au sens large est centrale. En outre, un projet pilote sur l'encadrement individuel sera lancé. Les demandeurs qui veulent travailler, faire du volontariat ou suivre une formation seront assistés de cette manière. Fedasil va recruter du personnel pour travailler sur ce sujet. Des partenariats seront conclus et renforcés avec des organisations qui aident à l'orientation, mais aussi avec des entreprises qui souhaitent employer directement les demandeurs. Un nouvel appel à projets sera également lancé à cet effet.

Les obstacles au travail (volontaire) sont nombreux: transports publics, services bancaires, garde d'enfants, diplômes, etc. Ce sont des questions que j'aimerais aborder lors de la conférence interministérielle.

À l'heure actuelle, il existe peu de chiffres sur le nombre de demandeurs de protection internationale qui travaillent (comme volontaire) ou qui suivent une formation. Il est important de disposer de ces chiffres afin de pouvoir optimiser le fonctionnement. Fedasil misera également sur le benchmarking européen pour échanger les bonnes pratiques et aura recours aux fonds européens disponibles.

Pour conclure

Nos défis sont grands et le temps est compté. Au cours de l'année écoulée, plusieurs réformes ont déjà été réalisées, tant au niveau législatif que dans la gestion quotidienne du département. D'importants chantiers, tels que le nouveau Code de la migration, ont également été mis en route.

Par ailleurs, nous avons été confrontés à plusieurs événements inattendus. Cela aussi est une caractéristique propre à ce département, et, dans ce contexte, il nous incombe d'être cohérents et rapides dans notre réponse.

Le travail n'est pas terminé. Au cours de la prochaine année de travail, les différentes initiatives de cette note

verzoeker wint aan zelfstandigheid, zet eerste stappen naar een leven in België of verwerft vaardigheden die ook bij een terugkeer naar het land van herkomst goed van pas kunnen komen. Op die manier draagt de verzoeker ook bij aan de samenleving, als actieve burger.

Fedasil zal de komende jaren ook fietsprojecten lanceren om in te zetten op het thema 'fiets': dit kan gaan over leren fietsen, samen fietsen om Nederlands te oefenen en mensen te ontmoeten, fietsen leren herstellen, ...

Er zal een algemeen begeleidingstraject komen voor een bewoner van een opvangcentrum waarin het deelnemen aan de samenleving in brede zin centraal staat. Daarnaast zal een pilootproject rond individuele begeleiding opgestart worden. Verzoekers die willen werken, vrijwilligerswerk willen doen of een opleiding willen volgen, zullen zo bijgestaan worden. Fedasil zal personeel aanwerven om hier aan te werken. Er zullen partnerschappen afgesloten en versterkt worden met organisaties die helpen bij toeleiding, maar ook met bedrijven die rechtstreeks verzoekers willen tewerkstellen. Hiervoor zal ook een nieuwe projectoproep gelanceerd worden.

Er zijn heel wat drempels die (vrijwilligers)werk in de weg staan: openbaar vervoer, bankdiensten, kinderopvang, diploma's, enzoverder. Dit zijn thema's die ik graag op de Interministeriële conferentie wil bespreken.

Op dit moment zijn er weinig cijfers beschikbaar over hoeveel verzoekers om internationale bescherming (vrijwilligers)werk uitoefenen of opleidingen volgen. Het is belangrijk om over dit cijfermateriaal te beschikken om zo de werking te optimaliseren. Fedasil zal ook inzetten op Europese benchmarking om goede praktijken uit te wisselen en zal beroep doen op de beschikbare Europese fondsen.

Ter afronding

Onze uitdagingen zijn groot, en de tijd is kort. Het afgelopen jaar werden al verschillende hervormingen doorgevoerd, zowel op wetgevend vlak als in het dagelijks beheer van het departement. Ook werden belangrijke grote werven, zoals o.a. het nieuwe Migratiewetboek, in de steigers gezet.

Daarnaast werden we geconfronteerd met verschillende onverwachte gebeurtenissen. Ook dat is eigen aan dit departement, en ook daarbij moeten we steeds consequent en vlot schakelen.

Het werk is niet af. Het komende werkjaar zullen de verschillende initiatieven uit deze beleidsnota ten

de politique seront mises en œuvre. Et toujours avec la même vision à l'esprit: aspirer à une migration mieux contrôlée grâce à une politique correcte, humaine et transparente.

uitvoer worden gebracht. En steeds zal dit gebeuren met dezelfde visie in het achterhoofd: streven naar meer gecontroleerde migratie via een correct, humaan en transparant beleid.

II. — LOTERIE NATIONALE

1. Introduction

L'histoire nous apprend que les loteries peuvent être un produit noble, porté par un très grand nombre de personnes jouant pour une petite mise, et ayant pour point de départ le hasard comme facteur décisif, l'équité et l'égalité des chances, et pour moteur le bien-être de toute la collectivité.

Dans le passé, le produit "Lotto" a été introduit pour susciter l'élan de solidarité nécessaire suite aux inondations à Ruisbroek en 1976. En 2021 également, notre pays a été victime de graves inondations aux effets dévastateurs. Fidèle à sa mission, la Loterie Nationale a été l'une des premières entreprises à libérer immédiatement un million d'euros pour soutenir les victimes de cette catastrophe.

En 1441, la loterie de Bruges, organisée par l'administration de la ville, est traditionnellement considérée comme le point de départ de la loterie moderne. La loterie constituait une contribution volontaire pour financer une œuvre de bienfaisance, comme par exemple un hôpital. La loterie donnait lieu à une grande solidarité autour de projets communs. En 2021, cela fait exactement 580 ans que la première loterie moderne a été organisée et la Loterie Nationale a prévu en décembre un certain nombre de festivités pour célébrer cet événement.

Les loteries se différencient des sociétés de jeux par une participation massive de joueurs jouant pour une somme limitée. Les loteries n'abordent pas individuellement les joueurs vulnérables et influençables. Pour elles, c'est le nombre de joueurs qui est important et non leur mise ou la fréquence de leur participation.

Même si les jeux de casino et les paris présentent un risque de dépendance élevé, les jeux de grattage et de tirage classiques de la Loterie Nationale ne sont pas totalement dénués de risques. Une étude belge de 2016 a démontré qu'environ 7 % des personnes jouant à des jeux de grattage ou de tirage présentent un comportement à risque. La loterie doit donc continuer à investir dans des campagnes d'information et à encourager activement la recherche scientifique. Il faut jouer avec modération. La création du conseil supérieur d'éthique doit y contribuer.

L'arrivée des sociétés de jeux privées et leur prodigieuse croissance constituent un défi important pour la Loterie Nationale. De plus, certaines sociétés de jeux se focalisent sur les profils les plus vulnérables en déployant un marketing rusé et une stratégie de développement de

II. — NATIONALE LOTERIJ

1. Inleiding

De geschiedenis leert ons dat Loterijen een nobel product kunnen zijn, gedreven door een grote massa, met een kleine inzet, met toeval als beslissende factor, eerlijkheid en gelijke kansen als uitgangspunt en goede doelen als drijfveer.

In het verleden werd het product "Lotto" geïntroduceerd om de nodige solidariteit te genereren na de grote overstromingen van Ruisbroek in 1976. Ook in 2021 werd ons land getroffen door een grote watersnood met een verwoestende kracht. Trouw aan haar opdracht heeft de Nationale Loterij als één van de eerste bedrijven onmiddellijk een miljoen euro vrijgemaakt om de slachtoffers ervan te ondersteunen.

De loterij in Brugge van 1441, georganiseerd door het stadsbestuur, wordt traditioneel gezien als de start van de moderne loterijen. De loterij stond voor een vrijwillige bijdrage, voor het financieren van een goed doel zoals een hospitaal. Het loterijspel gaf aanleiding tot grote verbondenheid rond gemeenschappelijke projecten. Aangezien in 2021 exact 580 jaar geleden de eerste moderne loterij werd georganiseerd, zal de Nationale Loterij in december een aantal festiviteiten organiseren.

Deze massale deelname van spelers die spelen voor een beperkt bedrag maakt loterijen verschillend van gokbedrijven. Bij loterijen is er geen individuele benadering van de kwetsbare manipuleerbare speler. Bij loterijen is het aantal spelers belangrijk, niet hun inzet of hun frequentie van deelname.

Ondanks het feit dat casinospelen en weddenschappen een groot risico op verslaving vormen zijn ook de klassieke krasloten en loterijproducten van de Nationale Loterij niet geheel zonder risico. Uit een Belgisch onderzoek van 2016 blijkt dat ongeveer 7 % van de deelnemers aan krasloten of loterijproducten risicovol gedrag vertonen. De loterij dient dan ook blijvend in te zetten op voorlichtingscampagnes en moet wetenschappelijk onderzoek actief stimuleren. Spelen dient immers te gebeuren met mate. De oprichting van de hoge raad voor de ethiek moet hiertoe bijdragen.

De opkomst van de private gokbedrijven en hun enorme groei vormen een belangrijke uitdaging voor de Nationale Loterij. Bovendien leggen sommige gokbedrijven via een slimme marketingfocus en productontwikkeling hun focus op de meest kwetsbare profielen. Dit tast onrechtstreeks

produits ciblée. Ces méthodes nuisent indirectement à la réputation de la Loterie Nationale en ce qui concerne la protection des joueurs, mais aussi à sa plus noble raison d'être: le soutien des "bonnes causes".

Aujourd'hui encore, la Loterie Nationale réinvestit tous ses bénéfices dans des projets fédérateurs pour la société. La Loterie Nationale soutient ainsi plus de 25 fédérations sportives nationales. Ce soutien a été relevé de 20 % l'année passée afin que la Loterie Nationale continue à être un partenaire important et structurel du sport en Belgique. Au total, plus de 250 organisations bénéficient du soutien de la Loterie dans les domaines de la science, de la culture, du sport, ainsi que dans le secteur social. Par son soutien, la Loterie Nationale fait à nouveau la différence.

La principale nouveauté cette année dans le volet des subsides de la Loterie Nationale a été le versement de primes à nos athlètes olympiques pour leurs remarquables performances à Tokyo. En parallèle, la Loterie Nationale est un important partenaire du comité paralympique auquel elle octroie un soutien annuel de 300 000 euros. La Loterie envisage de subventionner les primes de nos athlètes paralympiques à Paris en 2024. Offrir des chances égales est un élément essentiel de l'organisation d'une Loterie, et nous appliquons cela uniformément dans toute la société. Offrir des chances égales, ce ne sont pas des paroles en l'air. Nous devons les transformer en actions.

Et tout cela n'est possible que si la Loterie Nationale est présente en tant qu'entreprise saine et performante. La Loterie Nationale est une société anonyme de droit public qui, grâce à sa gestion et à ses collaborateurs, peut réellement faire la différence dans l'ensemble de la société belge.

Le conseil d'administration de la Loterie Nationale a été renouvelé le 21 mai 2021. Le mandat de l'administrateur délégué a également été prolongé. Avec en plus la conclusion d'un nouveau contrat de gestion le 13 septembre 2021, la Loterie Nationale dispose ainsi de tous les éléments pour poursuivre sa stratégie performante dans les années à venir.

2. Mission

La mission que le gouvernement confie à la Loterie Nationale est triple.

Les bénéfices que la Loterie Nationale enregistre doivent en retour profiter pleinement à la collectivité sous la forme d'une rente de monopole et à travers les subsides qu'elle octroie. La Loterie Nationale est chargée de la gestion administrative de la répartition et

de la réputation van de Nationale Loterij inzake spelersbescherming aan. En bovenal de mooiste reden van het bestaan van een loterij: haar steun aan goede doelen.

De Nationale Loterij herinvesteert ook vandaag nog al haar winsten in verbindende projecten voor de maatschappij. Zo geeft de Nationale Loterij ondersteuning aan meer dan 25 nationale sportfederaties. Deze ondersteuning werd het afgelopen jaar met 20 % opgetrokken zodat de Nationale Loterij ook in de toekomst een belangrijke en structurele partner blijft voor de sport in België. In totaal genieten meer dan 250 organisaties van ondersteuning door de Loterij in de domeinen, wetenschap, cultuur, sport en de sociale sector. De Nationale Loterij maakt met haar ondersteuning steeds opnieuw het verschil.

De grootste vernieuwing in het subsidielook voor de Nationale Loterij was dit jaar het uitbetalen van de premies voor onze olympische atleten voor hun prachtige prestaties in Tokyo. Daarnaast is de Nationale Loterij een belangrijke partner voor het paralympisch comité met een jaarlijkse steun van 300 000 euro. De Loterij onderzoekt of ze in 2024 in Parijs ook de premies voor onze paralympische atleten kan subsidiëren. Gelijke kansen bieden is een essentieel element bij organisatie van een Loterij. Ook in de maatschappij moeten we deze lijn doortrekken we deze lijn door. Gelijke kansen zijn geen holle woorden. We moeten ze omzetten in daden.

Dit alles is enkel mogelijk wanneer de Nationale Loterij er staat als een gezond en performant bedrijf. De Nationale Loterij is een Naamloze Vennootschap naar Publiek Recht en kan dankzij haar bestuur en medewerkers een wezenlijk verschil maken in de hele Belgische samenleving.

Op 21 mei 2021 werd de raad van bestuur van de Nationale Loterij vernieuwd. Ook het mandaat van de gedelegeerd bestuurder werd verlengd. Samen met het afsluiten van een nieuw beheerscontract op 13 september 2021 heeft de Nationale Loterij daarmee alle elementen om de komende jaren haar succesvolle strategie verder te zetten.

2. Opdracht

De regering heeft een drievoudige opdracht ten aanzien van de Nationale Loterij.

De winsten van de Nationale Loterij vloeien volledig terug naar de gemeenschap onder de vorm van een monopolierente, en onder de vorm van zogenaamde subsidies van de Nationale Loterij. De Nationale Loterij is belast met het administratief beheer van de verdeling

de l'affectation des subsides. Conformément à un plan de répartition annuel, le ministre veille à l'affectation de ces subsides. Nous avons l'intention de rendre encore plus professionnelle la politique de soutien des "bonnes causes" de la Loterie Nationale, mais aussi d'augmenter sa transparence vis-à-vis du grand public. Dans cette optique, il faut renforcer le lien entre le joueur, le grand public et les 'bonnes causes' soutenues par la Loterie Nationale.

En parallèle, le gouvernement a également une mission de régulation et définit les formes et les règles générales des jeux organisés par la Loterie Nationale. Cette mission s'étend également à tout le secteur des jeux de hasard, dans la mesure où le gouvernement contribue à la définition et à la mise en œuvre de l'intégralité de la politique en matière de jeu par l'intermédiaire de ses représentants au sein de la Commission des jeux de hasard. Dans le cadre de ce rôle de régulation, nous souhaitons continuer sur la lancée du ministre de la Justice précédent et poursuivre la politique de nos prédécesseurs en charge de la Loterie Nationale. Il est crucial, dans ce contexte, de mener une politique cohérente en matière de jeux de hasard, dans laquelle la protection des joueurs et des consommateurs occupe une place centrale.

Pour conclure, la Loterie Nationale a pour mission d'organiser, dans l'intérêt général, des loteries publiques et des jeux de hasard. Elle doit également opérer en tant que prestataire socialement responsable et professionnel de plaisir ludique et doit mener une politique durable basée sur une gestion solide sur le plan économique et axée sur l'entreprise. Notre mission consiste à exercer un contrôle général vis-à-vis de cette gestion sur la base des plans d'entreprise. Le gouvernement veille en outre à ce qu'elle soit mise en œuvre dans le respect des lois et règlements.

3. Mission fondamentale: Affectation des subsides

Comme nous l'avons déjà signalé dans l'introduction ci-dessus, le modèle de la loterie se caractérise par le retour intégral dans la collectivité des bénéfices générés par les activités liées aux loteries. La Loterie Nationale souhaite en effet respecter en permanence son engagement sociétal en faveur des bonnes causes. Sur la base des résultats de l'exercice 2020, les subsides alloués aux bonnes causes ont été augmentés de 15 millions d'euros pour atteindre le montant total de 200 millions d'euros.

en de bestemming van de subsidies. De minister zorgt conform een jaarlijks verdeelplan voor de bestemming van deze subsidies. Het ligt in onze bedoeling om dit goede doelenbeleid van de loterij verder te professionaliseren, nog transparanter te voeren en ruimer kenbaar te maken bij het grote publiek. Hiertoe moet de band tussen de speler, het brede publiek en deze goede doelen verder versterkt worden.

De regering heeft daarnaast ook een regulerende opdracht en bepaalt de vormen en de algemene regels van de spelen die de Nationale Loterij organiseert. Deze strekt zich ook uit over de hele kansspelsector, in de mate dat de regering via haar vertegenwoordigers in de Kansspelcommissie bijdraagt aan het bepalen en uitvoeren van het integrale kansspelbeleid. In het kader van deze regulerende rol wensen wij verder te gaan op het elan van de vorige minister van Justitie, en op het beleid van onze voorgangers bevoegd voor de Nationale Loterij. In dit kader is het voeren van een coherent kansspelbeleid cruciaal waarbij de bescherming van de spelers en consumenten centraal staat.

Tot slot heeft de Nationale Loterij als opdracht om in het algemeen belang openbare loterijen en kansspelen te organiseren. De Nationale Loterij moet dan ook handelen als een maatschappelijk verantwoordelijke en professionele aanbieder van spelplezier en moet een duurzaam beleid voeren gebaseerd op een economische en ondernemings-gerichte solide bedrijfsvoering. Het is onze opdracht om een algemeen toezicht uit te oefenen ten aanzien van deze bedrijfsvoering aan de hand van de ondernemingsplannen. Bovendien ziet de regering toe op de naleving van de wetten en reglementen in het kader van de uitvoering hiervan.

3. De kerntaak: Bestemming van subsidies

Zoals hierboven in de inleiding reeds werd aangegeven, is het kenmerkend voor het loterijmodel dat de winsten van de loterij activiteiten integraal terugvloeien naar de gemeenschap. Daar ze onafgebroken haar maatschappelijk engagement wil nakomen ten aanzien van de goede doelen. Op basis van de resultaten voor het boekjaar 2020 werden de subsidies aan goede doelen verhoogd met 15 miljoen euro tot een totaalbedrag van 200 miljoen euro.

Le montant des contributions à l'État belge pour 2020 s'élevait donc à 335 millions d'euros dont 200 millions à titre de subsides et 135 millions de rente de monopole.

Cette hausse a en outre été fixée dans le nouveau contrat de gestion pour les années 2021-2026. La Loterie Nationale réservera ainsi un montant structurel de 200 millions d'euros au financement d'objectifs d'intérêt public et de nombreux projets et organisations à visée sociale. Il s'agit d'une hausse considérable par rapport aux années précédentes.

La Loterie Nationale possède le monopole de l'offre de produits de loterie en Belgique. Au cours du contrôle budgétaire la semaine passée, il a été décidé de renforcer ce monopole. La rente de monopole à verser sera augmentée de 10 millions d'euros pour s'élever à 145 millions d'euros à partir de 2022.

Le modèle de la loterie se caractérise également par le fait que les joueurs participent à un jeu pour une faible mise en sachant parfaitement que l'ensemble de ces mises sera utilisé non seulement pour assurer le paiement des gains, mais aussi pour financer des objectifs d'utilité publique, des organisations et des initiatives sociales. Il est important que la Loterie Nationale communique cette information de manière transparente aux joueurs afin qu'ils sachent à quelles fins leurs mises seront utilisées.

Il va de soi que la Loterie Nationale doit partager cette obligation de transparence avec les nombreuses organisations qui bénéficient de ses subsides et qui sont dès lors ses partenaires. La transparence à propos de l'utilisation des moyens financiers mis à disposition par les joueurs est essentielle à la crédibilité de la Loterie Nationale.

Pour garantir la crédibilité de la Loterie Nationale, il est tout aussi important que l'affectation des subsides se fasse dans le cadre d'un processus décisionnel transparent.

Compte tenu du très ancien triangle du modèle de la loterie ("joueurs" – "bonnes causes" – "Loterie Nationale"), la Loterie Nationale doit examiner comment elle peut, dans une certaine mesure, associer également les joueurs ou les faire participer à l'affectation d'une partie des subsides". Le nouveau contrat de gestion prévoit que la Loterie Nationale mettra sur pied un certain nombre de projets pilotes à cet effet. Il est important de renforcer le lien avec les joueurs. Lors de la suppression progressive des mesures anti-COVID, j'ai eu l'occasion de rendre visite à un certain nombre d'organisations soutenues par la Loterie Nationale. Durant ces visites,

De bijdragen aan de Belgische Staat bedroegen voor 2020 dus 335 miljoen euro, waarvan 200 miljoen in de vorm van subsidies en 135 miljoen in de vorm van een monopolierente.

Deze verhoging werd bovendien verankerd in het nieuwe beheerscontract voor de jaren 2021 tot 2026. Zo zal de Nationale Loterij structureel 200 miljoen euro ter beschikking stellen voor de financiering van doeleinden van openbaar nut en tal van maatschappelijke organisaties en projecten. Dit is een aanzienlijke verhoging in vergelijking met de vorige jaren.

De Nationale Loterij beschikt over het monopolie voor het aanbieden van Loterij producten in België. Tijdens de begrotingscontrole afgelopen week werd beslist om dit monopolie te versterken. De te betalen monopolierente zal met 10 miljoen euro verhoogd worden tot 145 miljoen euro vanaf 2022.

Het is ook kenmerkend voor een loterijmodel dat spelers deelnemen aan een spel met kleine inzetten en op voorhand zeer goed weten dat de inzetten zullen aangewend worden om enerzijds de winstverdeling te betalen, maar anderzijds ook om doeleinden van openbaar nut, maatschappelijke organisaties en projecten te financieren. Het is belangrijk dat de Nationale Loterij hierover transparant communiceert aan de spelers zodat zij weten voor welke doeleinden hun inzetten zullen worden aangewend.

Het is uiteraard niet enkel een opdracht voor de Nationale Loterij om hierover transparant te zijn, dat geldt eveneens voor de talrijke organisaties die subsidies ontvangen en daardoor partner zijn van de Nationale Loterij. Transparantie omtrent het aanwenden van de middelen die de spelers ter beschikking stellen is essentieel voor de geloofwaardigheid van de Nationale Loterij.

Evenzeer is het belangrijk voor de geloofwaardigheid van de Nationale Loterij dat de bestemming van de subsidies verloopt via een transparant besluitvormingsproces.

Gelet op de oeroude driehoek van het loterijmodel tussen de spelers, de goede doelen en de Nationale Loterij, dient de Nationale Loterij de mogelijkheden na te gaan om ook de spelers in enige mate te betrekken of hen een inbreng te geven bij de bestemming van een deel van de subsidies. Het nieuwe beheerscontract voorziet dat de Nationale Loterij dienaangaande een aantal proefprojecten zal opzetten. De versterking van de band met de spelers is belangrijk. Toen de COVID maatregelen werden afgebouwd had ik de kans om een bezoek te brengen aan een aantal organisaties die steun genieten vanuit de Nationale Loterij. Ik kon

J'ai pu constater que les organisations qui bénéficient d'un soutien parfois très limité offraient une grande valeur ajoutée à notre société. J'ai ainsi eu l'occasion de rendre visite à Villa Homaar à Wetteren où des jeunes ayant vécu des moments difficiles ont la possibilité de se ressourcer. J'ai pu assister à un magnifique concert du chœur d'enfants de la Flagey Academy. J'ai appris comment donner une formation en réanimation afin de réduire le nombre de personnes qui meurent des suites d'une insuffisance cardiaque.

Pour rendre l'utilisation des moyens financiers plus transparente, la possibilité d'impliquer la société publique au moyen d'appels à projets est à l'étude.

Deux appels à projets seront lancés dans les semaines qui viennent. Le premier appel à projets concerne la lutte contre la pauvreté et le second le développement durable. Par ces appels à projets, nous désirons d'une part soutenir des bonnes causes au départ d'un thème non seulement pour avoir un impact effectif sur le terrain, mais aussi pour attirer l'attention sur ce thème. Nous augmenterons de cette manière la visibilité du thème et des bonnes causes. Les appels à projets seront lancés en concertation avec nos confrères compétents au gouvernement.

Nous veillerons à ce que la Loterie Nationale puisse continuer à soutenir les bonnes causes au cours des prochaines années. Le joueur de la Loterie Nationale doit se rendre compte que jouer, c'est aussi aider. Par ailleurs, l'organisation bénéficiaire de subsides doit mettre encore plus en valeur le soutien qu'elle reçoit de la Loterie Nationale.

4. Le marché: Régulation du marché des jeux de loterie et des jeux de hasard.

4.1. Le cadre actuel

La Loterie Nationale joue un rôle important dans la politique plus globale du gouvernement en matière de jeux de hasard. La Commission des jeux de hasard joue à cet égard un rôle essentiel en tant qu'exécutif et gardien de cette politique. Il appartient évidemment au ministre de la Justice d'expliquer plus en détail les lignes de force de la politique en matière de jeu de hasard. Mais pour ce qui est du rôle et de la mission sociale de la Loterie Nationale dans cette politique, nous notons les points d'attention suivants.

Le marché des jeux de hasard a connu une forte progression depuis 2011 et ces jeux se sont rapidement ancrés dans la société pour devenir un loisir fréquent.

er vaststellen dat organisaties met soms zeer beperkte ondersteuning een grote meerwaarde betekenen voor onze maatschappij. Zo kreeg ik de kans om een bezoek te brengen aan Villa Homaar in Wetteren waar jongeren die het even moeilijk hebben de kans krijgen om tot rust te komen. Ik was getuige van een prachtige voorstelling van het Flagey kinderkoor. Ik leerde hoe je een reanimatie opleiding kan geven zodat we het aantal mensen dat sterft aan hartfalen kunnen verminderen.

Om de transparantie qua besteding van de middelen te verhogen wordt de mogelijkheid onderzocht om het middenveld te betrekken door het lanceren van projectoproepen.

In de volgende weken zullen twee projectoproepen gelanceerd worden. De eerste projectoproep gaat over armoedebestrijding en de tweede projectoproep zal duurzame ontwikkeling omvatten. Met deze projectoproepen willen we enerzijds op thematische basis goede doelen ondersteunen om naast effectieve impact op het terrein ook aandacht voor het thema te vragen. Op die manier vergroten we de zichtbaarheid voor het thema en de goede doelen. De projectoproepen zullen worden gelanceerd in overleg met de bevoegde collega's in de regering.

We zullen ervoor zorgen dat de Nationale Loterij de komende jaren haar steun aan goede doelen blijvend kan verderzetten. De spelers van de Nationale Loterij moeten goed beseffen dat spelen ook helpen is. Daarnaast dient het goede doel de ontvangen steun in de verf te zetten zodat haar steun de Nationale Loterij ook verder versterkt.

4. De Markt: Regulering van de loterij- en kansspelmarkt.

4.1. Het huidige kader

De Nationale Loterij is een belangrijke speler binnen het meer globaal kansspelbeleid van de regering. De Kansspelcommissie speelt daarbij een belangrijke rol als uitvoerder en bewaker van dat kansspelbeleid. Uiteraard komt het toe aan de minister van Justitie om de krijtlijnen van het kansspelbeleid van de regering nader toe te lichten. Maar voor wat betreft de rol en de maatschappelijke opdracht van de Nationale Loterij binnen dat kansspelbeleid zien wij de volgende aandachtspunten.

De kansspelmarkt heeft sedert 2011 een sterke groei gekend en kansspelen zijn op korte tijd diep doorgedrongen in de maatschappij als vaak voorkomend tijdverdrif.

4.2. Défis pour l'avenir

4.2.1. Renforcement de la position monopolistique de la Loterie Nationale

Le gouvernement est conscient que la régulation du secteur des jeux de hasard n'a pas encore atteint sa maturité. L'accord gouvernemental prévoit par conséquent une évaluation de la législation en matière de jeux de hasard, ainsi que des ajustements, ceci afin de prendre les mesures nécessaires pour éviter les dettes de jeu et la dépendance au jeu. Vu le rôle que remplit la Loterie Nationale dans la politique en matière de jeux de hasard, il est préférable que celle-ci mette son expertise à disposition dans le cadre de cette évaluation.

La régulation du marché des jeux de hasard doit s'inscrire dans une politique cohérente en matière de jeux de hasard. Depuis des années, la jurisprudence constante de la Cour de Justice européenne établit que les activités de jeux de hasard relèvent des libertés du traité sur l'Union européenne. Selon leur propres valeurs et dans l'intérêt général, les États membres peuvent imposer des limitations à ces activités. Néanmoins, ces limitations doivent avoir pour vocation première de réduire les activités liées aux jeux de hasard et de protéger les joueurs. Ces limitations doivent être proportionnelles aux fins visées.

Il est important que la politique en matière de jeu de hasard veille dans sa totalité et de façon cohérente, à protéger les joueurs. Le manque de régulation des jeux de hasard peut constituer une menace sur le plan juridique pour le monopole de la Loterie Nationale. La régulation du marché global des jeux de hasard mérite donc également toute l'attention nécessaire et il est important, par exemple, de continuer à mener une politique efficace contre les opérateurs illégaux et les pratiques irrégulières. Le renforcement du monopole de la Loterie Nationale pour la vente de produits de loterie constitue une première étape dans le sens d'une politique cohérente en matière de jeux de hasard.

En application de la jurisprudence réitérée de la Cour constitutionnelle (arrêt 114/2021), chaque licence supplémentaire est liée à un site Internet unique (nom de domaine et URL) sur lequel seuls les jeux de hasard faisant l'objet de la licence peuvent être exploités. Les comptes des joueurs entre les différentes licences doivent être séparés;

La promotion des jeux de hasard visés par la loi sur les jeux de hasard du 7 mai 1999 sera restreinte en imposant des règles strictes en matière de publicité à mesure qu'un jeu de hasard est caractérisé par un risque plus élevé de dépendance.

4.2. Uitdagingen voor de toekomst

4.2.1. Versterking van de Monopoliepositie van de Nationale Loterij

De regering is zich ervan bewust dat de regulering van de kansspelsector nog niet volwassen is. Daarom voorziet het regeerakkoord in een evaluatie van de kansspelwetgeving en bijsturing, in het bijzonder om de nodige maatregelen te nemen om schuldenlast door gokschulden en gokverslaving te vermijden. Gelet op de rol die de Nationale Loterij vervult binnen het kansspelbeleid, is het aangewezen dat de Nationale Loterij haar expertise ter beschikking stelt bij deze evaluatie.

De regulering van de kansspelmarkt moet kaderen binnen een coherent kansspelbeleid. Het Europees Hof van Justitie heeft in een jarenlange vaste rechtspraak vooropgesteld dat kansspelactiviteiten vallen onder de vrijheden van het verdrag betreffende de Europese Unie. De lidstaten kunnen aansluitend bij hun eigen waardenbeleving en in het algemeen belang beperkingen opleggen aan deze activiteiten. Wel moeten deze beperkingen er daadwerkelijk toe strekken om kansspelactiviteiten te verminderen of om spelers te beschermen. Deze beperkingen dienen proportioneel te zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

Het is van belang dat het kansspelbeleid in zijn totaliteit en op coherente wijze ernaar streeft om spelers te beschermen. Een gebrek aan regulering inzake kansspelen kan een juridische bedreiging vormen voor het monopolie van de Nationale Loterij. Derhalve verdient de regulering van de globale kansspelmarkt ook alle aandacht, en is het bijvoorbeeld van belang om door te gaan met het voeren van een efficiënt beleid tegen illegale operatoren en onregelmatige praktijken. De versterking van het monopolie van de Nationale Loterij voor de verkoop van loterijproducten is een eerste stap in de richting van een coherent kansspelbeleid.

In uitvoering van de herhaalde rechtspraak van het Grondwettelijk Hof (arrest 114/2021) wordt elke aanvullende vergunning gekoppeld aan één website (domeinnaam en URL's) waarop uitsluitend die kansspelen mogen worden geëxploiteerd die het voorwerp zijn van de vergunning. De spelersrekeningen tussen verschillende vergunningen dienen gescheiden te zijn;

De reclame voor de kansspelen bedoeld in de kansspelwet van 7 mei 1999 zal worden beperkt door strengere regels inzake reclame op te leggen naarmate een kansspel gekenmerkt wordt door een groter risico op gokverslaving.

Enfin, dans le cadre de la lutte contre les faux librairies, un arrêté royal sera élaboré pour définir plus strictement les activités accessoir des magasins de journaux en matière de paris

Une bonne collaboration avec le ministre de la Justice et la Commission des jeux de hasard est importante pour assurer la concordance entre la stratégie de l'État en matière de jeux de hasard et celle concernant la Loterie Nationale. Une communication transparente et en temps utile par la Commission des jeux de hasard sur les évolutions générales du marché des jeux est en effet cruciale pour la Loterie Nationale, afin qu'elle puisse en tenir compte lors de la définition de sa politique et de sa stratégie.

4.2.2. *Conseil supérieur d'éthique des jeux de loterie et de hasard*

Dans le cadre de sa mission sociale, la Loterie Nationale s'impose des règles strictes et spécifiques, notamment sur le plan de la publicité ou des limites de jeu. Il faut néanmoins tendre vers un bon équilibre entre la protection des joueurs et l'offre d'un produit attractif. Les produits doivent être attractifs pour éloigner les joueurs de l'offre illégale. Pour ce faire, il est important de pouvoir canaliser les joueurs vers des jeux présentant un faible niveau de risque. Il est dès lors également essentiel par exemple d'aborder la publicité pour les jeux de hasard à faible risque d'une autre manière que pour les jeux de hasard à risque élevé. Il est en outre essentiel qu'une loterie puisse suffisamment faire connaître ses jeux de tirage car il faut atteindre un public plus large, à l'inverse des jeux de casino, par exemple.

Pour que la Loterie Nationale puisse continuer à accomplir sa mission sociale en jouant un rôle central fort, il faut dans ce cadre un environnement concurrentiel suffisamment comparable pour tous les acteurs du marché. Une loterie forte offre une valeur ajoutée à l'État en premier lieu en termes de la protection des joueurs, mais aussi dans le cadre de ses défis budgétaires, directement et indirectement par l'intermédiaire des bonnes causes.

Il faut également, compte tenu notamment de l'obligation de canalisation de la Loterie Nationale, que les mesures prises pour protéger les joueurs soient suffisamment proportionnelles et tiennent compte des risques inhérents aux différents types de jeux de hasard. Il est préférable que la Loterie Nationale contribue à l'approfondissement des recherches scientifiques sur les risques liés aux différents types de jeux de hasard.

Tot slot zal er in de strijd tegen de schijn dagbladhandels een KB worden uitgewerkt om de nevenactiviteiten van krantenwinkels inzake weddenschappen strikter te omschrijven.

Een goede samenwerking met de minister van Justitie en met de Kansspelcommissie is belangrijk om de strategie van de Staat inzake kansspelen en die inzake de Nationale Loterij op elkaar af te stemmen. Een transparante en tijdige communicatie door de Kansspelcommissie over de algemene evoluties van de kansspelmarkt is voor de Nationale Loterij immers cruciaal om bij het bepalen van haar beleid en strategie daarmee rekening te kunnen houden.

4.2.2. *Hoge Raad voor de Ethiek van de loterij- en kansspelen*

In het kader van haar maatschappelijke opdracht legt de Nationale Loterij zichzelf strikte en specifieke regels op, zoals op het vlak van reclame of op het vlak van speellimieten. Desalniettemin dient een goed evenwicht nagestreefd te worden tussen bescherming van spelers en de aantrekkelijkheid van het product. Producten moeten aantrekkelijk zijn om spelers weg te houden van het illegale aanbod. Het is belangrijk om spelers te kunnen kanaliseren van spelen met een hoog risiconiveau naar spelen met een laag risiconiveau. Daarom is het bijvoorbeeld ook essentieel om reclame voor laag risico kansspelen anders te benaderen dan reclame voor hoog risico kansspelen. Bovendien is het essentieel dat een loterij voldoende ruchtbaarheid kan geven aan haar trekkingsspelen, aangezien een ruim publiek dient bereikt te worden, in tegenstelling tot casinospelen bijvoorbeeld.

In dit kader dient er een voldoende 'level playing field' te bestaan op de markt van de kansspelen en de weddenschappen en andere vormen van spelen, zodat de Nationale Loterij haar maatschappelijke opdracht kan blijven vervullen via een sterke centrale rol. Een sterke loterij biedt een meerwaarde voor de Staat in de eerste plaats op vlak van spelersbescherming, maar ook op het vlak van haar budgettaire uitdagingen rechtstreeks en onrechtstreeks via de goede doelen.

Onder meer met het oog op de kanaliseringverplichting van de Nationale Loterij is het ook belangrijk dat de maatregelen die worden genomen om spelers te beschermen voldoende proportioneel zijn en rekening houden met de inherente risico's die verbonden zijn aan de verschillende soorten van kansspelen. Het is aangewezen dat de Nationale Loterij bijdraagt aan het verdiepen van wetenschappelijk onderzoek omtrent de risico's die verbonden zijn aan de verschillende soorten kansspelen.

Pour cette raison, la Loterie Nationale financera l'année prochaine une chaire universitaire dans les universités de Gand et de Mons, qui contribuera, sur une base scientifique et dans une perspective multidisciplinaire, à asseoir les piliers importants d'une politique sûre et responsable en matière de jeux de hasard et de loteries.

La Loterie Nationale a entre autres pour mission légale d'organiser des campagnes d'information sur les risques associés à la dépendance au jeu. Vu le souhait du gouvernement de prendre des mesures supplémentaires afin de lutter contre la dépendance au jeu, il est important que la Loterie Nationale puisse également y contribuer en mettant sur pied une campagne d'information appropriée sur les jeux de hasard.

Comme il est important d'aligner la stratégie et la politique de la Loterie Nationale sur ce que se passe sur le marché plus large des jeux de hasard, le nouveau contrat de gestion prévoit la création du Conseil supérieur d'éthique des jeux de loterie et de hasard. Le Conseil supérieur devra aider la Loterie Nationale et l'État à suivre les tendances sociales plus larges dans le domaine des jeux de hasard et les évolutions du marché légal, mais aussi illégal, dans la mesure où il y en aurait un.

Le Conseil supérieur a entre autres été doté des compétences importantes suivantes:

- Formuler en toute indépendance, de sa propre initiative ou à la demande, des avis sur le jeu responsable;
- Vérifier si la stratégie de la Loterie Nationale est conforme aux règles communément acceptées par EL (European Lotteries) en matière de jeu responsable et formuler des avis à ce sujet;
- Prendre part en tant qu'organe de référence et centre de connaissances à tout débat public en matière de jeu responsable et de protection des joueurs au sein du marché plus large des jeux de hasard;
- Être consulté avant toute modification réglementaire ou législative touchant à l'organisation ou à la réglementation des jeux de loterie et de hasard et risquant d'affecter la cohérence de la politique des jeux de hasard et de loterie;
- Réaliser et diffuser des études sur le jeu responsable, la protection des joueurs et l'éthique dans le secteur des jeux de loterie et de hasard;

Om die reden zal de Nationale Loterij het komende jaar een universitaire leerstoel financieren aan de universiteiten van Gent en Bergen die op wetenschappelijke basis en vanuit een multidisciplinaire invalshoek zal bijdragen aan het onderbouwen van de belangrijke pijlers voor een veilig en verantwoord beleid inzake kansspelen en loterijen.

Eén van de wettelijke opdrachten van de Nationale Loterij bestaat erin om voorlichtingscampagnes op te zetten omtrent de risico's die verbonden zijn aan gokverslaving. Gelet op de wil van de regering om bijkomende maatregelen te nemen om gokverslaving te bestrijden, is het belangrijk dat ook de Nationale Loterij hier kan aan bijdragen door het opzetten van een passende voorlichtingscampagne inzake kansspelen.

Omdat het belangrijk is dat de strategie en het beleid van de Nationale Loterij wordt afgestemd op wat gebeurt binnen de ruimere kansspelmarkt, voorziet het nieuwe beheerscontract in de oprichting van de Hoge Raad voor de Ethiek van de loterij- en kansspelen. Van de Hoge Raad wordt verwacht dat zij de Nationale Loterij en de Staat bijstaat bij het opvolgen van bredere maatschappelijke tendensen inzake kansspelen en evoluties op de legale en ook, in de mate dat die er zou zijn, de illegale markt.

De Hoge Raad heeft o.m. de volgende belangrijke bevoegdheden gekregen:

- In alle onafhankelijkheid, op eigen initiatief of op verzoek, adviezen verstrekken op het vlak van verantwoord spel;
- Nagaan of de strategie van de Nationale Loterij overeenstemt met de algemeen door de European Lotteries aanvaarde regels op het vlak van verantwoord spel en daarover adviezen verstrekken;
- Als referentieorgaan en kenniscentrum deelnemen aan elk publiek debat over verantwoord spel en bescherming van spelers binnen de ruimere kansspelmarkt;
- Geraadpleegd worden voorafgaand aan elke wijziging aan regelgeving of wetgeving die een incidentie heeft op de organisatie of de reglementering van loterijspelen en kansspelen en die de coherentie van het kansspel- en loterijbeleid dreigt aan te tasten;
- Studies inzake verantwoord spel, bescherming van spelers en ethiek in de sector van loterijspelen en kansspelen uitvoeren en verspreiden;

— Surveiller la problématique des jeux de hasard illégaux et des jeux de loterie illégaux et y sensibiliser le public.

En tant qu'élément de ses missions de service public, la Loterie Nationale a été chargée de fournir le soutien nécessaire au fonctionnement du Conseil supérieur.

Le contrat de gestion conclu pour la période 2021-2026 prévoit explicitement que la Loterie Nationale continuera à accorder une attention particulière à son canal de distribution privilégié et le plus performant, à savoir les points de vente de proximité.

4.2.3. *La lutte contre les fausses librairies*

L'évolution des "fausses librairies" demeure un point d'attention important. Il s'agit de points de vente qui désirent principalement avoir le statut de librairie pour pouvoir activement proposer des paris et échapper de ce fait à la législation économique en matière d'heures d'ouverture, mais qui n'exercent pas l'activité économique typique d'une librairie. Ce phénomène qui porte atteinte à la réputation de la Loterie Nationale est particulièrement préjudiciable aux vraies librairies.

Les librairies garantissent en effet la vente qualitative des produits de loterie, de même qu'un ancrage social et local important dans la société. La création de nouvelles librairies qui se transforment en agences de paris déguisées pour échapper aux règles strictes imposées aux agences de paris est préjudiciable aux vraies librairies.

Avec le ministre de la Justice et la Commission des jeux de hasard, nous étudierons la possibilité d'un réexamen de la réglementation à ce sujet afin de pouvoir intervenir plus efficacement contre ces fausses librairies.

5. La société: Une gestion solide sur le plan économique et axée sur l'entreprise.

La Loterie Nationale opère dans un environnement toujours plus compétitif. Par rapport à d'autres pays européens, le marché est très ouvert et est très peu régulé en ce qui concerne les opérateurs de jeux de hasard privés. La Loterie Nationale est toutefois parvenue à s'assurer une croissance stable et durable avec une offre attractive mais responsable.

Trois facteurs sont à la base du chiffre d'affaires d'une loterie: 1) le nombre de joueurs, 2) leur mise et 3) la fréquence de leur participation. Étant donné que l'on attend de la Loterie Nationale qu'elle mène une politique durable

— De problematiek van illegale kansspelen en illegale loterijspelen monitoren en onder de publieke aandacht brengen.

Als een onderdeel van haar opdrachten van openbare dienst, werd de Nationale Loterij ermee belast om de nodige ondersteuning te geven voor de functionering van de Hoge Raad.

In het beheerscontract voor de periode 2021-2016 werd uitdrukkelijk opgenomen dat de Nationale Loterij bijzondere aandacht blijft besteden aan haar bevoorrecht en krachtigste distributiekanaal van buurtverkooppunten.

4.2.3. *Strijd tegen schijndagbladhandels*

Een belangrijk aandachtspunt blijft de evolutie van de "valse krantenwinkels". Dit zijn verkooppunten die vooral het statuut wensen van krantenwinkel om actief te kunnen zijn als aanbieder van weddenschappen en daardoor ook kunnen afwijken van de economische wetgeving inzake de openingsuren, maar die niet de typische economische activiteit van een krantenwinkel uitoefenen. Dit fenomeen vreet aan de reputatie van de Nationale Loterij, maar is vooral schadelijk voor de echte krantenwinkels.

Krantenwinkels staan nochtans garant voor een kwalitatieve verkoop van loterijproducten en vervullen daarnaast ook een belangrijke sociale en lokale verankering in de maatschappij. De oprichting van nieuwe krantenwinkels die zich ontpoppen tot valse wedkantoren om de strengere regels inzake wedkantoren te vermijden is schadelijk voor de echte krantenwinkels.

Met de minister van Justitie en de Kansspelcommissie zullen de mogelijkheden worden bekeken om de regulering terzake te herbekijken, zodat efficiënter kan worden opgetreden tegen deze zgn. valse wedkantoren.

5. Het bedrijf: Een economische en ondernemingsgerichte solide bedrijfsvoering

De Nationale Loterij opereert in een steeds competitievere omgeving. De markt is zeer open, en geniet relatief weinig regulering ten opzichte van andere Europese landen in het domein van de private kansspeloperatoren. Toch slaagde de Nationale Loterij erin om een stabiele en duurzame groei te garanderen met een attractief, doch verantwoord aanbod.

De omzet van een loterij is het resultaat van drie factoren: 1) het aantal spelers, 2) hun inzet en 3) de frequentie waarmee ze spelen. Gelet op het feit dat van de Nationale Loterij een duurzaam en sociaal verantwoord beleid

et socialement responsable, la fréquence de participation et les mises des joueurs doivent par conséquent rester modérées. Le plaisir de jouer, la protection des joueurs et le soutien apporté aux bonnes causes doivent être au centre des préoccupations. Le jeu immodéré et la dépendance au jeu n'ont pas leur place à la Loterie. La Loterie Nationale se distingue ainsi des opérateurs de jeux de hasard soumis au contrôle de la Commission des jeux de hasard. Cette distinction est importante et nous veillerons à la prendre en considération.

Malgré une année minée par la crise du COVID-19 et une première baisse importante du chiffre d'affaires dans la première moitié de 2020 en raison du confinement général et de la décision délibérée de la Loterie Nationale de brider son marketing, la Loterie Nationale a finalement maintenu en 2020 un chiffre d'affaires stable de 1,435 milliard d'euros.

L'année prochaine, la priorité consistera encore à proposer des produits au public le plus large en poursuivant l'extension et la diversification du réseau de vente au détail pour compenser la baisse du nombre de points de vente traditionnels que sont les librairies. En 2020 et 2021, la Loterie Nationale a déjà pris diverses mesures pour soutenir au mieux ses points de vente qui connaissaient des difficultés économiques des suites du COVID-19 ou des récentes inondations.

De manière plus générale, il est demandé à la Loterie Nationale d'allouer à ses points de vente une rémunération équitable après concertation avec les parties prenantes du secteur. À cet effet, la Loterie Nationale prévoira un processus de consultation adéquat de ses points de vente sur base de critères objectifs de représentativité et organisera tous les deux ans un sondage auprès d'un échantillon de points de vente afin de pouvoir évaluer au mieux les besoins et les opportunités du réseau de vente.

Il faudra ensuite poursuivre le développement de la plateforme digitale de la Loterie Nationale. Contrairement à de nombreuses autres loteries européennes, la Loterie Nationale a prouvé ces dernières années que l'élaboration d'un canal digital pouvait s'accompagner d'une hausse du chiffre d'affaires dans le canal de vente au détail. Cette approche totale devra occuper toute notre attention.

Comme les années précédentes, la stratégie de la Loterie Nationale se concentrera dans une large mesure sur l'offre de produits de loterie typiques.

La note de politique générale précédente avançait déjà qu'il était conseillé d'opérer une distinction plus nette entre, d'une part, les jeux de loterie traditionnels et, d'autre part, les jeux soumis à l'application de la loi sur

wordt verwacht, wordt consequent de spelfrequentie en de inzetten van de spelers binnen zeer modale grenzen gehouden. Het spelplezier, de spelersbescherming en de steun aan goede doelen moeten centraal staan. Voor dwangmatige spelen en verslaving is er bij de Loterij geen plaats. Aldus onderscheidt de Nationale Loterij zich van de eigenlijke kansspeloperatoren onderworpen aan het toezicht van de kansspelcommissie. Dit onderscheidend element is belangrijk en we zullen erop toezien dat dit niet uit het oog verloren wordt.

Ondanks een jaar dat gebukt ging onder de COVID-19-crisis en een initiële sterke omzetsdaling in de eerste helft van 2020 door de algemene lockdown en de bewuste keuze van de Nationale Loterij om zich zeer terughoudend op te stellen op het vlak van marketing, heeft de Nationale Loterij in 2020 finaal toch een stabiele omzet behouden ten belope van 1,435 miljard euro.

Voor het komende jaar blijft het een prioriteit om producten aan een zo breed mogelijk publiek aan te bieden door een verdere verbreding en diversificatie van het retail netwerk om het dalend aantal traditionele verkooppunten, met name de krantenwinkel, te compenseren. In 2020 en 2021 heeft de Nationale Loterij alvast diverse maatregelen genomen om haar verkooppunten die het economisch moeilijk hadden ingevolge COVID-19 of de recente watersnood zo goed mogelijk te ondersteunen.

Meer algemeen wordt aan de Nationale Loterij gevraagd om aan haar verkooppunten een billijke vergoeding te geven, na overleg met de stakeholders in de sector. De Nationale Loterij zal daartoe op basis van objectieve criteria inzake representativiteit in een correct consultatieproces van haar verkooppunten voorzien en tweejaarlijks een steekproef bij de verkooppunten organiseren om de noden en de opportuniteiten van het verkoopnetwerk zo goed mogelijk te kunnen inschatten.

Daarnaast is het verder uitbouwen van het digitale platform van de Nationale Loterij belangrijk. In tegenstelling tot vele andere Europese loterijen, bewees de Nationale Loterij de afgelopen jaren dat de uitbouw van een digitaal kanaal hand in hand kan gaan met een groeiende omzet in het retailkanaal. Op deze totaalbenadering zal verder nauwlettend worden toegekeken.

Net zoals de afgelopen jaren, zal de strategische focus van de Nationale Loterij in grote mate liggen op het aanbieden van de typische loterijproducten.

In de vorige beleidsnota werd reeds opgeworpen dat het aangewezen is dat er een duidelijker scheiding komt tussen enerzijds traditionele loterijspelen en anderzijds spelen die onderworpen zijn aan de toepassing van

les jeux de hasard, comme les paris sportifs. En 2021, la Loterie Nationale a déjà pris des mesures importantes dans cette voie en ne proposant plus ses paris sportifs sur son site e-lotto.be, mais sur son site scoore.be.

Dans les mois à venir, la Loterie Nationale continuera à préparer le transfert de son activité de paris sportifs dans une filiale sur la base des comptes financiers fin 2021. Elle poursuivra également ses efforts de modernisation de l'offre de paris sportifs en librairie.

Le contrat de gestion prévoit que dans ce cas, une convention d'approfondissement sera conclue qui devra comporter au minimum les dispositions relatives à l'accessibilité de ces paris sur le territoire belge, la lutte contre l'assuétude aux jeux, la lutte contre la manipulation des compétitions sportives, la lutte contre la criminalité, la politique commerciale et de sponsoring, les règles de gouvernance et la compensation financière des obligations imposées à la filiale.

Pour pouvoir encore mieux s'acquitter de son obligation de canalisation, la Loterie Nationale a fortement investi ces dernières années dans l'amélioration continue de l'expérience du joueur: sur le plan du jeu en lui-même, mais aussi en ce qui concerne la Loterie Nationale en tant qu'entreprise. Les Lottery Shops et le retour des tirages en public au centre de Bruxelles sont quelques exemples de projets devant rapprocher la Loterie Nationale de la population. En communiquant en parallèle bien plus qu'avant sur le rôle social de l'entreprise, la réputation de la Loterie Nationale s'est renforcée en 2020 et 2021. Il est dès lors important pour la Loterie Nationale d'être une marque fiable.

La Loterie Nationale doit poursuivre ses efforts en tant que prestataire socialement responsable et professionnel de plaisir ludique et mettre tout en œuvre pour répondre aux normes du jeu responsable de l'organisation internationale "European Lotteries", par exemple sur le plan de la formation et de la sensibilisation de son personnel et de ses points de vente sur le jeu responsable, ou sur le plan de la recherche scientifique sur les risques inhérents aux jeux de hasard. Tout cela sera périodiquement contrôlé par un auditeur indépendant. Un nouvel audit approfondi sera mené en 2022. Les résultats d'un audit intermédiaire organisé en 2021 sont très encourageants.

L'un des points sur lesquels la Loterie Nationale fait la différence par rapport au secteur privé réside dans le fait que son offre en ligne de jeux de loterie récréatifs

de kansspelwet, zoals de sportweddenschappen. De Nationale Loterij heeft hiertoe in 2021 reeds belangrijke stappen gezet door haar sportweddenschappen niet langer aan te bieden op haar e-lotto.be website, maar op haar scoore.be website.

De Nationale Loterij zal de komende maanden verder werken om de activiteit sportweddenschappen onder te brengen in een dochtervennootschap op basis van de financiële rekeningen eind 2021. De komende maanden zal ook het aanbod van sportweddenschappen in de krantenwinkels verder gemoderniseerd worden.

In het beheerscontract werd voorzien dat in dat geval een uitdiepingsovereenkomst zal worden gesloten die minstens de bepalingen moet omvatten betreffende de verkrijgbaarheid van deze weddenschappen op het Belgisch grondgebied, de strijd tegen spelverslaving, de strijd tegen de vervalsing van sportwedstrijden, de strijd tegen criminaliteit, het handels- en sponsoringbeleid, de governance-regels en de financiële compensatie van de verplichtingen die aan de dochtervennootschap worden opgelegd.

Om haar kanalisatieplicht nog beter te vervullen heeft de Nationale Loterij de voorbije jaren sterk geïnvesteerd in het voortdurend verbeteren van de spelerservaring: op vlak van de spelen zelf, maar ook wat betreft de onderneming Nationale Loterij. De Lottery Shops en het weer openbaar organiseren van trekkingen in het centrum van Brussel zijn enkele voorbeelden van projecten die de Nationale Loterij dichterbij de bevolking brengen. Door tegelijk veel meer dan vroeger te communiceren over de maatschappelijke rol van de onderneming, werd de reputatie van de Nationale Loterij in 2020 en 2021 alsmat sterker. Het is dan ook van belang voor de Nationale Loterij om een betrouwbaar merk te zijn.

Van de Nationale Loterij wordt verwacht dat zij zich verder blijft inspannen als een maatschappelijk verantwoordelijke en professionele aanbieder van spelplezier en er alles aan doet om te beantwoorden aan de normen op vlak van verantwoord spel van de internationale organisatie "European Lotteries", zo bijvoorbeeld op het vlak van training en sensibilisering van haar personeel en verkooppunten rond verantwoord spel, of op het vlak van wetenschappelijk onderzoek naar de risico's die kansspelen met zich meebrengen. Dit wordt periodiek gecontroleerd door een onafhankelijke auditor. In 2022 zal een nieuwe grondige audit plaats vinden. Een tussentijdse audit die in 2021 werd georganiseerd leverde in elk geval zeer bevredigende resultaten op.

Eén van de punten waar de Nationale Loterij hét verschil maakt met de private sector is dat haar online aanbod van recreatieve loterijspelen beperkt wordt door

est soumise à des limites de jeu contraignantes (limite de versement, perte maximale et nombre maximum de jeux par tranches de 24 heures) que les joueurs ne peuvent pas augmenter indéfiniment. Ces limites sont très efficaces pour contrer les comportements de jeu problématiques et les détecter à un stade précoce.

La Loterie Nationale totalise plus de 1,2 million de comptes joueurs. Un contrôle périodique a révélé que durant toute l'année 2020, seulement 109 joueurs ont atteint à cinq reprises au moins 2 limites de jeu différentes sur e-lotto.be. Ceci indique clairement que la Loterie Nationale mène une politique de marketing très modérée. Ce point continuera à faire l'objet d'une surveillance.

Dans le cadre d'une politique fondée sur des preuves, il serait préférable de pouvoir disposer de données similaires pour le marché global des jeux de hasard.

6. Conclusion

Depuis 2015, la Loterie Nationale mesure le niveau de ses émissions de CO₂. En 2020, elle s'est à nouveau vu décerner pour la quatrième fois consécutive le label "CO₂ neutral" pour la compensation de ses émissions.

En 2021, Vigeo Eiris a réalisé un audit indépendant afin de déterminer dans quelle mesure la Loterie Nationale répond aux critères ESG (environnemental, social et de gouvernance) d'usage dans la communauté financière. Ces critères nous aident à évaluer jusqu'à quel point une entreprise se comporte de façon responsable vis-à-vis de son environnement et de ses parties prenantes (travailleurs, partenaires, sous-traitants et clients).

- Le critère environnemental prend en considération: la gestion des déchets, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la prévention des risques environnementaux.

- Le critère social prend en considération: la prévention des accidents, la formation du personnel, le respect des droits des travailleurs, la chaîne de sous-traitance et le dialogue social.

- Le critère de gouvernance vérifie: l'indépendance du conseil d'administration, la structure de gestion et la présence d'un comité d'audit.

La Loterie Nationale a obtenu un excellent score. Dans une stratégie de développement durable, les prestations financières d'une entreprise doivent être reliées à son impact sur l'environnement et la société. Il a dès lors été demandé à la Loterie Nationale de réaliser cet audit sur une base régulière. Il est tout aussi important qu'en tant qu'actionnaire, l'État mène également une réflexion sur

dwingende speellimieten (stortingslimiet, verlieslimiet en een limiet qua maximum aantal spelen per 24u) die door de spelers niet onbeperkt kunnen verhoogd worden. Deze limieten zijn zeer efficiënt in het tegengaan van problematisch spelgedrag en in het vroegtijdig opsporen ervan.

De Nationale Loterij beschikt over meer dan 1,2 miljoen spelersrekeningen. Uit een periodieke monitoring blijkt dat in het hele jaar 2020 slechts 109 spelers op e-lotto.be vijf keer een 2 verschillende speellimiet hebben aangeikt. Dit is een goede graadmeter die aantoont dat de Nationale Loterij een zeer gematigd marketingbeleid voert en dit zal ook in de toekomst verder worden opgevolgd.

In het kader van een *evidencebased* beleid zou het aangewezen zijn om over gelijkaardige gegevens te kunnen beschikken voor de globale kansspelmarkt.

6. Tot slot

Sinds 2015 meet de Nationale Loterij het niveau van haar CO₂-uitstoot. Zij kreeg in 2020, opnieuw het "CO₂-neutral" label voor het compenseren van haar uitstoot en dit voor de vierde keer op rij.

In 2021 werd door Vigeo Eiris een onafhankelijke audit uitgevoerd om vast te stellen in welke mate de Nationale Loterij voldoet aan de ESG criteria (Environnement, Social et Gouvernance) die door de financiële gemeenschap worden gebruikt. Dankzij deze criteria kan men beoordelen in hoeverre een bedrijf verantwoordelijk gedraagt ten aanzien van zijn omgeving en zijn stakeholders (werknemers, partners, onderaannemers en klanten).

- Het milieucriterium houdt rekening met: afvalbeheer, vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en preventie van milieurisico's.

- Het sociale criterium houdt rekening met: ongevalpreventie, opleiding van het personeel, respect voor werknemersrechten, de onderaannemingsketen en sociale dialoog.

- Het governancecriterium verifieert: de onafhankelijkheid van de raad van bestuur, de managementstructuur en de aanwezigheid van een auditcomité.

De Nationale Loterij behaalde een uitstekende score. In een strategie voor duurzame ontwikkeling is het noodzakelijk om de financiële prestaties van een bedrijf te koppelen aan zijn ecologische en sociale impact. Daarom werd gevraagd dat de Nationale Loterij deze audit op meer regelmatige basis laat uitvoeren. Evenzeer is het belangrijk dat ook de overheid als aandeelhouder een

la façon dont il peut contribuer à des résultats encore meilleurs. La décision du gouvernement de centraliser les participations de l'État, et donc également les parts de la Loterie Nationale, à la SFPI constitue un pas important dans cette direction.

L'année qui vient sera une année importante pour la Loterie Nationale. Le contrat de gestion qui a été conclu contient un certain nombre de nouveautés que la Loterie devra mettre en application. De plus, le monde a changé. D'ici quelques années, nous parlerons d'une période pré-corona et d'une période post-corona. La crise a accentué certains défis, comme celui de la digitalisation accrue. Le nouveau contrat de gestion apporte déjà une amorce de réponse en ce qui concerne les nouveaux défis auxquels nous devons faire face. Nous évaluerons continuellement ce contrat afin que la Loterie Nationale puisse également se profiler dans les années qui viennent comme une marque forte qui jouit de la confiance de ses joueurs.

*Le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,
chargé de la Loterie nationale,*

Sammy MAHDI

reflectie houdt in welke mate zij kan bijdragen tot het behalen van nog betere resultaten. De beslissing van de regering om de overheidsparticipaties, en dus ook de aandelen van de Nationale Loterij, te centraliseren bij de FPIM is een belangrijke stap in die richting.

Het volgend jaar zal een belangrijk jaar worden voor de Nationale Loterij. De beheersovereenkomst die werd afgesloten bevat een aantal nieuwigheden die de Loterij zal moeten implementeren en toepassen. Bovendien is de wereld veranderd. Binnen een aantal jaar zullen we spreken van een periode voor Corona en een periode na corona. Door deze crisis zijn er een aantal aanwezige uitdagingen nog versterkt zoals de toegenomen digitalisering. Op deze nieuwe uitdagingen dienen we een antwoord te bieden waarvan de aanzet reeds gegeven werd met de nieuwe beheersovereenkomst. We zullen deze overeenkomst permanent evalueren zodat de Nationale Loterij ook in de volgende jaren er kan staan als een sterk merk tot vertrouwen geniet bij haar spelers.

*De staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
belast met de Nationale Loterij,*

Sammy MAHDI